

BCV PROFESSIONAL FUND

Fonds de droit suisse de la catégorie «Autres fonds en placements traditionnels» à compartiments multiples

- **BCV Responsible Swiss Franc Bonds**
- **BCV Swiss Franc Credit Bonds**
- **BCV CHF Domestic Corporate Bonds**
- **BCV CHF Foreign Bonds**
- **BCV International Bonds (CHF)**
- **BCV Fiscal Strength Government Bonds**
- **BCV Total Return Bonds (CHF)**
- **BCV Swiss Equity**
- **BCV Swiss Equity Dividend Select**
- **BCV Swiss Small & Mid Caps Equity**
- **BCV Enhanced Europe Equity**
- **BCV Enhanced US Equity**
- **BCV Japac**
- **BCV Systematic Premia Swiss Equity**
- **BCV Systematic Premia Europe Equity**
- **BCV Systematic Premia US Equity**
- **BCV Pension 10**

TABLE DES MATIERES

PARTIE I PROSPECTUS

1. Informations concernant le fonds ombrelle et les compartiments
2. Informations concernant la direction du fonds
3. Informations concernant la banque dépositaire
4. Informations concernant les tiers
5. Autres informations
6. Autres informations sur les placements
7. Dispositions détaillées

PARTIE II CONTRAT DE FONDS

PARTIE I PROSPECTUS

Le présent prospectus avec contrat de fonds intégré, la feuille d'information de base¹ ainsi que le dernier rapport annuel ou semestriel (si publié après le dernier rapport annuel) constituent le fondement de toutes les souscriptions aux parts des compartiments.

Seules sont valables les informations contenues dans le contrat de fonds, le prospectus et la feuille d'information de base.

1. Informations concernant le fonds ombrelle et les compartiments

1.1 Constitution du fonds en Suisse et forme juridique

Le contrat de fonds de BCV PROFESSIONAL FUND a été établi par GERIFONDS SA, Lausanne, en tant que direction du fonds, avec l'accord de la Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne, en tant que banque dépositaire, et soumis à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Cette dernière l'a approuvé pour la première fois le 15 novembre 2002.

BCV PROFESSIONAL FUND est un fonds ombrelle contractuel de droit suisse de la catégorie «Autres fonds en placements traditionnels» au sens de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (LPCC), subdivisé en compartiments suivants:

¹ Toutes les références à la feuille d'information de base doivent être comprises comme visant également les documents reconnus comme équivalents selon l'Annexe 10 de l'ordonnance sur les services financiers (OSFin)

- BCV Responsible Swiss Franc Bonds
- BCV Swiss Franc Credit Bonds
- BCV CHF Domestic Corporate Bonds
- BCV CHF Foreign Bonds
- BCV International Bonds (CHF)
- BCV Fiscal Strength Government Bonds
- BCV Total Return Bonds (CHF)
- BCV Swiss Equity
- BCV Swiss Equity Dividend Select
- BCV Swiss Small & Mid Caps Equity
- BCV Enhanced Europe Equity
- BCV Enhanced US Equity
- BCV Japac
- BCV Systematic Premia Swiss Equity
- BCV Systematic Premia Europe Equity
- BCV Systematic Premia US Equity
- BCV Pension 10

Les compartiments reposent sur un contrat de placement collectif (contrat de fonds) aux termes duquel la direction du fonds s'engage à faire participer l'investisseur aux compartiments, proportionnellement aux parts qu'il a acquises, et à gérer les compartiments conformément aux dispositions de la loi et du contrat de fonds, de façon indépendante et en son propre nom. La banque dépositaire est partie au contrat de fonds conformément aux tâches qui lui sont confiées par la loi et le contrat de fonds.

L'investisseur n'a droit qu'à la fortune et au revenu du compartiment auquel il participe. Pour les engagements revenant à un compartiment, seul le compartiment en question en répond.

Conformément au contrat de fonds, la direction du fonds peut créer en tout temps de nouveaux compartiments avec l'approbation de l'autorité de surveillance, les regrouper ou les dissoudre.

1.2 Durée

La durée du fonds et des compartiments est illimitée.

1.3 Prescriptions fiscales utiles concernant les compartiments

Le fonds et les compartiments ne possèdent pas de personnalité juridique en Suisse. Ils ne sont assujettis ni à un impôt sur le revenu, ni à un impôt sur le capital.

L'impôt anticipé prélevé sur les revenus suisses peut être demandé intégralement en remboursement par la direction du fonds pour le compartiment correspondant.

Les revenus et les gains en capital réalisés à l'étranger peuvent être soumis aux retenues à la source applicables dans le pays d'investissement. Dans la mesure du possible, de tels impôts seront demandés en remboursement par la direction du fonds pour le compartiment correspondant et pour les investisseurs domiciliés en Suisse, sur la base de conventions de double imposition ou d'accords spécifiques.

Les distributions de revenus des compartiments (aux investisseurs domiciliés en Suisse et à l'étranger) sont assujetties à l'impôt anticipé (impôt à la source) de 35%. Les gains en capital distribués par coupon séparé ne sont pas soumis à l'impôt anticipé.

Le revenu net retenu et réinvesti par les compartiments est en principe assujetti à l'impôt anticipé (impôt à la source) de 35%.

Les investisseurs domiciliés en Suisse peuvent récupérer l'impôt anticipé retenu en mentionnant le revenu correspondant dans leur déclaration fiscale ou en présentant une demande de remboursement séparée.

Les investisseurs domiciliés à l'étranger peuvent demander le remboursement de l'impôt anticipé conformément à l'éventuelle convention de double imposition existant entre la Suisse et leur pays de domicile. A défaut d'une telle convention, le remboursement de l'impôt anticipé ne pourra pas être obtenu.

Les distributions de revenus aux investisseurs domiciliés à l'étranger, respectivement la thésaurisation des revenus au profit des investisseurs domiciliés à l'étranger, peuvent être effectuées sans déduction de l'impôt anticipé, lorsque 80% au moins des revenus du compartiment correspondant proviennent de sources étrangères. En cas de thésaurisation et contre présentation de la déclaration de domicile, l'impôt anticipé est crédité aux investisseurs domiciliés à l'étranger. Dans tous les cas, la confirmation d'une banque indiquant que les parts en question sont détenues dans le dépôt de l'investisseur domicilié à l'étranger et que les revenus sont crédités sur le compte de ce dernier (déclaration de domicile ou affidavit) est nécessaire. Il ne peut pas être garanti que 80% au moins des revenus d'un compartiment proviennent de sources étrangères.

La direction du fonds ou le service de paiement acceptera les demandes d'affidavit soumises ultérieurement uniquement jusqu'à un maximum de 165 jours calendaires après la date de paiement. Les demandes déposées après ce délai ne seront pas prises en compte. Si un investisseur domicilié à l'étranger, ayant droit à un remboursement, subit une déduction de l'impôt anticipé en raison d'une déclaration de domicile manquante ou tardive, il pourra demander le remboursement directement auprès de l'Administration fédérale des contributions (AFC) à Berne, le cas échéant avec l'assistance de sa banque dépositaire. Pour ce faire, l'investisseur devra soumettre le formulaire 25A à l'AFC, accompagné des informations et documents supplémentaires requis. Les détails de cette procédure seront publiés par le service de paiement dans l'avis relatif à la distribution ou à la thésaurisation des revenus.

Pour les classes de parts non libellées en CHF, le paiement compensatoire pourra être effectué en CHF, pour autant que l'affidavit ne soit pas parvenu à la banque dépositaire du compartiment avant la veille de la date de paiement.

En outre, les revenus et les gains en capital, qu'ils soient distribués ou thésaurisés, peuvent être soumis totalement ou partiellement à un impôt dit de l'agent payeur, en fonction de la personne qui détient les parts directement ou indirectement.

Les compartiments ont le statut fiscal suivant:

Echange international automatique de renseignements en matière fiscale (échange automatique de renseignements)

Les compartiments sont qualifiés d'«institution financière non déclarante» aux fins de l'échange automatique de renseignements au sens de la norme commune en matière de déclaration et de diligence raisonnable (NCD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour les renseignements relatifs aux comptes financiers.

FATCA

Les compartiments sont enregistrés auprès des autorités fiscales américaines en tant que «Registered Deemed Compliant Financial Institution» au sens des sections 1471 - 1474 du U.S. Internal Revenue Code (Foreign Account Tax Compliance Act, y compris les décrets y relatifs, «FATCA»).

Les explications fiscales ci-dessus sont fournies à titre purement informatif et sont basées sur la situation juridique en vigueur et la pratique actuellement connue. Des modifications de la législation, de la jurisprudence et de la pratique des autorités fiscales demeurent explicitement réservées.

L'imposition et les autres conséquences fiscales pour l'investisseur en cas de détention, achat ou vente de parts des compartiments sont régies par les lois fiscales du pays de domicile de l'investisseur.

Les investisseurs sont responsables de déterminer et de supporter les conséquences fiscales de leur investissement dans un compartiment. Pour plus d'informations, ils sont invités à prendre contact avec leurs conseillers fiscaux.

1.4 Exercice comptable

L'exercice comptable de chaque compartiment s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de chaque année.

1.5 Société d'audit

PricewaterhouseCoopers SA, Genève, assume la fonction de société d'audit.

1.6 Parts et fractions de parts

Les parts et fractions de parts ne sont pas émises sous forme de titres, mais comptabilisées.

Les certificats libellés en tant que titres au porteur devaient être présentés à la direction du fonds ou à ses mandataires jusqu'au 31 mars 2016, afin d'être échangés, sur le plan comptable, contre des parts identiques. Pour autant que des parts physiques au porteur existaient encore au 1^{er} avril 2016, un rachat a eu lieu automatiquement, conformément au § 5 chiffre 8, lettre a, du contrat de fonds, et un montant en franc suisse équivalant à la contrevaletur du certificat a été consigné pour l'investisseur correspondant.

Le fractionnement des parts en millième (1/1000) est autorisé pour tous les compartiments.

Conformément au contrat de fonds, la direction du fonds peut, avec l'accord de la banque dépositaire et l'approbation de l'autorité de surveillance, créer en tout temps des classes de parts, les regrouper ou les supprimer.

Le compartiment **BCV Responsible Swiss Franc Bonds** est subdivisé en quatre classes de parts:

- A, ouverte à tous les investisseurs.
- B, ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
 - iv) aux investisseurs qui sont des clients d'ETHOS SERVICES SA ou membre d'Ethos - Fondation suisse pour un développement durable, selon attestation écrite de ces dernières;
 - v) aux placements collectifs de capitaux.
- C, ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum.
- Z, ouverte aux investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise, agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts Z uniquement, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 du contrat de fonds et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité.

Tous les autres compartiments sont subdivisés en plusieurs classes de parts, telles que décrites ci-après:

BCV Swiss Franc Credit Bonds	A, B, C, Z
BCV CHF Domestic Corporate Bonds	A, I, Z
BCV CHF Foreign Bonds	A, I, IT, Z
BCV International Bonds (CHF)	A, B, BT, C, Z
BCV Fiscal Strength Government Bonds	A, B, C, Z

BCV Total Return Bonds (CHF)	A, B, C, Z
BCV Swiss Equity	A, B, C, CP, Z
BCV Swiss Equity Dividend Select	A, B, C, Z
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity	A, B, C, CP, Z, ZP
BCV Enhanced Europe Equity	A, B, BT, C, Z
BCV Enhanced US Equity	A, B, BT, C, Z
BCV Japac	(JPY) A, (JPY) B, (JPY) BT, (JPY) C, (JPY) Z (CHF) AH, (CHF) BH, (CHF) BTH, (CHF) CH, (CHF) ZH
BCV Systematic Premia Swiss Equity	A, B, C, Z
BCV Systematic Premia Europe Equity	A, B, BT, C, Z
BCV Systematic Premia US Equity	A, B, BT, C, Z
BCV Pension 10	(CHF) A, (CHF) AP, (CHF) B, (CHF) BP, (CHF) C, (CHF) CP

- A, ouverte à tous les investisseurs et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- (CHF) A, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte à tous les investisseurs et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- (CHF) AH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte à tous les investisseurs. Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) AH sont distribués annuellement.
- (JPY) A, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte à tous les investisseurs et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- (CHF) AP, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA). Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) AP sont réinvestis annuellement.
- B, ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
 - iv) aux placements collectifs de capitaux.

Les revenus nets de la classe de parts B sont distribués annuellement.
- (CHF) B, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
 - iv) aux placements collectifs de capitaux.

Les revenus nets de la classe de parts (CHF) B sont distribués annuellement.
- (CHF) BH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
 - iv) aux placements collectifs de capitaux.

Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) BH sont distribués annuellement.

- BT, ouverte:

- i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
- ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
- iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées. Les investisseurs doivent être domiciliés à l'étranger et les parts doivent être déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment.

Les revenus nets de la classe de parts BT sont réinvestis annuellement.

- (CHF) BTH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte:

- i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
- ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
- iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées. Les investisseurs doivent être domiciliés à l'étranger et les parts doivent être déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment.

Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) BTH sont réinvestis annuellement.

- (JPY) B, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte:

- i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
- ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
- iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
- iv) aux placements collectifs de capitaux.

Les revenus nets de la classe de parts (JPY) B sont distribués annuellement.

- (JPY) BT, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte:

- i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
- ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
- iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées. Les investisseurs doivent être domiciliés à l'étranger et les parts doivent être déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment.

Les revenus nets de la classe de parts (JPY) BT sont réinvestis annuellement.

- (CHF) BP, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA) qui investissent:

- i) pour compte propre, sans lien avec un produit d'assurance, et qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;

ii) dans le cadre d'un produit d'assurance et qui facturent à leurs assurés des frais pour l'administration de leur structure juridique.

Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) BP sont réinvestis annuellement.

- C, ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- (CHF) C, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- (CHF) CH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum. Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) CH sont distribués annuellement.
- (JPY) C, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- CP, ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA) qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum. Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts CP sont réinvestis annuellement.
- (CHF) CP, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA), qui investissent pour compte propre, sans lien avec un produit d'assurance, et qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum. Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) CP sont réinvestis annuellement.
- I, ouverte:
 - i) aux investisseurs qualifiés au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à g LSFIn;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
 - iv) aux placements collectifs de capitaux.Les revenus de la classe de parts I sont distribués annuellement.
- IT, ouverte:
 - i) aux investisseurs qualifiés au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à g LSFIn, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées. Les investisseurs doivent être domiciliés à l'étranger et les parts doivent être déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment.Les revenus nets de la classe de parts IT sont réinvestis annuellement.

- Z, ouverte aux investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise, agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts Z, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 du contrat de fonds et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité. Les revenus nets de la classe de parts Z sont distribués annuellement.
- (CHF) ZH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts (CHF) ZH, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 du contrat de fonds et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité. Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) ZH sont distribués annuellement.
- (JPY) Z, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte aux investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts (JPY) Z, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 du contrat de fonds et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité. Les revenus nets de la classe de parts (JPY) Z sont distribués annuellement.
- ZP, ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA), qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts ZP, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 du contrat de fonds et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité. Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts ZP sont réinvestis annuellement.

Pour l'admission aux classes de parts B, (CHF) B, (CHF) BH, BT, (CHF) BTH, (JPY) B, (JPY) BT, (CHF) BP, C, (CHF) C, (CHF) CH, (JPY) C, CP et (CHF) CP, les parts détenues dans d'autres fonds de la direction du fonds ou d'une filiale de la direction du fonds, et gérés ou conseillés par la Banque Cantonale Vaudoise, sont prises en considération pour le calcul des CHF 5 millions, respectivement des CHF 30 millions, si elles sont détenues:

- 1) par un seul et même investisseur, ou
- 2) par plusieurs investisseurs proches d'un point de vue juridique ou économique, pour autant qu'ils soient dotés chacun de la personnalité juridique et qu'ils ne soient pas des personnes physiques.

L'investisseur qui demande l'attribution, la conversion ou le maintien de ses parts dans les classes de parts B, (CHF) B, (CHF) BH, BT, (CHF) BTH, (JPY) B, (JPY) BT, (CHF) BP, C, (CHF) C, (CHF) CH, (JPY) C, CP, (CHF) CP, I, IT, Z, (CHF) Z, (JPY) Z ou ZP doit fournir tous les documents et informations nécessaires au respect des conditions d'admission de la classe de parts concernée.

Les classes de parts ne représentent pas une fortune segmentée. Il ne peut ainsi pas être exclu qu'une classe de parts réponde des engagements d'une autre classe de parts, même si les coûts ne sont imputés en principe qu'à la classe de parts profitant d'une prestation définie.

1.7 Cotation et négoce

Les parts et fractions de parts des compartiments ne sont pas cotées en bourse ou admises à la négociation sur des marchés réglementés.

1.8 Conditions d'émission et de rachat des parts des compartiments

Emission et rachat

Tous les compartiments

Les parts sont émises et rachetées chaque jour ouvrable bancaire (du lundi au vendredi). Il n'est pas effectué d'émission et de rachat des parts les jours fériés suisses et vaudois (1^{er} et 2 janvier, Vendredi Saint, Lundi de Pâques, Ascension, Lundi de Pentecôte, 1^{er} Août, Lundi du Jeûne fédéral, Noël), les 24, 26 et 31 décembre ainsi que les jours où les bourses ou marchés des principaux pays de placement du compartiment concerné sont fermés ou en présence de circonstances exceptionnelles au sens du § 17 chiffre 4 du contrat de fonds.

Chaque investisseur peut demander, en cas de souscription, à apporter des placements dans la fortune du compartiment au lieu de verser des espèces (apport en nature) ou, en cas de rachat, que des placements lui soient transférés au lieu d'un paiement en espèces (rachat en nature). Les conditions applicables à l'émission et au rachat des parts en nature sont fixées en détail au § 18 du contrat de fonds.

Compartiments BCV International Bonds (CHF) et BCV Fiscal Strength Government Bonds

Il n'est pas non plus effectué d'émission et de rachat des parts les jours fériés bancaires à Londres selon le calendrier local.

Demandes de souscription et de rachat

Tous les compartiments

Les demandes de souscription et de rachat des parts peuvent être données en montant ou en nombre de parts et/ou fractions de parts.

Compartiments BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV Swiss Equity Dividend Select et BCV Swiss Small & Mid Caps Equity

Les demandes de souscription et de rachat des parts et fractions de parts qui entrent auprès de la banque dépositaire jusqu'à 14h00 au plus tard lors d'un jour ouvrable bancaire (jour de passation de l'ordre) sont calculées le jour ouvrable bancaire suivant (jour d'évaluation) sur la base de la valeur nette d'inventaire calculée ce jour-là. La valeur nette d'inventaire prise pour le décompte n'est donc pas encore connue au moment de la passation de l'ordre (Forward Pricing). Le calcul a lieu le jour d'évaluation sur la base des cours de clôture du jour de passation de l'ordre.

Compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity

Les demandes de souscription et de rachat des parts et fractions de parts qui entrent auprès de la banque dépositaire jusqu'à 16h00 au plus tard lors d'un jour ouvrable bancaire (jour de passation de l'ordre) sont calculées le jour ouvrable bancaire suivant (jour d'évaluation) sur la base de la valeur nette d'inventaire calculée ce jour-là. La valeur nette d'inventaire prise pour le décompte n'est donc pas encore connue au moment de la passation de l'ordre (Forward Pricing). Le calcul a lieu le jour d'évaluation sur la base des cours de clôture du jour de passation de l'ordre, respectivement sur la base des cours de clôture du même jour pour BCV Japac.

Compartiment BCV Pension 10

Les demandes de souscription et de rachat des parts et fractions de parts qui entrent auprès de la banque jusqu'à 11h00 au plus tard lors d'un jour ouvrable bancaire (jour de passation de l'ordre) sont calculées le deuxième jour ouvrable bancaire suivant (jour d'évaluation) sur la base de la valeur nette d'inventaire calculée ce jour-là. La valeur nette d'inventaire prise pour le décompte n'est donc pas encore connue au moment de la passation de l'ordre (Forward Pricing). Le calcul a lieu le jour d'évaluation sur la base des cours de clôture du jour de passation de l'ordre.

Prix d'émission et de rachat

Le prix d'émission d'une part d'une classe d'un compartiment correspond à la valeur nette d'inventaire de cette classe calculée le jour d'évaluation, plus une participation aux frais accessoires. Le prix d'émission est arrondi à deux décimales, respectivement à 1 JPY pour le compartiment BCV Japac. Une commission d'émission en faveur du promoteur de vente peut être débitée. Les montants de la commission d'émission et de la participation aux frais accessoires figurent sous chiffre 1.16.1 ci-après.

Le prix de rachat d'une part d'une classe d'un compartiment correspond à la valeur nette d'inventaire de cette classe calculée le jour d'évaluation, moins une participation aux frais accessoires. Le prix de rachat est arrondi à deux décimales, respectivement à 1 JPY pour le compartiment BCV Japac. Il n'est pas débité de commission de rachat. Le montant de la participation aux frais accessoires figure sous chiffre 1.16.1 ci-après.

Frais accessoires

Les frais accessoires pour l'achat et la vente des placements y compris les opérations de couverture (notamment courtages usuels du marché, commissions, frais de décompte et de traitement (clearing and settlement costs), frais bancaires, impôts et taxes), occasionnés au compartiment par le placement du montant versé ou par la vente de la part des placements correspondante aux parts dénoncées, sont imputés à la fortune du compartiment, sous réserve de la participation, à la charge de l'investisseur, prévue lors de l'émission et du rachat des parts des classes de parts de tous les compartiments, sauf en cas d'émission et de rachat des parts en nature selon § 18 du contrat de fonds, afin de couvrir en moyenne ces frais (cf. chiffre 1.16.1).

Date-valeur

Compartiments BCV Enhanced US Equity et BCV Systematic Premia US Equity

Le paiement a lieu chaque fois un jour ouvrable bancaire après le jour de passation de l'ordre (date-valeur 1 jour).

Compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Systematic Premia Swiss Equity et BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Pension 10

Le paiement a lieu chaque fois deux jours ouvrables bancaires après le jour de passation de l'ordre (date-valeur 2 jours).

Tous les compartiments

Pour les demandes de rachat de parts et fractions de parts et dans le cas où le règlement (settlement) sur un marché est fermé, le paiement peut être reporté jusqu'à l'ouverture et à l'exécution du règlement (settlement).

1.9 Utilisation du résultat

Pour les classes de parts de distribution, le bénéfice net est distribué annuellement aux investisseurs, au plus tard dans les quatre mois après la clôture de l'exercice.

Pour les classes de parts de thésaurisation, le bénéfice net est réinvesti annuellement.

Jusqu'à 30% du bénéfice net des classes de parts de distribution peuvent être reportés à nouveau.

Aux conditions prévues au § 23 du contrat de fonds, il peut être renoncé à une distribution, respectivement à un réinvestissement, et le bénéfice net reporté à nouveau.

Le § 23 du contrat de fonds énumère les classes de parts de distribution et de thésaurisation.

1.10 Objectifs et politiques de placement des compartiments

Des indications détaillées sur les politiques de placement et leurs limitations, les techniques et instruments de placement admis (notamment les instruments financiers dérivés et leur étendue) figurent dans le contrat de fonds (Partie II §§ 7-15).

1.10.1 Compartiment BCV Responsible Swiss Franc Bonds

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme. La politique de placement du compartiment se caractérise par une gestion dynamique de l'allocation sectorielle, géographique, du risque de taux ainsi que par une sélection rigoureuse des investissements selon leur qualité et leur liquidité. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

La politique de placement du compartiment est définie par le gestionnaire de fortune, la Banque Cantonale Vaudoise, en collaboration avec ETHOS SERVICES SA, qui fournit des conseils en matière d'analyse extrafinancière afférente aux placements du compartiment (conseiller ESG).

Avec le soutien d'ETHOS SERVICES SA, le compartiment poursuit un alignement à l'objectif de durabilité visant à privilégier les sociétés qui présentent une performance en matière de durabilité relativement bonne. Des informations concernant les investissements durables figurent sous le chiffre 1.10.18.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en obligations et autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés en franc suisse, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier.
Les obligations doivent être des obligations de qualité, à savoir des obligations qui, au moment de l'achat, bénéficient d'une notation minimale de BBB-, telle que définie selon la méthodologie de rating composite de la SIX ou, à défaut, présentent des critères de qualité équivalents. En cas de dégradation subséquente de la qualité d'une obligation, celle-ci sera vendue dans un délai raisonnable en tenant compte des intérêts des investisseurs.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Le compartiment peut recourir à des instruments financiers dérivés dont les sous-jacents sont représentés par des obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier ou par des indices sur ces placements.
- d) Le compartiment investit au minimum 80% de sa fortune dans des placements pouvant être considérés, compte tenu des informations disponibles, comme durables.
Au maximum 20% de la fortune du compartiment peuvent être investis dans des placements ne pouvant pas être considérés comme durables. Sont compris dans cette limite uniquement les avoirs en banque à vue ou à terme, car ils ne sont pas couverts par des analyses de durabilité. Ces placements servent à la gestion de la liquidité.
- e) Par ailleurs, le compartiment doit respecter la limite de placement ci-après, qui se réfère à sa fortune:
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.2 Compartiment BCV Swiss Franc Credit Bonds

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme dans le cadre d'une politique de placement obligatoire définie par la Banque Cantonale Vaudoise. Cette politique de placement se caractérise par une gestion dynamique de l'allocation sectorielle, des risques de crédit et de taux ainsi que par une sélection rigoureuse des investissements selon leur qualité et leur liquidité. Le gestionnaire de fortune peut recourir à des instruments financiers dérivés pour gérer, selon ses anticipations, les facteurs de risque tels que la duration, le risque de taux ou le risque de crédit du portefeuille. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit sa fortune en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier, de haute qualité ou spéculatifs («High Yield»);
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus;
 - ad) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - ae) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) Deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des obligations et autres titres ou droits de créance libellés en franc suisse. L'investissement intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- c) Le compartiment peut investir au maximum 10% de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier.
- d) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield») ainsi que parts de placements collectifs de capitaux fermés selon § 8 chiffre 1, lettre d, alinéa 2: au maximum 30%;

- avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
- parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
- instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.3 Compartiment BCV CHF Domestic Corporate Bonds

Le compartiment a pour objectif d'obtenir, par une gestion passive, une performance hors frais équivalente à celle de son indice de référence, le SBI® Corporate Domestic. Le compartiment vise à réduire l'écart de suivi par rapport à cet indice («tracking error») au moyen d'une approche d'échantillonnage optimisé, c'est-à-dire par la sélection méthodique d'un groupe de titres dont l'évolution sera représentative de l'indice. Ainsi le risque de déviation substantielle par rapport à l'indice est minimisé par la prise en compte de limites relatives aux caractéristiques de l'indice. La composition de la fortune du compartiment ne peut en aucun cas s'éloigner sensiblement de celle de l'indice, que ce soit en termes de secteurs de placement ou de notations. Le risque spécifique est, en outre, contrôlé par la mise en place de limites relatives à la pondération des placements. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Le gestionnaire de fortune exclut les sociétés figurant sur la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite).

Le dialogue actionnarial est délégué à la société ETHOS SERVICES SA (<https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/dialogue-entreprises>). Cette société engage un dialogue sur les questions ESG avec les instances dirigeantes des sociétés dont les titres sont détenus dans le portefeuille du compartiment.

Les décisions d'investissement du compartiment sont guidées par des objectifs et des critères financiers. Elles ne prennent pas en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance et ne poursuivent pas d'objectif de durabilité.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés en franc suisse, de débiteurs privés ayant leur siège en Suisse;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.

Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
 - ba) titres et droits de créance ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre ba) ci-dessus;
 - bc) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre ba) ci-dessus;
 - bd) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - be) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 20% d'exposition.

1.10.4 Compartiment BCV CHF Foreign Bonds

Le compartiment a pour objectif d'obtenir, par une gestion passive, une performance hors frais équivalente à celle de son indice de référence, le SBI® Foreign AAA-BBB. Le compartiment vise à réduire l'écart de suivi par rapport à cet indice («tracking error») au moyen d'une approche d'échantillonnage optimisé, c'est-à-dire par la sélection méthodique d'un groupe de titres dont l'évolution sera représentative de l'indice. Ainsi, le risque de déviation substantielle par rapport à l'indice est minimisé par la prise en compte de limites relatives aux caractéristiques de l'indice. La composition de la fortune du compartiment ne peut en aucun cas s'éloigner sensiblement de celle de l'indice, que ce soit en termes de secteurs de placements ou de notations. Le risque spécifique est en outre contrôlé par la mise en place de limites relatives à la pondération des placements. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Le gestionnaire de fortune exclut les sociétés figurant sur la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite).

Les décisions d'investissement du compartiment sont guidées par des objectifs et des critères financiers. Elles ne prennent pas en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance et ne poursuivent pas d'objectif de durabilité.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en:
- aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés en franc suisse, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier à l'exception de la Suisse;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
- ba) titres et droits de créance ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) parts de placements collectifs de capitaux, qui selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre ba) ci-dessus;
 - bc) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre ba) ci-dessus;
 - bd) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - be) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
- obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 20% d'exposition.

1.10.5 Compartiment BCV International Bonds (CHF)

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme dans le cadre d'une politique de placement obligatoire définie par la Banque Cantonale Vaudoise. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en:
- aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
- ba) instruments financiers dérivés sur devises;
 - bb) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bc) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Le compartiment peut investir au maximum 10% de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier.
- d) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
- obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield») ainsi que parts de placements collectifs de capitaux fermés selon § 8 chiffre 1, lettre d, alinéa 2: au maximum 30%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.6 Compartiment BCV Fiscal Strength Government Bonds

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme dans le cadre d'une politique de placement obligatoire définie par la Banque Cantonale Vaudoise. Cette politique de placement se caractérise par une gestion dynamique d'un portefeuille de titres gouvernementaux, tenant compte de la qualité des fondamentaux des pays considérés, de sa durée ainsi que des risques de taux et de change associés. Le gestionnaire de fortune peut recourir à des instruments financiers dérivés pour gérer, selon ses anticipations, les facteurs de risque tels que la durée, le risque de taux ou le risque de change du portefeuille. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Le gestionnaire de fortune exclut les sociétés figurant sur la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite).

Les décisions d'investissement du compartiment sont guidées par des objectifs et des critères financiers. Elles ne prennent pas en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance et ne poursuivent pas d'objectif de durabilité.

- a) Le compartiment investit sa fortune en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier, de haute qualité ou spéculatifs («High Yield»);
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés sur devises;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) Deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des obligations et autres titres ou droits de créance de débiteurs gouvernementaux. L'investissement intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance de débiteurs privés: au maximum 5%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield»): au maximum 10%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.7 Compartiment BCV Total Return Bonds (CHF)

Le compartiment a pour objectif de générer des rendements faiblement corrélés avec les cycles des taux d'intérêts et du crédit en vue d'obtenir une croissance durable du capital. Pour y parvenir, le gestionnaire de fortune alloue le portefeuille aux différentes classes d'actifs à revenu fixe composant l'univers d'investissement, de manière dynamique et sans contrainte liée à un indice. Selon les conditions du marché, l'exposition du compartiment peut varier fortement entre: titres de droit public ou titres de droit privé, titres de haute qualité ou titres spéculatifs («High Yield»), exposition par pays, devises ou secteurs et maturité. De plus, le gestionnaire de fortune peut recourir à des instruments financiers dérivés pour gérer, selon ses anticipations, les facteurs de risque tels que la duration, le risque de taux ou le risque de crédit du portefeuille. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit sa fortune en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier, de haute qualité ou spéculatifs («High Yield»);
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés sur devises;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) Deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des obligations et autres titres ou droits de créance. L'investissement intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés. Selon les conditions du marché, l'exposition peut varier fortement entre titres de droit public et titres de droit privé, titres de haute qualité et titres spéculatifs («High Yield»), pays, devises ou secteurs et maturité.
- c) Le compartiment peut investir au maximum 10% de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier.
- d) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield») ainsi que parts de placements collectifs de capitaux fermés selon § 8 chiffre 1, lettre d, alinéa 2: au maximum 30%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;

- parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
- instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.8 Compartiment BCV Swiss Equity

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme par des investissements en actions et autres titres et droits de participation de sociétés suisses de toutes capitalisations. Le compartiment recherche les meilleures occasions de placements à travers une approche de gestion combinant l'analyse qualitative, fondamentale et comportementale. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en:
- aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège en Suisse ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
- ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - bc) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - bd) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - be) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bf) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
- obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 20% d'exposition.

1.10.9 Compartiment BCV Swiss Equity Dividend Select

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une croissance à long terme et des revenus réguliers sous la forme de dividendes. Les investissements sont réalisés dans des actions et autres titres et droits de participation de sociétés suisses offrant essentiellement des dividendes élevés et pérennes, en tenant compte d'une diversification sectorielle adaptée. Le compartiment recherche les meilleures occasions de placements à travers une approche de gestion combinant l'analyse qualitative, fondamentale et comportementale. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège en Suisse ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
- ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre a) ci-dessus;
 - bb) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bc) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Le compartiment investit majoritairement sa fortune dans des titres de sociétés pouvant être qualifiées de grande et de moyenne capitalisation.
- d) Par ailleurs, le compartiment doit respecter la limite de placement ci-après, qui se réfère à sa fortune:
- parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%.

1.10.10 Compartiment BCV Swiss Small & Mid Caps Equity

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme par des investissements en actions et autres titres et droits de participation de sociétés suisses de petite et moyenne capitalisation faisant partie de l'indice SPI Extra®. Le compartiment recherche les meilleures occasions de placements à travers une approche de gestion combinant l'analyse qualitative, fondamentale et comportementale. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en:
- aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège en Suisse ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique et qui font partie de l'indice SPI Extra®;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
- ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - bc) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - bd) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - be) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
- obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%.

1.10.11 Compartiment BCV Enhanced Europe Equity

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme. Le compartiment est géré selon une approche quantitative, basée sur des modèles. Cette approche vise à générer une surperformance modérée et régulière par rapport au marché des actions européennes tout en limitant le risque relatif à ce dernier. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en:
- aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège en Europe géographique ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
- ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - bc) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - bd) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - be) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;

- bf) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.12 Compartiment BCV Enhanced US Equity

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme. Le compartiment est géré selon une approche quantitative, basée sur des modèles. Cette approche vise à générer une surperformance modérée et régulière par rapport au marché des actions américaines tout en limitant le risque relatif à ce dernier. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en:
 - aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège aux Etats-Unis ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
 Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
 - ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - bc) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - bd) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - be) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bf) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.13 Compartiment BCV Japac

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value à long terme dans le cadre d'une politique de placement définie par la Banque Cantonale Vaudoise. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit au moins deux tiers de sa fortune en:
 - aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège au Japon ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
 Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) Le compartiment peut, en outre, investir au maximum un tiers de sa fortune en:
 - ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;

- bb) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre ba) ci-dessus;
 - bc) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre ba) ci-dessus;
 - bd) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - be) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Le compartiment peut investir au maximum 10% de sa fortune en obligations et autres titres ou droits de créance (y compris obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option). Les obligations et autres titres ou droits de créance sont détenus de manière temporaire dans le portefeuille suite à une opération sur titres (Corporate Actions).
- d) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
- avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 20% d'exposition.

1.10.14 Compartiment BCV Systematic Premia Swiss Equity

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value relative à long terme par rapport à son indice de référence, le SPI®, moyennant une bonne diversification et une gestion des risques disciplinée. Le processus d'investissement est essentiellement quantitatif. Il consiste à exploiter les opportunités multiples du marché des actions en intégrant diverses stratégies de sélection de titres et d'allocation. Le compartiment peut, par exemple, être exposé à des styles comme le «value» ou le «momentum». La diversité des stratégies, une allocation équilibrée entre elles et un contrôle systématique du risque sont les éléments fondamentaux du processus d'investissement. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit sa fortune en:
- aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier;
 - ab) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - ac) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) Deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être exposés, sur base consolidée, à des titres de participation et des droits-valeurs de sociétés ayant leur siège en Suisse ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique. L'exposition intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
- parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.15 Compartiment BCV Systematic Premia Europe Equity

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value relative à long terme par une bonne diversification et une gestion des risques disciplinée. Le processus d'investissement est essentiellement quantitatif. Il consiste à exploiter les opportunités multiples du marché des actions en intégrant diverses stratégies de sélection de titres et d'allocation. Le compartiment peut, par exemple, être exposé à des styles comme le «value» ou le «momentum». La diversité des stratégies, une allocation équilibrée entre elles et un contrôle systématique du risque sont les éléments fondamentaux du processus d'investissement. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit sa fortune en:
- aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier;
 - ab) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - ac) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres aa) et ab) ci-dessus;

- ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) Deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être exposés, sur base consolidée, à des titres de participation et des droits-valeurs de sociétés ayant leur siège en Europe géographique ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique. L'exposition intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
- avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.16 Compartiment BCV Systematic Premia US Equity

Le compartiment a pour objectif d'obtenir une plus-value relative à long terme par une bonne diversification et une gestion des risques disciplinée. Le processus d'investissement est essentiellement quantitatif. Il consiste à exploiter les opportunités multiples du marché des actions en intégrant diverses stratégies de sélection de titres et d'allocation. Le compartiment peut, par exemple, être exposé à des styles comme le «value» ou le «momentum». La diversité des stratégies, une allocation équilibrée entre elles et un contrôle systématique du risque sont les éléments fondamentaux du processus d'investissement. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Le compartiment investit sa fortune en:
- aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier;
 - ab) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - ac) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) Deux tiers au moins de la fortune du compartiment doivent être exposés, sur base consolidée, à des titres de participation et des droits-valeurs de sociétés ayant leur siège aux Etats-Unis ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique. L'exposition intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
- avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

1.10.17 Compartiment BCV Pension 10

Le compartiment a pour objectif d'obtenir des revenus réguliers et des gains en capital modérés à terme. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de l'objectif de placement du compartiment.

Lors de la sélection des placements, les prescriptions de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de ses ordonnances d'exécution applicables aux placements financiers des institutions de prévoyance sont prises en considération. Il s'agit actuellement des articles 54 et suivants de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2). Les dispositions de la législation en matière de placements collectifs de capitaux et du contrat de fonds demeurent réservées.

Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent sous le chiffre 1.10.19.

- a) Sont admis en tant que placement de ce compartiment:
- aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés en franc suisse, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - ab) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés), libellés en franc suisse, de sociétés du monde entier;
 - ac) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent, selon leur documentation, dans des placements selon lettres aa) ou ab) ci-dessus libellés dans toutes monnaies. Ces placements collectifs de capitaux peuvent effectuer des placements dans d'autres monnaies que celle de leur unité de compte. Le risque de change en résultant est en principe couvert;

- ad) parts de placements collectifs de capitaux mobiliers qui investissent de manière indirecte dans l'immobilier. Ces placements collectifs de capitaux peuvent effectuer des placements dans d'autres monnaies que celle de leur unité de compte. Le risque de change en résultant est en principe couvert;
- ae) parts de placements collectifs de capitaux immobiliers ouverts, respectivement fermés négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ainsi que participations à des sociétés immobilières négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, suisses ou étrangers. Ces placements collectifs de capitaux peuvent effectuer des placements dans d'autres monnaies que celle de leur unité de compte, et ces sociétés immobilières peuvent détenir des actifs libellés dans diverses monnaies. Le risque de change en résultant est en principe couvert;
- af) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire libellés dans toutes monnaies. Ces placements collectifs de capitaux peuvent effectuer des placements dans d'autres monnaies que celle de leur unité de compte. Le risque de change en résultant est en principe couvert;
- ag) avoirs en banque à vue ou à terme libellés en franc suisse auprès de banques qui ont leur siège en Suisse.
- b) Le compartiment investit sa fortune à raison de:
 - ba) jusqu'à 100% en obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance, y compris via des parts de placements collectifs de capitaux;
 - bb) 25% au maximum en actions et autres titres ou droits de participation, y compris via des parts de placements collectifs de capitaux;
 - bc) 10% au maximum en parts de placements collectifs de capitaux mobiliers qui investissent de manière indirecte dans l'immobilier ainsi qu'en parts de placements collectifs de capitaux immobiliers et participations à des sociétés immobilières. Au minimum deux tiers de la part de la fortune du compartiment placée dans ces véhicules doivent être investis, sur base consolidée, dans des objets immobiliers sis en Suisse. Pour les parts de placements collectifs de capitaux immobiliers ouverts: 5% au maximum non négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public;
 - bd) 50% au maximum en parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire et en avoirs en banque à vue ou à terme.
 - be) 10% au maximum en parts de placements collectifs de capitaux pouvant investir eux-mêmes plus de 49% de leur fortune dans d'autres placements collectifs de capitaux. Cette limite ne peut être utilisée que pour l'univers des placements suivants: immobilier selon lettre bc) ci-dessus.
- c) Par ailleurs, le compartiment doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à sa fortune:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield»): au maximum 5%.
- d) La fortune du compartiment peut être investie totalement en parts de placements collectifs de capitaux. Le compartiment est ainsi construit sous forme de «fonds de fonds».

1.10.18 Investissements durables

Le présent chiffre s'applique au compartiment BCV Responsable Swiss Franc Bonds.

L'investissement socialement responsable (ISR) désigne toute approche d'investissement qui prend en compte non seulement les critères financiers classiques, mais aussi des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

La gestion du compartiment est déléguée à la Banque Cantonale Vaudoise (BCV) (gestionnaire de fortune). Cette dernière a adhéré aux Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) des Nations Unies, un engagement en faveur de l'intégration des critères ESG dans la gestion des portefeuilles.

Le gestionnaire de fortune s'appuie sur la société ETHOS SERVICES SA, qui fournit des conseils en matière d'analyse extrafinancière afférente aux placements du compartiment (conseiller ESG). La désignation d'ETHOS SERVICES SA en qualité de conseiller ESG est mentionnée sous le chiffre 2.6. Des informations concernant la société ETHOS SERVICES SA sont disponibles sur son site internet www.ethosfund.ch.

Le compartiment fait partie de la gamme Ambition, dans laquelle les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs financiers et de durabilité:

- 1) Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier.
- 2) En plus, il poursuit un alignement à un objectif de durabilité.

Avec le soutien d'ETHOS SERVICES SA, le compartiment poursuit un alignement à l'objectif de durabilité visant à privilégier les sociétés qui présentent une performance en matière de durabilité relativement bonne.

Le compartiment relève du champ d'application de l'Autorégulation de l'AMAS relative à la transparence et à la publication d'informations par les fortunes collectives se référant à la durabilité.

Le cadre de référence utilisé pour l'objectif de durabilité repose sur:

- La méthodologie de notation ESG d'Ethos (<https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/analyses-durabilite>)

L'indicateur suivant a été sélectionné pour mesurer l'alignement à l'objectif de durabilité du compartiment:

- Sous réserve des avoirs en banque à vue ou à terme détenus pour la gestion de la liquidité, la totalité de la fortune du compartiment est investie dans des placements pouvant être considérés, compte tenu des informations disponibles, comme durables selon la méthodologie décrite ci-après.

Pour atteindre l'alignement à l'objectif de durabilité, le compartiment combine les approches d'exclusion, de Best-in-Class et d'intégration ESG.

Le gestionnaire de fortune décide de l'exclusion sur la base des critères suivants (approche d'exclusion):

- exclusion selon la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite). Des informations complémentaires sont disponibles dans les documents intitulés Politique sur les armes controversées et Directive de dialogue et d'exclusion, publiés par l'ASIR sous le lien <https://svvk-asir.ch/fr/telechargements-et-medias>;
- exclusion sur la base des Principes d'Ethos pour l'investissement socialement responsable, soit:
 - exclusion des sociétés actives dans l'un des secteurs suivants: armement (conventionnel et non-conventionnel), tabac, jeu de hasard, pornographie, organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'agrochimie, énergie nucléaire, charbon thermique et énergies fossiles d'origine non conventionnelle. Les secteurs d'activités, les seuils et les critères d'exclusion (exclusions sectorielles) sont définis dans le document précité publié par Ethos et disponible sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/principesisr>;
 - exclusion des sociétés impliquées dans des controverses graves en matière de gouvernance ou de responsabilité environnementale et sociale. Les exclusions liées au comportement des sociétés (exclusions normatives) sont définies dans le document précité publié par Ethos et disponible sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/principesisr>.

Le portefeuille ne doit inclure aucune position d'émetteurs exclus. Le gestionnaire de fortune effectue un suivi régulier. Il vendra dans les meilleurs délais, en tenant compte des intérêts des investisseurs, toute position d'émetteurs exclus qui pourrait se trouver dans le portefeuille.

L'univers des émetteurs éligibles est arrêté en retenant ceux qui présentent une gestion adéquate des risques ESG par rapport à leurs pairs. Pour ce faire, le gestionnaire de fortune recourt à des sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. Son choix s'est porté sur la société ETHOS SERVICES SA, qui agit comme conseiller ESG (www.ethosfund.ch). Cette dernière procède à une analyse et à une évaluation des émetteurs en considérant les trois dimensions extrafinancières E (environnement), S (social) et G (gouvernance). Une notation environnementale, sociale et de gouvernance (Ethos ESG Rating) est attribuée à chaque émetteur analysé. Le gestionnaire de fortune investit uniquement la fortune du compartiment dans des émetteurs qui ont un Ethos ESG Rating de B+ au moins, sur une échelle de A+ à C (approche de Best-in-Class). Il surveille l'évolution de la notation des émetteurs dont les titres sont détenus en portefeuille. Si cette notation tombe en-dessous de ce minimum, les titres doivent être vendus en tenant compte des conditions du marché et des intérêts des investisseurs.

Les critères ESG sont systématiquement intégrés dans le processus d'investissement en complément de l'analyse financière traditionnelle, à l'étape de l'analyse fondamentale. Dans le cadre de cette analyse, le gestionnaire de fortune suit la capacité d'une société à réduire les risques ESG et à saisir les opportunités liées au développement durable qui peuvent avoir un impact sur la valeur des sociétés (par ex. controverses, risques de réputation ou dépendance à des ressources non renouvelables). Les informations ESG proviennent de différentes sources de données externes, dont la société ETHOS SERVICES SA. Les notations ESG sont intégrées dans le processus de sélection et les analyses d'investissement sont adaptées en conséquence (approche d'intégration ESG). Le gestionnaire de fortune procède à un suivi régulier du positionnement ESG des sociétés faisant partie de l'univers d'investissement.

Des informations complémentaires concernant la méthodologie décrite ci-dessus peuvent être obtenues auprès du gestionnaire de fortune.

1.10.19 Analyse extrafinancière

Le présent chiffre s'applique aux compartiments suivants:

- BCV Swiss Franc Credit Bonds
- BCV International Bonds (CHF)
- BCV Total Return Bonds (CHF)
- BCV Swiss Equity
- BCV Swiss Equity Dividend Select
- BCV Swiss Small & Mid Caps Equity
- BCV Enhanced Europe Equity
- BCV Enhanced US Equity
- BCV Japac
- BCV Systematic Premia Swiss Equity
- BCV Systematic Premia Europe Equity
- BCV Systematic Premia US Equity
- BCV Pension 10

L'investissement socialement responsable (ISR) désigne toute approche d'investissement qui prend en compte non seulement les critères financiers classiques, mais aussi des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

La gestion des compartiments est déléguée à la Banque Cantonale Vaudoise (BCV) (gestionnaire de fortune). Cette dernière a adhéré aux Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) des Nations Unies, un engagement en faveur de l'intégration des critères ESG dans la gestion des portefeuilles.

Les compartiments font partie de la gamme Horizon, dans laquelle les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Les compartiments ne sont donc pas gérés de manière durable.

Les risques ESG représentent les événements ayant trait aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, et qui sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur les entreprises et donc sur leur valeur. Il s'agit d'anticiper les risques qui pèsent sur tout investissement.

Les compartiments ne poursuivant pas d'objectif de durabilité, ils ne relèvent pas du champ d'application de l'Autorégulation de l'AMAS relative à la transparence et à la publication d'informations par les fortunes collectives se référant à la durabilité.

Compartiments BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV International Bonds (CHF) et BCV Total Return Bonds (CHF)

Le gestionnaire de fortune applique une analyse extrafinancière dans son processus d'investissement par le biais des approches d'exclusion, de Best-in-Class et d'intégration ESG.

Le gestionnaire de fortune décide de l'exclusion sur la base de la Politique d'exclusion publiée par la Banque Cantonale Vaudoise soit (approche d'exclusion):

- exclusion selon la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite). Des informations complémentaires sont disponibles dans les documents intitulés Politique sur les armes controversées et Directive de dialogue et d'exclusion, publiés par l'ASIR sous le lien <https://svvk-asir.ch/fr/telechargements-et-medias>;
- exclusion des sociétés actives dans l'un des secteurs suivants: armes controversées, charbon thermique, hydrocarbures non conventionnels, divertissement pour adultes et tabac. Les secteurs d'activités, les seuils et les critères d'exclusion (exclusions sectorielles) sont définis dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>;
- exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte mondial des Nations Unies. Les exclusions liées au comportement des sociétés (exclusions normatives) sont définies dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>.

Les portefeuilles ne doivent détenir en direct aucune position d'émetteurs exclus. Le gestionnaire de fortune effectue un suivi régulier. Il vendra dans les meilleurs délais, en tenant compte des intérêts des investisseurs, toute position d'émetteurs exclus qui pourrait se trouver dans les portefeuilles. L'investissement via des parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) peut avoir lieu via des fonds cibles gérés par la BCV et via des fonds cibles de promoteurs tiers. Les premiers appliquent, au minimum, la même politique d'exclusion que celle mise en œuvre par les compartiments. Les seconds, en revanche, n'appliquent pas nécessairement la même politique d'exclusion. Néanmoins, le gestionnaire de fortune s'efforcera, dans la mesure du possible et des informations disponibles, de sélectionner des fonds cibles de promoteurs tiers appliquant une politique d'exclusion comparable à celle des compartiments, mais sans pouvoir absolument garantir qu'il pourra sélectionner systématiquement de tels fonds cibles.

L'univers des émetteurs éligibles est arrêté en retenant ceux qui présentent une gestion adéquate des risques ESG par rapport à leurs pairs. Pour ce faire, le gestionnaire de fortune recourt à des sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. Son choix s'est porté sur la société MSCI ESG Research (<https://www.msci.com/our-solutions/esg-investing>). Cette dernière procède à une analyse et à une évaluation des émetteurs en considérant les trois dimensions extrafinancières E (environnement), S (social) et G (gouvernance). Le gestionnaire de fortune investit la fortune des compartiments dans des émetteurs qui ont une notation – MSCI ESG Rating – de BB au moins, sur une échelle de AAA à CCC (approche de Best-in-Class). Il se réserve toutefois la possibilité d'investir jusqu'à 30% de la fortune de chaque compartiment dans des émetteurs ne remplissant pas les exigences de notation ESG minimales, ou pour lesquels aucune notation ESG n'est fournie, auxquels il recourt pour des raisons d'alignement à la politique de placement.

Les critères ESG sont systématiquement intégrés dans le processus d'investissement en complément de l'analyse financière traditionnelle, à l'étape de l'analyse fondamentale. Dans le cadre de cette analyse, le gestionnaire de fortune suit la capacité d'une société à réduire les risques ESG et à saisir les opportunités liées au développement durable qui peuvent avoir un impact sur la valeur des sociétés (par ex. controverses, risques de réputation ou dépendance à des ressources non renouvelables). Les informations ESG proviennent de différentes sources de données externes, dont la société MSCI ESG Research. Les notations ESG sont intégrées dans le processus de sélection et les analyses d'investissement sont adaptées en conséquence (approche d'intégration ESG). Le gestionnaire de fortune procède à un suivi régulier du positionnement ESG des sociétés faisant partie de l'univers d'investissement.

Des informations complémentaires concernant la prise en compte de l'analyse extrafinancière dans le processus d'investissement peuvent être obtenues auprès du gestionnaire de fortune.

Compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select et BCV Swiss Small & Mid Caps Equity

Le gestionnaire de fortune applique une analyse extrafinancière dans son processus d'investissement par le biais des approches d'exclusion, de Best-in-Class, d'intégration ESG, ainsi que du dialogue actionnarial et de l'exercice du droit de vote.

Le gestionnaire de fortune décide de l'exclusion sur la base de la Politique d'exclusion publiée par la Banque Cantonale Vaudoise soit (approche d'exclusion):

- exclusion selon la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite). Des informations complémentaires sont disponibles dans les documents intitulés Politique sur les armes controversées et Directive de dialogue et d'exclusion, publiés par l'ASIR sous le lien <https://svvk-asir.ch/fr/telechargements-et-medias>;
- exclusion des sociétés actives dans l'un des secteurs suivants: armes controversées, charbon thermique, hydrocarbures non conventionnels, divertissement pour adultes et tabac. Les secteurs d'activités, les seuils et les critères d'exclusion (exclusions sectorielles) sont définis dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>;

- exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte mondial des Nations Unies. Les exclusions liées au comportement des sociétés (exclusions normatives) sont définies dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>.

Les portefeuilles ne doivent détenir en direct aucune position de sociétés exclues. Le gestionnaire de fortune effectue un suivi régulier. Il vendra dans les meilleurs délais, en tenant compte des intérêts des investisseurs, toute position de sociétés exclues qui pourrait se trouver dans les portefeuilles. L'investissement via des parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) peut avoir lieu via des fonds cibles gérés par la BCV et via des fonds cibles de promoteurs tiers. Les premiers appliquent, au minimum, la même politique d'exclusion que celle mise en œuvre par les compartiments. Les seconds, en revanche, n'appliquent pas nécessairement la même politique d'exclusion. Néanmoins, le gestionnaire de fortune s'efforcera, dans la mesure du possible et des informations disponibles, de sélectionner des fonds cibles de promoteurs tiers appliquant une politique d'exclusion comparable à celle des compartiments, mais sans pouvoir absolument garantir qu'il pourra sélectionner systématiquement de tels fonds cibles.

L'univers des sociétés éligibles est arrêté en retenant celles qui présentent une gestion adéquate des risques ESG par rapport à leurs pairs. Pour ce faire, le gestionnaire de fortune recourt à des sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. Son choix s'est porté sur la société ETHOS SERVICES SA (www.ethosfund.ch). Cette dernière procède à une analyse et à une évaluation des sociétés en considérant les trois dimensions extrafinancières E (environnement), S (social) et G (gouvernance). Le gestionnaire de fortune investit la fortune des compartiments dans des sociétés qui ont un Ethos ESG Rating de B- au moins, sur une échelle de A+ à C, et un Ethos Carbon Rating de B- au moins, sur une échelle de A+ à C (approche de Best-in-Class). Il se réserve toutefois la possibilité d'investir jusqu'à 30% de la fortune de chaque compartiment dans des sociétés ne remplissant pas les exigences de notation ESG ou carbone minimales, ou pour lesquelles aucune notation ESG ou carbone n'est fournie, auxquelles il recourt pour des raisons d'alignement à la politique de placement.

Les critères ESG sont systématiquement intégrés dans le processus d'investissement en complément de l'analyse financière traditionnelle, à l'étape de l'analyse fondamentale. Dans le cadre de cette analyse, le gestionnaire de fortune suit la capacité d'une société à réduire les risques ESG et à saisir les opportunités liées au développement durable qui peuvent avoir un impact sur la valeur des sociétés (par ex. controverses, risques de réputation ou dépendance à des ressources non renouvelables). Les informations ESG proviennent de différentes sources de données externes, dont la société ETHOS SERVICES SA. Les notations ESG sont intégrées dans le processus de sélection et les analyses d'investissement sont adaptées en conséquence (approche d'intégration ESG). Le gestionnaire de fortune procède à un suivi régulier du positionnement ESG des sociétés faisant partie de l'univers d'investissement.

Par ailleurs, le dialogue actionnarial est délégué à la société ETHOS SERVICES SA. Cette société engage un dialogue sur les questions ESG avec les instances dirigeantes des sociétés dont les titres sont détenus dans les portefeuilles des compartiments. L'objectif est de promouvoir une transparence accrue ainsi que les meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de responsabilité environnementale et sociale. Ce dialogue peut prendre la forme de courriers ciblés, de conférences téléphoniques ou de rencontres. Afin de renforcer son action, ETHOS SERVICES SA peut constituer ou rejoindre des coalitions d'investisseurs, en lançant ou en rejoignant des initiatives d'engagement collectif dans le domaine ESG. Elle peut également intervenir en assemblée générale ou soumettre des résolutions d'actionnaires pour demander le respect des meilleures pratiques en matière ESG (dialogue actionnarial). Des informations sur la Politique d'engagement d'Ethos sont disponible sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/dialogue-entreprises>.

Le gestionnaire de fortune s'engage également à exercer ses droits de vote auprès des sociétés dans lesquelles il investit pour promouvoir de meilleures pratiques en termes d'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Pour ce faire, il s'appuie sur les recommandations émises par la société ETHOS SERVICES SA. Ces recommandations s'appuient sur les lignes directrices de vote et les principes de gouvernance d'entreprise publiés par cette société, disponibles sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/exercice-droits-vote>. Ces principes reposent eux-mêmes sur les principaux codes nationaux et internationaux de bonne pratique en matière de gouvernance d'entreprise, ainsi que sur la Charte de la Fondation Ethos, qui met l'accent sur le concept de développement durable (exercice du droit de vote).

Des informations complémentaires concernant la prise en compte de l'analyse extrafinancière dans le processus d'investissement peuvent être obtenues auprès du gestionnaire de fortune.

Compartiments BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity et BCV Japac

Le gestionnaire de fortune applique une analyse extrafinancière dans son processus d'investissement par le biais des approches d'exclusion, d'intégration ESG, de filtrage positif, ainsi que de l'exercice du droit de vote.

Le gestionnaire de fortune décide de l'exclusion sur la base de la Politique d'exclusion publiée par la Banque Cantonale Vaudoise soit (approche d'exclusion):

- exclusion selon la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite). Des informations complémentaires sont disponibles dans les documents intitulés Politique sur les armes controversées et Directive de dialogue et d'exclusion, publiés par l'ASIR sous le lien <https://svvk-asir.ch/fr/telechargements-et-medias>;
- exclusion des sociétés actives dans l'un des secteurs suivants: armes controversées, charbon thermique, hydrocarbures non conventionnels, divertissement pour adultes et tabac. Les secteurs d'activités, les seuils et les critères d'exclusion (exclusions sectorielles) sont définis dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>;
- exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte mondial des Nations Unies. Les exclusions liées au comportement des sociétés (exclusions normatives) sont définies dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>.

Les portefeuilles ne doivent détenir en direct aucune position de sociétés exclues. Le gestionnaire de fortune effectue un suivi régulier. Il vendra dans les meilleurs délais, en tenant compte des intérêts des investisseurs, toute position de sociétés exclues

qui pourrait se trouver dans les portefeuilles. L'investissement via des parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) peut avoir lieu via des fonds cibles gérés par la BCV et via des fonds cibles de promoteurs tiers. Les premiers appliquent, au minimum, la même politique d'exclusion que celle mise en œuvre par les compartiments. Les seconds, en revanche, n'appliquent pas nécessairement la même politique d'exclusion. Néanmoins, le gestionnaire de fortune s'efforcera, dans la mesure du possible et des informations disponibles, de sélectionner des fonds cibles de promoteurs tiers appliquant une politique d'exclusion comparable à celle des compartiments, mais sans pouvoir absolument garantir qu'il pourra sélectionner systématiquement de tels fonds cibles.

Les critères ESG sont systématiquement intégrés dans le processus d'investissement en complément de l'analyse financière traditionnelle, à l'étape de l'analyse fondamentale. Dans le cadre de cette analyse, le gestionnaire de fortune suit la capacité d'une société à réduire les risques ESG et à saisir les opportunités liées au développement durable qui peuvent avoir un impact sur la valeur des sociétés (par ex. controverses, risques de réputation ou dépendance à des ressources non renouvelables). Les informations ESG proviennent de différentes sources de données externes, dont la société MSCI ESG Research. Les notations ESG sont intégrées dans le processus de sélection et les analyses d'investissement sont adaptées en conséquence (approche d'intégration ESG). Le gestionnaire de fortune procède à un suivi régulier du positionnement ESG des sociétés faisant partie de l'univers d'investissement.

L'objectif du gestionnaire de fortune est de construire, pour chaque compartiment, un portefeuille qui présente une notation ESG supérieure et une intensité carbone inférieure à celles de l'indice suivant:

- BCV Enhanced Europe Equity: MSCI Europe ex-CH (NR);
- BCV Enhanced US Equity: MSCI USA (NR);
- BCV Japac: TOPIX (NR).

Pour ce faire, le gestionnaire de fortune recourt à des sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. Son choix s'est porté sur la société MSCI ESG Research (<https://www.msci.com/our-solutions/esg-investing>). Cette dernière procède à une analyse et à une évaluation des sociétés en considérant les trois dimensions extrafinancières E (environnement), S (social) et G (gouvernance). Pour calculer la notation ESG et l'intensité carbone des portefeuilles, d'une part, et celles des indices sélectionnés, d'autre part, le gestionnaire de fortune recourt aux indicateurs fournis par MSCI ESG Research et applique la méthodologie définie par cette dernière. Suivant cette méthodologie, les titres dont la notation ESG, respectivement ceux dont l'intensité carbone, ne sont pas fournies par MSCI ESG Research ne sont pas pris en compte par le gestionnaire de fortune dans le calcul de la notation ESG, respectivement dans le calcul de l'intensité carbone, ni pour les portefeuilles ni pour les indices (approche de filtrage positif).

Des informations sur les indices susmentionnés sont disponibles auprès du fournisseur de l'indice, sous le lien <https://www.jpx.co.jp/english/markets/indices/topix/> pour l'indice TOPIX, respectivement sous le lien <https://www.msci.com/our-solutions/indexes> pour les indices MSCI.

Par ailleurs, le gestionnaire de fortune s'engage à exercer ses droits de vote auprès des sociétés dans lesquelles il investit pour promouvoir de meilleures pratiques en termes d'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Pour ce faire, il s'appuie sur les recommandations émises par la société ETHOS SERVICES SA. Ces recommandations s'appuient sur les lignes directrices de vote et les principes de gouvernance d'entreprise publiés par cette société, disponibles sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/exercice-droits-vote>. Ces principes reposent eux-mêmes sur les principaux codes nationaux et internationaux de bonne pratique en matière de gouvernance d'entreprise, ainsi que sur la Charte de la Fondation Ethos, qui met l'accent sur le concept de développement durable (exercice du droit de vote).

Des informations complémentaires concernant la prise en compte de l'analyse extrafinancière dans le processus d'investissement peuvent être obtenues auprès du gestionnaire de fortune.

Compartiment BCV Systematic Premia Swiss Equity

Le gestionnaire de fortune applique une analyse extrafinancière dans son processus d'investissement par le biais des approches d'exclusion, de Best-in-Class, d'intégration ESG, de filtrage positif, ainsi que du dialogue actionnarial et de l'exercice du droit de vote.

Le gestionnaire de fortune décide de l'exclusion sur la base de la Politique d'exclusion publiée par la Banque Cantonale Vaudoise soit (approche d'exclusion):

- exclusion selon la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite). Des informations complémentaires sont disponibles dans les documents intitulés Politique sur les armes controversées et Directive de dialogue et d'exclusion, publiés par l'ASIR sous le lien <https://svvk-asir.ch/fr/telechargements-et-medias>;
- exclusion des sociétés actives dans l'un des secteurs suivants: armes controversées, charbon thermique, hydrocarbures non conventionnels, divertissement pour adultes et tabac. Les secteurs d'activités, les seuils et les critères d'exclusion (exclusions sectorielles) sont définis dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>;
- exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte mondial des Nations Unies. Les exclusions liées au comportement des sociétés (exclusions normatives) sont définies dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>.

Le portefeuille ne doit détenir en direct aucune position de sociétés exclues. Le gestionnaire de fortune effectue un suivi régulier. Il vendra dans les meilleurs délais, en tenant compte des intérêts des investisseurs, toute position de sociétés exclues qui pourrait se trouver dans le portefeuille. L'investissement via des parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) peut avoir lieu via des fonds cibles gérés par la BCV et via des fonds cibles de promoteurs tiers. Les premiers appliquent, au minimum, la même politique d'exclusion que celle mise en œuvre par le compartiment. Les seconds, en revanche, n'appliquent pas nécessairement la même politique d'exclusion. Néanmoins, le gestionnaire de fortune s'efforcera, dans la mesure du possible et des informations disponibles, de sélectionner des fonds cibles de promoteurs tiers appliquant une politique

d'exclusion comparable à celle du compartiment, mais sans pouvoir absolument garantir qu'il pourra sélectionner systématiquement de tels fonds cibles.

L'univers des sociétés éligibles est arrêté en retenant celles qui présentent une gestion adéquate des risques ESG par rapport à leurs pairs. Pour ce faire, le gestionnaire de fortune recourt à des sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. Son choix s'est porté sur la société ETHOS SERVICES SA (www.ethosfund.ch). Cette dernière procède à une analyse et à une évaluation des sociétés en considérant les trois dimensions extrafinancières E (environnement), S (social) et G (gouvernance). Le gestionnaire de fortune investit la fortune du compartiment dans des sociétés qui ont un Ethos ESG Rating de B- au moins, sur une échelle de A+ à C, et un Ethos Carbon Rating de B- au moins, sur une échelle de A+ à C (approche de Best-in-Class). Il se réserve toutefois la possibilité d'investir jusqu'à 30% de la fortune du compartiment dans des sociétés ne remplissant pas les exigences de notation ESG ou carbone minimales, ou pour lesquelles aucune notation ESG ou carbone n'est fournie, auxquelles il recourt pour des raisons d'alignement à la politique de placement.

Les critères ESG sont systématiquement intégrés dans le processus d'investissement en complément de l'analyse financière traditionnelle, à l'étape de l'analyse fondamentale. Dans le cadre de cette analyse, le gestionnaire de fortune suit la capacité d'une société à réduire les risques ESG et à saisir les opportunités liées au développement durable qui peuvent avoir un impact sur la valeur des sociétés (par ex. controverses, risques de réputation ou dépendance à des ressources non renouvelables). Les informations ESG proviennent de différentes sources de données externes, dont la société ETHOS SERVICES SA. Les notations ESG sont intégrées dans le processus de sélection et les analyses d'investissement sont adaptées en conséquence (approche d'intégration ESG). Le gestionnaire de fortune procède à un suivi régulier du positionnement ESG des sociétés faisant partie de l'univers d'investissement.

L'objectif du gestionnaire de fortune est de construire un portefeuille qui présente une notation ESG et une notation carbone supérieures à celles de l'indice suivant: SPI®. Pour calculer la notation ESG et la notation carbone du portefeuille, d'une part, et celles de l'indice sélectionné, d'autre part, le gestionnaire de fortune recourt aux indicateurs fournis par ETHOS SERVICES SA. Les titres dont la notation ESG, respectivement ceux dont la notation carbone, ne sont pas fournis par ETHOS SERVICES SA ne sont pas pris en compte par le gestionnaire de fortune dans le calcul de la notation ESG, respectivement dans le calcul de la notation carbone, ni pour le portefeuille ni pour l'indice (approche de filtrage positif).

Des informations sur l'indice susmentionné sont disponibles auprès du fournisseur de l'indice, sous le lien <https://www.six-group.com/en/products-services/the-swiss-stock-exchange/market-data/indices/equity-indices/spi.html>.

Par ailleurs, le dialogue actionnarial est délégué à la société ETHOS SERVICES SA. Cette société engage un dialogue sur les questions ESG avec les instances dirigeantes des sociétés dont les titres sont détenus dans le portefeuille du compartiment. L'objectif est de promouvoir une transparence accrue ainsi que les meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de responsabilité environnementale et sociale. Ce dialogue peut prendre la forme de courriers ciblés, de conférences téléphoniques ou de rencontres. Afin de renforcer son action, ETHOS SERVICES SA peut constituer ou rejoindre des coalitions d'investisseurs, en lançant ou en rejoignant des initiatives d'engagement collectif dans le domaine ESG. Elle peut également intervenir en assemblée générale ou soumettre des résolutions d'actionnaires pour demander le respect des meilleures pratiques en matière ESG (dialogue actionnarial). Des informations sur la Politique d'engagement d'Ethos sont disponible sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/dialogue-entreprises>.

Le gestionnaire de fortune s'engage également à exercer ses droits de vote auprès des sociétés dans lesquelles il investit pour promouvoir de meilleures pratiques en termes d'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Pour ce faire, il s'appuie sur les recommandations émises par la société ETHOS SERVICES SA. Ces recommandations s'appuient sur les lignes directrices de vote et les principes de gouvernance d'entreprise publiés par cette société, disponibles sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/exercice-droits-vote>. Ces principes reposent eux-mêmes sur les principaux codes nationaux et internationaux de bonne pratique en matière de gouvernance d'entreprise, ainsi que sur la Charte de la Fondation Ethos, qui met l'accent sur le concept de développement durable (exercice du droit de vote).

Des informations complémentaires concernant la prise en compte de l'analyse extrafinancière dans le processus d'investissement peuvent être obtenues auprès du gestionnaire de fortune.

Compartiments BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity

Le gestionnaire de fortune applique une analyse extrafinancière dans son processus d'investissement par le biais des approches d'exclusion, de Best-in-Class, d'intégration ESG, de filtrage positif, ainsi que de l'exercice du droit de vote.

Le gestionnaire de fortune décide de l'exclusion sur la base de la Politique d'exclusion publiée par la Banque Cantonale Vaudoise soit (approche d'exclusion):

- exclusion selon la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite). Des informations complémentaires sont disponibles dans les documents intitulés Politique sur les armes controversées et Directive de dialogue et d'exclusion, publiés par l'ASIR sous le lien <https://svvk-asir.ch/fr/telechargements-et-medias>;
- exclusion des sociétés actives dans l'un des secteurs suivants: armes controversées, charbon thermique, hydrocarbures non conventionnels, divertissement pour adultes et tabac. Les secteurs d'activités, les seuils et les critères d'exclusion (exclusions sectorielles) sont définis dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>;
- exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte mondial des Nations Unies. Les exclusions liées au comportement des sociétés (exclusions normatives) sont définies dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>.

Les portefeuilles ne doivent détenir en direct aucune position de sociétés exclues. Le gestionnaire de fortune effectue un suivi régulier. Il vendra dans les meilleurs délais, en tenant compte des intérêts des investisseurs, toute position de sociétés exclues qui pourrait se trouver dans les portefeuilles. L'investissement via des parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) peut avoir lieu via des fonds cibles gérés par la BCV et via des fonds cibles de promoteurs tiers. Les premiers appliquent, au

minimum, la même politique d'exclusion que celle mise en œuvre par les compartiments. Les seconds, en revanche, n'appliquent pas nécessairement la même politique d'exclusion. Néanmoins, le gestionnaire de fortune s'efforcera, dans la mesure du possible et des informations disponibles, de sélectionner des fonds cibles de promoteurs tiers appliquant une politique d'exclusion comparable à celle des compartiments, mais sans pouvoir absolument garantir qu'il pourra sélectionner systématiquement de tels fonds cibles.

L'univers des sociétés éligibles est arrêté en retenant celles qui présentent une gestion adéquate des risques ESG par rapport à leurs pairs. Pour ce faire, le gestionnaire de fortune recourt à des sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. Son choix s'est porté sur la société MSCI ESG Research (<https://www.msci.com/our-solutions/esg-investing>). Cette dernière procède à une analyse et à une évaluation des sociétés en considérant les trois dimensions extrafinancières E (environnement), S (social) et G (gouvernance). Le gestionnaire de fortune investit la fortune des compartiments dans des sociétés qui ont une notation – MSCI ESG Rating – de BB au moins, sur une échelle de AAA à CCC (approche de Best-in-Class). Il se réserve toutefois la possibilité d'investir jusqu'à 30% de la fortune de chaque compartiment dans des sociétés ne remplissant pas les exigences de notation ESG minimales, ou pour lesquelles aucune notation ESG n'est fournie, auxquelles il recourt pour des raisons d'alignement à la politique de placement.

Les critères ESG sont systématiquement intégrés dans le processus d'investissement en complément de l'analyse financière traditionnelle, à l'étape de l'analyse fondamentale. Dans le cadre de cette analyse, le gestionnaire de fortune suit la capacité d'une société à réduire les risques ESG et à saisir les opportunités liées au développement durable qui peuvent avoir un impact sur la valeur des sociétés (par ex. controverses, risques de réputation ou dépendance à des ressources non renouvelables). Les informations ESG proviennent de différentes sources de données externes, dont la société MSCI ESG Research. Les notations ESG sont intégrées dans le processus de sélection et les analyses d'investissement sont adaptées en conséquence (approche d'intégration ESG). Le gestionnaire de fortune procède à un suivi régulier du positionnement ESG des sociétés faisant partie de l'univers d'investissement.

L'objectif du gestionnaire de fortune est de construire, pour chaque compartiment, un portefeuille qui présente une notation ESG supérieure et une intensité carbone inférieure à celles de l'indice suivant:

- BCV Systematic Premia Europe Equity: MSCI Europe ex-CH (NR);
- BCV Systematic Premia US Equity: MSCI USA (NR).

Pour calculer la notation ESG et l'intensité carbone des portefeuilles, d'une part, et celles des indices sélectionnés, d'autre part, le gestionnaire de fortune recourt aux indicateurs fournis par MSCI ESG Research et applique la méthodologie définie par cette dernière. Suivant cette méthodologie, les titres dont la notation ESG, respectivement ceux dont l'intensité carbone, ne sont pas fournies par MSCI ESG Research ne sont pas pris en compte par le gestionnaire de fortune dans le calcul de la notation ESG, respectivement dans le calcul de l'intensité carbone, ni pour les portefeuilles ni pour les indices (approche de filtrage positif).

Des informations sur les indices susmentionnés sont disponibles auprès du fournisseur de l'indice, sous le lien <https://www.msci.com/our-solutions/indexes>.

Par ailleurs, le gestionnaire de fortune s'engage à exercer ses droits de vote auprès des sociétés dans lesquelles il investit pour promouvoir de meilleures pratiques en termes d'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Pour ce faire, il s'appuie sur les recommandations émises par la société ETHOS SERVICES SA. Ces recommandations s'appuient sur les lignes directrices de vote et les principes de gouvernance d'entreprise publiés par cette société, disponibles sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/exercice-droits-vote>. Ces principes reposent eux-mêmes sur les principaux codes nationaux et internationaux de bonne pratique en matière de gouvernance d'entreprise, ainsi que sur la Charte de la Fondation Ethos, qui met l'accent sur le concept de développement durable (exercice du droit de vote).

Des informations complémentaires concernant la prise en compte de l'analyse extrafinancière dans le processus d'investissement peuvent être obtenues auprès du gestionnaire de fortune.

Compartiment BCV Pension 10

L'analyse extrafinancière est appliquée aux investissements directs (cf. lettre A) et aux investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) (cf. lettre B).

A. Investissements directs

Pour la part de la fortune du compartiment investie en actions et en obligations, le gestionnaire de fortune applique une analyse extrafinancière dans son processus d'investissement par le biais des approches d'exclusion, de Best-in-Class, ainsi que de l'exercice du droit de vote.

Le gestionnaire de fortune décide de l'exclusion sur la base de la Politique d'exclusion publiée par la Banque Cantonale Vaudoise soit (approche d'exclusion):

- exclusion selon la liste publiée par l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR; <https://svvk-asir.ch/fr>). Cette liste vise les sociétés ayant des activités en lien avec les mines antipersonnel, les armes à sous-munition, les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes nucléaires (Non-NPT) (exclusions sectorielles) ainsi que les sociétés ayant une conduite des affaires ne respectant pas les bonnes pratiques (exclusion relative à la conduite). Des informations complémentaires sont disponibles dans les documents intitulés Politique sur les armes controversées et Directive de dialogue et d'exclusion, publiés par l'ASIR sous le lien <https://svvk-asir.ch/fr/telechargements-et-medias>;
- exclusion des sociétés actives dans l'un des secteurs suivants: armes controversées, charbon thermique, hydrocarbures non conventionnels, divertissement pour adultes et tabac. Les secteurs d'activités, les seuils et les critères d'exclusion (exclusions sectorielles) sont définis dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>;
- exclusion des sociétés ne respectant pas le Pacte mondial des Nations Unies. Les exclusions liées au comportement des sociétés (exclusions normatives) sont définies dans la politique d'exclusion précitée publiée par la Banque Cantonale Vaudoise et disponible sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Responsabilite-d-entreprise/ISR>.

Le portefeuille ne doit détenir en direct aucune position de sociétés ou d'émetteurs exclus. Le gestionnaire de fortune effectue un suivi régulier. Il vendra dans les meilleurs délais, en tenant compte des intérêts des investisseurs, toute position de sociétés ou d'émetteurs exclus qui pourrait se trouver dans le portefeuille.

L'univers des sociétés et des émetteurs éligibles est arrêté en retenant ceux qui présentent une gestion adéquate des risques ESG par rapport à leurs pairs. Pour ce faire, le gestionnaire de fortune recourt à des sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. Son choix s'est porté sur la société MSCI ESG Research (<https://www.msci.com/our-solutions/esg-investing>). Cette dernière procède à une analyse et à une évaluation des sociétés et des émetteurs en considérant les trois dimensions extrafinancières E (environnement), S (social) et G (gouvernance). Le gestionnaire de fortune investit la fortune du compartiment dans des sociétés et des émetteurs qui ont une notation – MSCI ESG Rating – de BB au moins, sur une échelle de AAA à CCC (approche de Best-in-Class). Il se réserve toutefois la possibilité d'investir jusqu'à 30% de la fortune du compartiment dans des sociétés et des émetteurs ne remplissant pas les exigences de notation ESG minimales, ou pour lesquels aucune notation ESG n'est fournie, auxquels il recourt pour des raisons d'alignement à la politique de placement.

Par ailleurs, le gestionnaire de fortune s'engage à exercer ses droits de vote auprès des sociétés dans lesquelles il investit pour promouvoir de meilleures pratiques en termes d'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Pour ce faire, il s'appuie sur les recommandations émises par la société ETHOS SERVICES SA. Ces recommandations s'appuient sur les lignes directrices de vote et les principes de gouvernance d'entreprise publiés par cette société, disponibles sous le lien <https://www.ethosfund.ch/fr/prestations/exercice-droits-vote>. Ces principes reposent eux-mêmes sur les principaux codes nationaux et internationaux de bonne pratique en matière de gouvernance d'entreprise, ainsi que sur la Charte de la Fondation Ethos, qui met l'accent sur le concept de développement durable (exercice du droit de vote).

Des informations complémentaires concernant la prise en compte de l'analyse extrafinancière dans le processus d'investissement peuvent être obtenues auprès du gestionnaire de fortune.

B. Investissements dans des fonds cibles

Le gestionnaire de fortune applique une analyse extrafinancière dans son processus d'investissement par le biais de l'approche d'intégration ESG.

La sélection des fonds cibles inclut aussi bien des fonds cibles gérés par la BCV que des fonds cibles de promoteurs tiers.

Les fonds cibles sont l'objet d'une sélection minutieuse et d'un suivi régulier par les équipes dédiées du gestionnaire de fortune. Cette sélection intervient sur la base de critères quantitatifs (comme la taille, la liquidité, la performance) et de critères qualitatifs (comme la notoriété du promoteur, la gestion des risques), auxquels s'ajoutent les critères ESG qui font partie intégrante du processus de sélection.

La prise en compte des critères ESG vise à évaluer les risques ESG afin de pouvoir en tenir compte dans le processus d'investissement (approche d'intégration ESG).

Les équipes dédiées du gestionnaire de fortune analysent la mise en œuvre des approches ISR par les fonds cibles sous l'angle qualitatif et quantitatif:

- L'appréciation qualitative repose essentiellement sur les règles de gestion, observables au travers de la documentation des fonds cibles et des informations transmises via le questionnaire ISR établi par les équipes dédiées du gestionnaire de fortune.

Concernant la politique d'exclusion:

- Fonds cibles gérés par la BCV: les fonds cibles gérés activement appliquent en principe la même politique d'exclusion que celle mise en œuvre par le compartiment. En revanche, les fonds cibles gérés passivement, ainsi que ceux gérés activement sur certaines classes d'actifs (comme les matières premières, les obligations gouvernementales étrangères, les fonds alternatifs) n'appliquent pas, par leur nature, nécessairement de politique d'exclusion.
- Fonds cibles de promoteurs tiers: le gestionnaire de fortune s'efforcera, dans la mesure du possible et des informations disponibles, de sélectionner des fonds cibles appliquant une politique d'exclusion comparable à celle du compartiment, mais sans pouvoir absolument garantir qu'il pourra sélectionner systématiquement de tels fonds cibles.

Toutefois, la majorité des fonds cibles détenus en portefeuille respecte la même politique d'exclusion que celle mise en œuvre par le compartiment.

- Les données qualitatives récoltées sont croisées avec les données quantitatives (ratings ESG, exposition à des exclusions, etc.) obtenues de sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. Le choix s'est porté sur la société MSCI ESG Research (<https://www.msci.com/our-solutions/esg-investing>). En cas de divergences entre les données qualitatives récoltées et les données quantitatives obtenues de MSCI ESG Research, les équipes dédiées du gestionnaire de fortune engagent le dialogue avec les fonds cibles concernés.

La combinaison des données qualitatives et quantitatives conduit à l'évaluation du degré d'intégration des critères ESG par le fonds cible et à sa classification interne. Cette classification est prise en compte lors de la sélection du fonds cible dans le portefeuille du compartiment.

Des informations complémentaires concernant la prise en compte de l'analyse extrafinancière dans le processus d'investissement peuvent être obtenues auprès du gestionnaire de fortune.

1.10.20 Structure «fonds de fonds»

Le compartiment BCV Pension 10 peut investir plus de 49% de sa fortune dans des parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) et est ainsi construit sous forme de «fonds de fonds».

Les fonds cibles peuvent être de toutes catégories, de droit suisse ou étranger, ouverts ou fermés, négociés ou pas en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, approuvés ou non à la proposition en Suisse et de quelque forme juridique que ce soit (contractuelle, sociétés d'investissement, Limited Partnerships, Trusts, etc.). Sont réservées les éventuelles exigences plus strictes fixées dans le contrat de fonds.

La structure «fonds de fonds» a l'avantage de permettre de diversifier les risques en répartissant la fortune du compartiment sur plusieurs fonds cibles. L'inconvénient réside dans la double structure des frais et des commissions, en raison des frais et des

commissions prélevés par le compartiment, d'une part, et par les fonds cibles, d'autre part. Néanmoins, le gestionnaire de fortune s'efforce de réduire autant que possible cet inconvénient en examinant attentivement la structure des frais et des commissions des fonds cibles.

Les fonds cibles sont prioritairement des fonds gérés par la Banque Cantonale Vaudoise (fonds cibles liés). Cette approche permet une maîtrise et un suivi des techniques d'investissement des fonds cibles gérés par la Banque Cantonale Vaudoise. L'ensemble du processus de gestion est ainsi connu et la vue globale du risque est assurée pour une meilleure adéquation avec la stratégie d'investissement. Le recours à des fonds cibles liés permet également de limiter l'inconvénient d'une double perception des frais.

Les fonds cibles de tiers sont sélectionnés en s'appuyant sur une équipe de spécialistes dédiés qui en effectue l'analyse et le suivi. Un processus de sélection rigoureux est en place et prend en considération des critères qualitatifs et quantitatifs.

1.10.21 Restrictions de placement des compartiments

La direction du fonds peut, y compris les instruments financiers dérivés et les produits structurés, placer au maximum 10% de la fortune des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Japac et BCV Systematic Premia Europe Equity, respectivement au maximum 20% de la fortune des compartiments BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Enhanced US Equity, BCV Systematic Premia Swiss Equity et BCV Systematic Premia US Equity, dans des valeurs mobilières d'un même émetteur.

La direction du fonds peut, y compris les instruments financiers dérivés et les produits structurés, placer au maximum 10% de la fortune du compartiment BCV Pension 10 dans des titres ou droits de créance d'un même émetteur et au maximum 5% dans des titres ou droits de participation d'un même émetteur.

Pour les compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select et BCV Systematic Premia Swiss Equity, la direction du fonds est autorisée à refléter la structure de l'indice SPI®. La limite de 20% est relevée à 25% pour trois émetteurs de titres de l'indice parmi les 5 plus grandes capitalisations. En outre, un seul émetteur de titres de l'indice parmi les 5 plus grandes capitalisations est autorisé à dépasser la limite de 25% précitée, avec une surpondération maximale de 5% par rapport à son poids dans l'indice et à concurrence de 33% au maximum. La valeur totale des valeurs mobilières des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune d'un compartiment ont été placés ne peut pas dépasser 75% de la fortune de ce compartiment. De plus, la fortune de chaque compartiment doit être placée dans les titres de dix émetteurs distincts au minimum.

La direction du fonds peut investir jusqu'à 35% de la fortune d'un compartiment, sauf BCV Pension 10, en valeurs mobilières du même émetteur lorsque celles-ci sont émises ou garanties par un Etat de l'OCDE, une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou une institution internationale à caractère public dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Pour le compartiment BCV Responsible Swiss Franc Bonds, l'autorisation précitée vise aussi les valeurs mobilières émises ou garanties par une centrale suisse d'émission de lettres de gage.

La direction du fond peut investir jusqu'à 35% de la fortune du compartiment BCV Pension 10 en titres ou droits de créance du même émetteur lorsque ceux-ci sont émis par la Confédération suisse ou une centrale suisse d'émission de lettres de gage.

La direction du fonds peut investir jusqu'à 100% de la fortune des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds et BCV Fiscal Strength Government Bonds en valeurs mobilières du même émetteur pour autant que celles-ci soient émises ou garanties par un Etat de l'OCDE, une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou une institution internationale à caractère public dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Dans ce cas, le compartiment doit détenir des valeurs mobilières de six émissions différentes au minimum et 30% au maximum de la fortune du compartiment peuvent être placés dans des valeurs mobilières de la même émission. Sont admis en tant qu'émetteurs ou garants tous les Etats membres de l'OCDE.

La direction du fonds peut investir jusqu'à 50% de la fortune du compartiment BCV Pension 10 en titres ou droits de créance du même émetteur pour autant que ceux-ci soient émis par une centrale suisse d'émission de lettres de gage, et jusqu'à 100% pour autant que les titres ou droits de créance soient émis par la Confédération suisse. Dans ces cas, le compartiment doit détenir des titres ou droits de créance de six émissions différentes au minimum et 30% au maximum de la fortune du compartiment peuvent être placés dans des titres ou droits de créance de la même émission.

1.10.22 Utilisation d'instruments financiers dérivés par les compartiments

La direction du fonds peut utiliser des instruments financiers dérivés (ci-après: dérivés). Toutefois, l'utilisation de dérivés ne saurait, y compris lors de circonstances de marché extraordinaires, conduire à une divergence par rapport aux objectifs de placement ou à une modification des caractéristiques de placement des compartiments.

Approche Commitment I

L'approche Commitment I s'applique dans la mesure du risque pour les compartiments BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Japac et BCV Pension 10.

Pour les compartiments BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV Swiss Equity et BCV Japac, les dérivés servent principalement aux fins de couverture des placements et du risque de change. Ils ne servent que de manière accessoire à des fins de stratégie de placement.

Pour les compartiments BCV Swiss Equity Dividend Select et BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, les dérivés servent exclusivement aux fins de couverture des placements et du risque de change.

Pour le compartiment BCV Pension 10, l'utilisation de dérivés est autorisée pour couvrir le risque de change en rapport avec les fonds cibles. Demeure réservée la couverture des risques de marché, de taux et de crédit en rapport avec les fonds cibles, pour

autant que ces risques soient clairement définissables et mesurables. Si le compartiment effectue également des placements directs, les dérivés servent exclusivement à des fins de couverture de ces placements.

Seuls peuvent être utilisés des dérivés au sens strict, c'est-à-dire des options call ou put, des credit default swaps (CDS), des swaps et des contrats à terme (futures et forwards), tels que décrits plus en détail dans le contrat de fonds (cf. § 12), pour autant que leurs sous-jacents soient admis comme placements dans la politique de placement. Les dérivés peuvent être négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou être conclus OTC (Over-the-Counter). Les dérivés sont sujets au risque de contrepartie, outre le risque de marché. En d'autres termes, il y a risque que la partie contractante n'honore pas ses engagements et occasionne ainsi un dommage financier.

Par le biais d'un CDS, le risque de crédit est transféré du vendeur de risque à l'acheteur de risque. Ce dernier est indemnisé sous forme de prime. Le montant de la prime dépend, entre autres, de la probabilité de survenance d'un dommage et du montant maximum de celui-ci; ces deux facteurs sont en règle générale difficiles à évaluer, ce qui augmente le risque lié aux CDS. Les compartiments peuvent endosser les deux rôles d'acheteur et de vendeur de risque.

L'utilisation de dérivés ne doit pas, y compris lors de circonstances de marché extraordinaires, exercer un effet de levier (leverage) sur la fortune des compartiments, ni correspondre à une vente à découvert.

Approche Commitment II

L'approche Commitment II s'applique dans la mesure du risque pour les compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Pour les compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF), les dérivés servent à des fins de stratégie de placement, soit pour modifier l'exposition en termes de risques de marché, de crédit, de durée, de taux ou de change, soit en répliquant des positions de manière synthétique. Ils servent également aux fins de couverture des placements et du risque de change.

Pour les compartiments BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity, les dérivés servent à des fins de stratégie de placement, soit pour modifier l'exposition en termes de risque de marché, soit en répliquant des positions de manière synthétique. Ils ne servent que de manière accessoire aux fins de couverture des placements et du risque de change.

Aussi bien des dérivés au sens strict que des dérivés exotiques dans une proportion négligeable peuvent être utilisés, tels que décrits plus en détail dans le contrat de fonds (cf. § 12), pour autant que leurs sous-jacents soient admis comme placements dans la politique de placement. Les dérivés peuvent être négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou être conclus OTC (Over-the-Counter). Les dérivés sont sujets au risque de contrepartie, outre le risque de marché. En d'autres termes, il y a risque que la partie contractante n'honore pas ses engagements et occasionne ainsi un dommage financier.

Outre les credit default swaps (CDS), tous les autres genres de dérivés sur crédit peuvent être acquis (p.ex. total return swaps [TRS], credit spread options [CSO], credit linked notes [CLN]), lesquels permettent de transférer les risques de crédit sur des parties tierces aussi appelées acheteurs de risque. Les acheteurs de risque sont indemnisés sous forme de prime. Le montant de la prime dépend, entre autres, de la probabilité de survenance d'un dommage et du montant maximum de celui-ci; ces deux facteurs sont en règle générale difficiles à évaluer, ce qui augmente le risque lié aux dérivés sur crédit. Les compartiments peuvent endosser les deux rôles d'acheteur et de vendeur de risque.

L'utilisation de dérivés peut exercer un effet de levier (leverage) sur la fortune des compartiments ou correspondre à une vente à découvert. L'engagement total en dérivés peut représenter jusqu'à 100% de la fortune nette du compartiment et l'engagement total du compartiment peut ainsi s'élever jusqu'à 200% de sa fortune nette.

1.10.23 Prêts de valeurs mobilières (Securities Lending)

La direction du fonds n'effectue pas d'opérations de prêt de valeurs mobilières.

1.10.24 Opérations de mise et prise en pension (Repo et Reverse Repo)

La direction du fonds n'effectue pas d'opérations de mise et prise en pension.

1.10.25 Stratégie en matière de sûretés

A l'exception des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF), les autres compartiments ne concluent pas de contrats portant sur des instruments financiers dérivés OTC prévoyant des échanges de sûretés.

Lorsque les compartiments BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF) concluent des contrats portant sur des instruments financiers dérivés OTC, ils peuvent demander des sûretés pour réduire le risque de contrepartie, à partir d'un seuil convenu avec ladite contrepartie. Les sûretés doivent se conformer aux exigences suivantes:

- Sûretés autorisées: avoirs à vue.
- Marges de sécurité: application d'une décote de 0%.
- Réinvestissement des sûretés en espèces: pas autorisé.

1.11 Risques particuliers

Tous les compartiments

Suivant la politique de placement spécifique à chaque compartiment, les risques suivants peuvent s'appliquer:

- Les obligations et autres titres ou droits de créance peuvent être évalués par des agences de notation qui, par leur rating, illustrent la qualité du débiteur. Les titres en deçà du rating BBB- selon l'agence Standard & Poor's (ou notation équivalente par une autre agence de notation ou par le gestionnaire de fortune) sont communément appelés «High Yield».
- Les titres «High Yield» présentent un risque de défaut ou un risque d'événement de crédit plus important que les titres de haute qualité. En contrepartie, ils offrent généralement des taux de rendements plus élevés.
- Les titres des sociétés de petite et moyenne capitalisation peuvent être plus volatils et moins liquides que ceux des grandes sociétés, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur leur prix.

Compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity

Outre les risques mentionnés ci-dessus pour tous les compartiments, les politiques de placement mises en œuvre par les compartiments cités en titre sont dépendantes de sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. A ce jour, le marché des notations ESG et des outils d'évaluation ESG est non réglementé et non supervisé. Des différences dans les notations ESG et les évaluations ESG peuvent dès lors apparaître entre les différentes sources de données externes.

Compartiment BCV Pension 10

Outre les risques mentionnés ci-dessus pour tous les compartiments, la politique de placement mise en œuvre est dépendante:

- De sources de données externes fournies par des sociétés reconnues. A ce jour, le marché des notations ESG et des outils d'évaluation ESG est non réglementé et non supervisé. Des différences dans les notations ESG et les évaluations ESG peuvent dès lors apparaître entre les différentes sources de données externes.
- Des investissements des placements collectifs de capitaux (fonds cibles) dans lesquels la fortune du compartiment est investie. Le gestionnaire de fortune n'a aucune emprise sur les décisions d'investissement de ces fonds cibles. Il ne dispose pas non plus d'un droit à être informé de la composition des portefeuilles desdits fonds cibles, hormis les informations mises à disposition par les promoteurs de ces fonds cibles, sur une base volontaire ou conformément à une obligation légale ou réglementaire. Les fonds cibles sont l'objet d'une sélection minutieuse et d'un suivi régulier par les équipes dédiées du gestionnaire de fortune.

1.12 Gestion du risque de liquidité

La direction du fonds garantit, pour chaque compartiment, que la liquidité est adaptée aux placements, à la politique de placement, à la répartition des risques, au cercle des investisseurs et à la fréquence de rachat des parts (gestion du risque de liquidité). La direction du fonds surveille en permanence la liquidité de chaque portefeuille et veille à ce qu'elle soit régulièrement évaluée en tenant compte d'autres risques significatifs, afin de détecter les risques de liquidité de manière précoce et de pouvoir y répondre de manière appropriée et en temps utile. A cette fin, des seuils de liquidités internes sont définis afin d'identifier, de surveiller et de traiter les éventuels risques.

1.13 Profil de l'investisseur classique

Compartiment BCV Responsible Swiss Franc Bonds

Le compartiment est destiné aux investisseurs au profil défensif cherchant la stabilité de leur capital. Le compartiment vise la préservation du capital et des revenus réguliers. Il est composé essentiellement de valeurs de rendement libellées en franc suisse et présente un risque faible. Le compartiment poursuit un objectif de durabilité, tout en tenant compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier.

Compartiment BCV Swiss Franc Credit Bonds

Le compartiment est destiné aux investisseurs au profil défensif cherchant la stabilité de leur capital. Le compartiment vise la préservation du capital et des revenus réguliers. Il est composé essentiellement de valeurs de rendement libellées en franc suisse et présente un risque faible. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV CHF Domestic Corporate Bonds

Le compartiment est destiné aux investisseurs au profil défensif cherchant la stabilité de leur capital. Le compartiment vise la préservation du capital et des revenus réguliers. Il est composé essentiellement de valeurs de rendement libellées en franc suisse et émises par des entreprises suisses. Les décisions d'investissement du compartiment sont guidées par des objectifs et des critères financiers. Elles ne prennent pas en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance et ne poursuivent pas d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV CHF Foreign Bonds

Le compartiment est destiné aux investisseurs au profil défensif cherchant la stabilité de leur capital. Le compartiment vise la préservation du capital et des revenus réguliers. Le compartiment est composé essentiellement de valeurs de rendement libellées en franc suisse et cherche à profiter des opportunités de rapports rendements/risques des obligations étrangères émises en franc suisse. Il présente un risque faible. Les décisions d'investissement du compartiment sont guidées par des objectifs et des critères financiers. Elles ne prennent pas en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance et ne poursuivent pas d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV International Bonds (CHF)

Le compartiment est destiné aux investisseurs au profil défensif cherchant la stabilité de leur capital. Le compartiment vise la préservation du capital et des revenus réguliers avec un profil de risque/rendement proche de celui des indices obligataires

globaux. Il est composé essentiellement de valeurs de rendement libellées dans toutes monnaies et présente un risque faible. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Fiscal Strength Government Bonds

Le compartiment est destiné aux investisseurs au profil défensif cherchant la stabilité de leur capital. Le compartiment vise la préservation du capital et des revenus réguliers avec un profil de risque/rendement proche de celui des indices obligataires gouvernementaux globaux. Il est composé essentiellement de valeurs de rendement libellées dans toutes monnaies et présente un risque faible. Les décisions d'investissement du compartiment sont guidées par des objectifs et des critères financiers. Elles ne prennent pas en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance et ne poursuivent pas d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Total Return Bonds (CHF)

Le compartiment est destiné aux investisseurs au profil défensif privilégiant la stabilité de leur capital plutôt que la recherche d'une performance proche des indices obligataires globaux. Le compartiment vise la préservation du capital et des revenus réguliers dans les différentes phases de marché. Il est composé essentiellement de valeurs de rendement, par des investissements directs ou indirects, libellées dans toutes monnaies et présente un risque faible. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Swiss Equity

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en investissant essentiellement en actions et autres titres ou droits de participation de sociétés suisses. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Swiss Equity Dividend Select

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en investissant essentiellement en actions et autres titres ou droits de participation de sociétés suisses présentant des dividendes élevés et pérennes. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Swiss Small & Mid Caps Equity

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en investissant essentiellement en actions et autres titres ou droits de participation de sociétés suisses de petite et moyenne capitalisation. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Enhanced Europe Equity

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en investissant essentiellement en actions et autres titres ou droits de participation de sociétés européennes. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Enhanced US Equity

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en investissant essentiellement en actions et autres titres ou droits de participation de sociétés américaines. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Japac

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en investissant essentiellement en actions et autres titres ou droits de participation de sociétés japonaises. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Systematic Premia Swiss Equity

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en étant exposé au marché des actions et autres titres ou droits de participation de sociétés suisses. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Systematic Premia Europe Equity

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en étant exposé au marché des actions ou autres titres ou droits de participation de sociétés européennes. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Systematic Premia US Equity

Le compartiment est destiné aux investisseurs acceptant un risqué élevé en vue d'une augmentation substantielle de leur capital à long terme. Le compartiment vise des gains en capital importants à long terme en étant exposé au marché des actions ou autres titres ou droits de participation de sociétés américaines. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

Compartiment BCV Pension 10

Le compartiment est destiné aux investisseurs au profil défensif cherchant la stabilité de leur capital. Le compartiment vise des revenus réguliers et des gains en capital modérés à terme. Il est composé majoritairement de valeurs de rendement et minoritairement d'actions et présente un risque faible. Le compartiment prend en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité.

1.14 Clauses de non-responsabilité

Compartiments BCV CHF Domestic Corporate Bonds et BCV CHF Foreign Bonds

SIX Index SA (ci-après: SIX) et ses donneurs de licence n'ont aucune relation avec le gestionnaire de fortune, à l'exception de l'octroi de licence des indices SBI® Corporate Domestic et SBI® Foreign AAA-BBB (ci-après: indices sélectionnés) et des marques commerciales connexes utilisées en rapport avec les compartiments BCV CHF Domestic Corporate Bonds et BCV CHF Foreign Bonds (ci-après: les compartiments).

SIX et ses donneurs de licence:

- ne sponsorisent, n'approuvent, ne vendent ni ne promeuvent les compartiments;
- ne recommandent à aucune personne d'investir dans les compartiments;
- n'ont aucune responsabilité ni aucun engagement et ne prennent aucune décision concernant le calendrier, le montant ou le prix des compartiments;
- n'ont aucune responsabilité ni aucun engagement dans l'administration, la gestion ou la commercialisation des compartiments;
- ne tiennent pas compte des besoins des compartiments ou de leurs investisseurs dans la détermination, la composition ou le calcul des indices sélectionnés, et n'en ont aucune obligation.

SIX et ses donneurs de licence ne donnent aucune garantie et excluent toute responsabilité (par négligence ou autrement) en rapport avec les compartiments ou leur performance.

SIX n'entretient aucune relation contractuelle avec les investisseurs ou tout autre tiers.

Tout particulièrement:

- SIX et ses donneurs de licence ne donnent aucune garantie, expresse ou implicite, et excluent toute responsabilité concernant:
 - les résultats à obtenir par les compartiments, leurs investisseurs, ou toute autre personne, en rapport avec l'utilisation des indices sélectionnés et des données incluses dans ces indices;
 - l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité des indices sélectionnés et de leurs données;
 - la qualité marchande et l'adéquation à une fin ou une utilisation particulière des indices sélectionnés et de leurs données;
 - la performance des compartiments en général.
- SIX et ses donneurs de licence ne donnent aucune garantie et excluent toute responsabilité pour toute erreur, omission ou interruption liées aux indices sélectionnés ou leurs données.
- En aucun cas, SIX ou ses donneurs de licence ne seront responsables (par négligence ou autrement) de pertes ou bénéfices, ou de dommages ou pertes indirects, punitives, spéciales ou consécutives résultant d'erreurs, d'omissions ou d'interruptions en lien avec les indices sélectionnés ou leurs données, ou de manière générale en rapport avec les compartiments, même si SIX ou ses donneurs de licence savent que ces pertes ou dommages peuvent survenir.

Le contrat de licence entre le gestionnaire de fortune et SIX a été conclu uniquement à leur profit et non au profit des investisseurs ou de tout autre tiers.

Compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Systematic Premia Swiss Equity et BCV Swiss Small & Mid Caps Equity

SIX Index SA (ci-après: SIX) est la source des indices SPI® et SPI Extra® et des données qu'il contient. SIX n'a en aucune manière participé à l'élaboration des informations contenues dans ce document. SIX ne donne aucune garantie et exclut toute responsabilité (par négligence ou autrement) quant aux informations contenues dans ce document – notamment en ce qui concerne leur exactitude, pertinence, précision, exhaustivité, actualité ou adéquation à quelque fin que ce soit – ainsi que pour toute erreur, omission ou interruption en lien avec l'indice ou ses données. Toute diffusion ou transmission d'informations provenant de SIX est interdite.

1.15 Valeur nette d'inventaire

La valeur nette d'inventaire d'une part d'une classe d'un compartiment résulte de la quote-part de la valeur vénale de la fortune du compartiment attribuable à la classe en question, réduite d'éventuels engagements du compartiment attribuables à cette classe, divisée par le nombre de parts en circulation de cette même classe, arrondie à deux décimales.

1.16 Rémunérations et frais

1.16.1 Rémunérations et frais à la charge de l'investisseur (§ 19 du contrat de fonds)

Commission d'émission

Commission d'émission en faveur des promoteurs de vente en Suisse et à l'étranger:

- 1.75% au maximum du prix d'émission pour les compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity, BCV Systematic Premia US Equity et BCV Pension 10;
- 1.00% au maximum du prix d'émission pour les compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF).

Participation aux frais accessoires

Excepté pour le compartiment BCV Pension 10, participation aux frais accessoires en faveur de la fortune des compartiments lors de l'émission et du rachat des parts des classes de parts, sauf en cas d'émission et de rachat des parts en nature selon § 18 du contrat de fonds:

- 0.80% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors de l'émission des parts, respectivement 0.50% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors du rachat des parts, des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF);
- 0.30% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors de l'émission et du rachat des parts des compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Le taux appliqué lors de l'émission et du rachat des parts est calculé en fonction des conditions du marché et ne peut en aucun cas dépasser les taux maximums précités.

Apports et rachats en nature

Tous les compartiments, frais liés aux apports et aux rachats en nature selon § 18 du contrat de fonds.

1.16.2 Rémunérations et frais à la charge de la fortune des compartiments (§ 20 du contrat de fonds)

Commissions de gestion forfaitaires annuelles maximales:

Classe de parts A

- 0.85% pour BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds et BCV International Bonds (CHF).
- 1.10% pour BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity.
- 1.30% pour BCV Swiss Equity et BCV Swiss Equity Dividend Select.
- 1.50% pour BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF) et BCV Swiss Small & Mid Caps Equity.
- 1.60% pour BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Classe de parts (CHF) A

- 1.50% pour BCV Pension 10.

Classe de parts (CHF) AH

- 1.90% pour BCV Japac.

Classe de parts (JPY) A

- 1.90% pour BCV Japac.

Classe de parts (CHF) AP

- 1.50% pour BCV Pension 10.

Classe de parts B*

- 0.65% pour BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Swiss Equity et BCV Swiss Equity Dividend Select.
- 0.75% pour BCV Swiss Small & Mid Caps Equity.
- 0.85% pour BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity.
- 1.20% pour BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF).
- 1.35% pour BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Classe de parts (CHF) B*

- 1.20% pour BCV Pension 10.

Classe de parts (CHF) BH*

- 1.65% pour BCV Japac.

Classe de parts BT*

- 0.65% pour BCV International Bonds (CHF).
- 0.85% pour BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity.

- 1.35% pour BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Classe de parts (CHF) BTH*

- 1.65% pour BCV Japac.

Classe de parts (JPY) B*

- 1.65% pour BCV Japac.

Classe de parts (JPY) BT*

- 1.65% pour BCV Japac.

Classe de parts (CHF) BP*

- 1.25% pour BCV Pension 10.

Classe de parts C*

- 0.50% pour BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Swiss Equity et BCV Swiss Equity Dividend Select.
- 0.60% pour BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity.
- 0.90% pour BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.
- 1.00% pour BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF).

Classe de parts (CHF) C*

- 1.00% pour BCV Pension 10.

Classe de parts (CHF) CH*

- 1.20% pour BCV Japac.

Classe de parts (JPY) C*

- 1.20% pour BCV Japac.

Classe de parts CP*

- 0.50% pour BCV Swiss Equity.
- 0.60% pour BCV Swiss Small & Mid Caps Equity.

Classe de parts (CHF) CP*

- 1.00% pour BCV Pension 10.

Classe de parts I*

- 0.50% pour BCV CHF Domestic Corporate Bonds et BCV CHF Foreign Bonds.

Classe de parts IT*

- 0.50% pour BCV CHF Foreign Bonds.

Classes de parts Z, (CHF) Z**, (JPY) Z** et ZP****

- 0.25% pour tous les compartiments.

* Pour les classes de parts B, (CHF) B, (CHF) BH, BT, (CHF) BTH, (JPY) B, (JPY) BT, (CHF) BP, C, (CHF) C, (CHF) CH, (JPY) C, CP, (CHF) CP, I et IT, aucune rétrocession n'est versée pour indemniser les activités de promotion de la vente.

** Pour les classes de parts Z, (CHF) Z, (JPY) Z et ZP, l'activité de gestion de fortune est facturée séparément, conformément au contrat spécifique prévu au § 6 chiffre 5 du contrat de fonds, et aucune rétrocession n'est versée pour indemniser les activités de promotion de la vente. La commission de gestion forfaitaire prélevée conformément au § 20 chiffre 1 du contrat de fonds et la commission payée conformément au contrat spécifique précité ne dépasseront pas, ensemble, 0.50% pour BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Swiss Equity et BCV Swiss Equity Dividend Select, 0.60% pour BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity, 0.90% pour BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity, 1.00% pour BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF), 1.20% pour BCV Japac.

Les taux des commissions de gestion forfaitaires effectivement appliqués pour chaque classe de parts sont publiés dans les rapports annuels et semestriels.

Les commissions de gestion forfaitaires sont utilisées pour la direction, la gestion de fortune (sauf pour les classes de parts Z, (CHF) Z, (JPY) Z et ZP) et les activités de promotion de la vente des parts des compartiments (uniquement pour les classes de parts A, (CHF) A, (CHF) AH, (JPY) A et (CHF) AP) ainsi que pour couvrir toutes les tâches de la banque dépositaire, telles que la garde de la fortune des compartiments, le trafic des paiements, la distribution des revenus annuels et les autres tâches mentionnées au § 4 du contrat de fonds (commission de gestion forfaitaire incluant les rétrocessions pour la promotion de la vente). Pour le compartiment BCV Responsible Swiss Franc Bonds, ces commissions comprennent la rémunération versée à ETHOS SERVICES SA en sa qualité de conseiller ESG.

Des rétrocessions peuvent être payées sur la commission de gestion forfaitaire de la direction du fonds. Cette dernière et ses mandataires peuvent payer des rétrocessions pour indemniser les activités de promotion de la vente des parts des compartiments en Suisse ou à partir de la Suisse. Cette indemnité permet notamment de rémunérer les prestations suivantes:

- mise à disposition de la force de vente et mise en place de processus pour la souscription des parts;
- formation des conseillers à la clientèle dans le domaine des placements collectifs de capitaux;
- préparation de matériel publicitaire;
- analyse des besoins des investisseurs;
- accomplissement de devoirs de diligence dans des domaines tels que la lutte anti-blanchiment d'argent et les restrictions de vente (par ex. US Persons).

Les rétrocessions ne sont pas considérées comme des rabais, même si, au final, elles sont intégralement ou partiellement reversées aux investisseurs.

Les bénéficiaires des rétrocessions garantissent une communication transparente et informent spontanément et gratuitement les investisseurs du montant des indemnités qu'ils pourraient recevoir pour les activités de promotion de la vente.

Sur demande, les bénéficiaires des rétrocessions communiquent les montants effectivement perçus pour les activités de promotion de la vente des placements collectifs de capitaux aux investisseurs.

La direction du fonds et ses mandataires n'accordent aucun rabais, dans le cadre des activités de promotion de la vente en Suisse ou à partir de la Suisse, pour réduire les frais et coûts revenant aux investisseurs et imputés au compartiment concerné.

Le § 20 du contrat de fonds énumère les rémunérations et les frais qui ne sont pas compris dans la commission de gestion forfaitaire.

La commission de gestion des fonds cibles dans lesquels la fortune des compartiments est investie peut s'élever au maximum à 3%, en tenant compte d'éventuels rétrocessions et rabais. Le taux maximum de la commission de gestion des fonds cibles dans lesquels la fortune des compartiments est investie doit être indiqué dans le rapport annuel, en tenant compte d'éventuels rétrocessions et rabais.

1.16.3 Total Expense Ratio

Le ratio des coûts totaux imputés au fur et à mesure sur la fortune des compartiments (Total Expense Ratio, TER) s'élevait au 30 septembre 2025 à (classes de parts lancées):

BCV Responsible Swiss Franc Bonds - A	0.61%
BCV Responsible Swiss Franc Bonds - B	0.31%
BCV Responsible Swiss Franc Bonds - C	0.26%
BCV Responsible Swiss Franc Bonds - Z	0.04%
BCV Swiss Franc Credit Bonds - A	0.75%
BCV Swiss Franc Credit Bonds - B	0.40%
BCV Swiss Franc Credit Bonds - C	0.30%
BCV Swiss Franc Credit Bonds - Z	0.09%
BCV CHF Domestic Corporate Bonds - A	0.31%
BCV CHF Domestic Corporate Bonds - I	0.20%
BCV CHF Domestic Corporate Bonds - Z	0.05%
BCV CHF Foreign Bonds - A	0.33%
BCV CHF Foreign Bonds - I	0.25%
BCV CHF Foreign Bonds - Z	0.05%
BCV International Bonds (CHF) - A	0.71%
BCV International Bonds (CHF) - B	0.56%
BCV International Bonds (CHF) - C	0.41%
BCV Fiscal Strength Government Bonds - B	0.42%
BCV Fiscal Strength Government Bonds - C	0.32%
BCV Fiscal Strength Government Bonds - Z	0.11%
BCV Total Return Bonds (CHF) - A	0.86%
BCV Total Return Bonds (CHF) - B	0.50%
BCV Total Return Bonds (CHF) - C	0.35%
BCV Total Return Bonds (CHF) - Z	0.09%
BCV Swiss Equity - A	1.11%
BCV Swiss Equity - B	0.56%
BCV Swiss Equity - C	0.36%
BCV Swiss Equity - CP	0.36%
BCV Swiss Equity - Z	0.06%
BCV Swiss Equity Dividend Select - A	1.11%
BCV Swiss Equity Dividend Select - B	0.56%
BCV Swiss Equity Dividend Select - C	0.38%
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity - A	1.21%
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity - B	0.61%
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity - C	0.41%
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity - Z	0.06%
BCV Enhanced Europe Equity - A	0.47%
BCV Enhanced Europe Equity - B	0.34%
BCV Enhanced Europe Equity - C	0.27%
BCV Enhanced Europe Equity - Z	0.10%

BCV Enhanced US Equity - A	0.48%
BCV Enhanced US Equity - B	0.35%
BCV Enhanced US Equity - C	0.28%
BCV Enhanced US Equity - Z	0.11%
BCV Japac - (JPY) A	1.32%
BCV Japac - (JPY) B	1.02%
BCV Japac - (JPY) C	0.72%
BCV Japac - (JPY) Z	0.20%
BCV Systematic Premia Swiss Equity - A	1.21%
BCV Systematic Premia Swiss Equity - B	0.91%
BCV Systematic Premia Swiss Equity - C	0.61%
BCV Systematic Premia Swiss Equity - Z	0.09%
BCV Systematic Premia Europe Equity - A	1.28%
BCV Systematic Premia Europe Equity - B	0.98%
BCV Systematic Premia Europe Equity - C	0.68%
BCV Systematic Premia Europe Equity - Z	0.16%
BCV Systematic Premia US Equity - A	1.22%
BCV Systematic Premia US Equity - B	0.93%
BCV Systematic Premia US Equity - C	0.63%
BCV Systematic Premia US Equity - Z	0.11%
BCV Pension 10 - (CHF) A	1.01%*
BCV Pension 10 - (CHF) AP	1.01%*
BCV Pension 10 - (CHF) BP	0.61%*
BCV Pension 10 - (CHF) CP	0.41%*

* TER synthétique calculé conformément à la Directive publiée par l'AMAS

1.16.4 Placements dans des placements collectifs de capitaux liés

Lors d'investissements dans des placements collectifs de capitaux que la société à laquelle la gestion a été déléguée gère elle-même directement ou indirectement, ou qui sont gérés par une société à laquelle elle est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle, ou par une importante participation directe ou indirecte (fonds cibles liés), il n'est pas perçu de commission d'émission ou de rachat des fonds cibles liés.

1.16.5 Conventions de partage des frais («Commission Sharing Agreements») et avantages en nature («Soft Commissions»)

La direction du fonds n'a pas conclu de conventions de partage des frais ni de conventions de «Soft Commissions».

1.17 Consultation des rapports

Le prospectus avec contrat de fonds intégré, la feuille d'information de base ainsi que les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus gratuitement auprès de la direction du fonds, de la banque dépositaire et de tous les promoteurs de vente. Pour le compartiment BCV Responsible Swiss Franc Bonds, un rapport de durabilité est établi au moins une fois par an. Il présente l'objectif de durabilité poursuivi ainsi que les informations pertinentes en matière de durabilité. Ce rapport peut être obtenu gratuitement sur demande auprès du gestionnaire de fortune. Il peut également être consulté sur le site internet www.gerifonds.ch.

2. Informations concernant la direction du fonds

2.1 Indications générales sur la direction du fonds

GERIFONDS SA est responsable de la direction du fonds. GERIFONDS SA gère des fonds de placement depuis sa fondation en 1970 en tant que société anonyme avec siège à Lausanne.

2.2 Autres indications sur la direction du fonds

GERIFONDS SA détient la totalité du capital social de GERIFONDS (Luxembourg) SA, une société de gestion de fonds. Au 31 décembre 2025, GERIFONDS SA agissait comme direction de fonds pour plus de 90 compartiments et la somme totale des avoirs gérés en Suisse et au Luxembourg s'élevait à plus de CHF 23 milliards. GERIFONDS SA peut également agir comme représentant de placements collectifs de capitaux étrangers. De plus amples informations sont disponibles sur le site internet www.gerifonds.ch.

2.3 Gestion et administration

Le Conseil d'administration de GERIFONDS SA est composé de:

Fabrice Welsch	Président, Directeur général de la division Asset Management & Trading BCV
Oren-Olivier Puder	Vice-président, Avocat au Barreau de Genève

Michel Aubry	Membre, Administrateur indépendant
Renzo Bugliari	Membre, Responsable du département Private Banking International BCV
Simona Terranova	Membre, Associée fondatrice de la société de conseil MT Finance (Suisse) SA, Genève
L'Organe de gestion de GERIFONDS SA est composé de:	
Christian Carron	Chief Executive Officer
Bertrand Gillibert	Chief Financial Officer
Sandra Berchier	Chief Compliance Officer
Frédéric Nicola	Chief Fund Risk & Regulatory Officer
Antonio Scorrano	Chief Operating Officer

2.4 Capital souscrit et libéré

Le montant du capital-actions de la direction du fonds s'élève à CHF 2.9 mios. Le capital-actions est divisé en actions nominatives et est entièrement libéré. La Banque Cantonale Vaudoise détient l'intégralité du capital-actions.

2.5 Délégation des décisions de placement (gestionnaire de fortune)

Les décisions de placement des compartiments sont déléguées à la Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne, soumise, en tant que banque, à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Les modalités d'exécution du mandat sont fixées dans un contrat conclu entre GERIFONDS SA et la Banque Cantonale Vaudoise.

2.6 Conseiller ESG

ETHOS SERVICES SA, Genève, a été mandatée en tant que conseiller, sans pouvoir décisionnel, avec la mission de fournir des conseils en matière d'analyse extrafinancière afférente aux placements du compartiment BCV Responsable Swiss Franc Bonds (conseiller ESG).

ETHOS SERVICES SA est détenue majoritairement par Ethos - Fondation suisse pour un développement durable (ci-après: Fondation Ethos) ainsi que par divers autres actionnaires (<https://www.ethosfund.ch/fr/a-propos-d-ethos/actionnaires-ethos-services-sa>). Créée en 1997, la Fondation Ethos a pour but de promouvoir l'investissement socialement responsable (ISR) et de favoriser un environnement socio-économique stable et prospère au bénéfice de la société civile actuelle et future. Pour atteindre ses buts, la Fondation Ethos a créé la société ETHOS SERVICES SA, qui est spécialisée dans l'investissement socialement responsable (ISR) (www.ethosfund.ch). ETHOS SERVICES SA bénéficie d'une expérience de plus de vingt ans et d'une équipe d'analystes confirmés. Dans toutes ses activités, elle se fonde sur le concept de développement durable et la Charte de la Fondation Ethos.

2.7 Exercice des droits de créancier et sociaux

La direction du fonds exerce les droits de créancier et sociaux liés aux placements des compartiments de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Sur demande, les investisseurs peuvent obtenir de la direction du fonds des renseignements sur l'exercice des droits de créancier et sociaux.

Pour les affaires courantes, la direction du fonds est libre d'exercer elle-même les droits de créancier et sociaux, de les déléguer à la banque dépositaire ou à des tiers, ou de renoncer à l'exercice de ces droits.

Pour tous les autres points susceptibles d'affecter durablement les intérêts des investisseurs, notamment dans l'exercice de droits de créancier et sociaux revenant à la direction du fonds en tant qu'actionnaire ou créancière de la banque dépositaire ou d'autres personnes morales qui lui sont proches, la direction du fonds exerce elle-même le droit de vote ou donne des instructions explicites. Elle peut s'appuyer sur les informations qu'elle reçoit de la banque dépositaire, du gestionnaire de fortune, de la société ou de conseillers en matière de vote et d'autres tiers, ou qu'elle apprend par les médias.

3. Informations concernant la banque dépositaire

3.1 Indications générales sur la banque dépositaire

Les fonctions de banque dépositaire sont exercées par la Banque Cantonale Vaudoise (BCV). La banque a été constituée par décret du Grand Conseil vaudois le 19 décembre 1845. Sa durée est illimitée. La BCV est une société anonyme de droit public. Son siège social et sa Direction générale sont à la place St-François 14, Lausanne (Suisse). Elle peut avoir des filiales, des succursales, des agences et des représentations.

D'autres informations figurent dans les rapports annuels de la Banque Cantonale Vaudoise disponibles sous le lien <https://www.bcv.ch/La-BCV/Actualite-et-medias/Publications>.

3.2 Autres indications sur la banque dépositaire

La BCV a plus de 180 ans d'expérience. Elle compte près de 2000 collaboratrices et collaborateurs et plus de 60 points de vente dans le canton de Vaud. La BCV a pour but l'exploitation d'une banque universelle de proximité. A ce titre, elle contribue, dans les différentes régions du canton de Vaud, au développement de toutes les branches de l'économie privée et au financement des tâches des collectivités et des corporations publiques ainsi qu'à la satisfaction des besoins de crédits hypothécaires dans le canton. A cet effet, elle traite, pour son compte ou pour celui de tiers, toutes les opérations bancaires usuelles (article 4 LBCV et article 4 de ses statuts). Elle exerce son activité principalement dans le canton de Vaud. Dans l'intérêt de l'économie vaudoise, elle est habilitée à exercer son activité ailleurs en Suisse ou à l'étranger. En sa qualité de banque cantonale, elle a pour mission, notamment, de porter une attention particulière au développement de l'économie cantonale, selon les principes du développement durable fondé sur des critères économiques, écologiques et sociaux.

La BCV est enregistrée auprès des autorités fiscales américaines en tant qu'institution financière étrangère soumise au reporting selon le modèle 2 de l'accord intergouvernemental (Reporting Model 2 FFI) au sens des sections 1471 - 1474 du U.S. Internal Revenue Code (Foreign Account Tax Compliance Act, y compris les décrets y relatifs, «FATCA»).

La banque dépositaire peut confier la garde de la fortune des compartiments à un tiers ou à un dépositaire central en Suisse ou à l'étranger pour autant qu'une garde appropriée soit assurée. Pour ce qui est des instruments financiers, leur garde ne peut être confiée qu'à un tiers ou à un dépositaire central soumis à une surveillance. Fait exception à cette règle la garde impérative en un lieu où la délégation à un tiers ou à un dépositaire central soumis à une surveillance est impossible, notamment en raison de prescriptions légales contraignantes ou des modalités du produit de placement. La garde par des tiers et la garde centralisée impliquent, notamment en Suisse, que la direction du fonds n'a plus la propriété exclusive des éléments concernés de la fortune des compartiments, mais seulement la copropriété. En cas de garde à l'étranger, les éléments concernés de la fortune des compartiments sont soumis aux lois et aux usages du lieu du dépositaire tiers ou du dépositaire central étrangers. En cas de faillite de ces derniers, les droits de la direction du fonds sur les éléments concernés de la fortune des compartiments et leur garantie peuvent différer du droit suisse. Par ailleurs, si le tiers ou le dépositaire central n'est pas soumis à une surveillance, il n'a pas à satisfaire aux exigences organisationnelles qui sont imposées aux banques suisses.

La banque dépositaire répond des dommages causés par les mandataires, à moins qu'elle ne prouve avoir pris en matière de choix, d'instruction et de surveillance, tous les soins commandés par les circonstances.

4. Informations concernant les tiers

4.1 Service de paiement

Banque Cantonale Vaudoise, Place St-François 14, 1003 Lausanne

4.2 Promoteurs de vente

Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne

Piguet Galland & Cie SA, Yverdon-les-Bains

Les éventuels autres promoteurs de vente ne sont pas indemnisés directement à la charge des compartiments.

5. Autres informations

5.1 Remarques utiles

BCV PROFESSIONAL FUND	BCV Responsible Swiss Franc Bonds	BCV Swiss Franc Credit Bonds	BCV CHF Domestic Corporate Bonds	BCV CHF Foreign Bonds
Numéros de valeur	A 2094395	A 36427643	A 20099212	A 10290784
	B 2094405	B 36427644	I 20099217	I 10290792
	C 2094415	C 36427649	Z 20099218	IT 22652540
	Z 21342270	Z 36427652		Z 21342288
Dates de lancement	A 27.04.2005	A 05.01.2024	A 19.03.2013	A 17.08.2009
	B 27.04.2005	B 21.02.2023	I 19.03.2013	I 17.08.2009
	C 27.04.2005	C 22.05.2017	Z 14.01.2015	IT
	Z 10.01.2019	Z 22.05.2017		Z 31.07.2013
Unité de compte	CHF			

BCV PROFESSIONAL FUND	BCV International Bonds (CHF)	BCV Fiscal Strength Government Bonds	BCV Total Return Bonds (CHF)	BCV Swiss Equity
Numéros de valeur	A 1571802	A 36427664	A 32193842	A 601870
	B 2172208	B 36427669	B 32193843	B 2298796
	BT 22652541	C 36427673	C 32193844	C 2298801
	C 2172227	Z 36427677	Z 32193845	CP 22652539
	Z 21342304			Z 21342305
Dates de lancement	A 26.09.2003	A	A 22.09.2016	A 22.04.1997
	B 25.08.2005	B 06.09.2017	B 21.06.2016	B 01.11.2005
	BT	C 14.06.2017	C 21.06.2016	C 01.11.2005
	C 25.08.2005	Z 14.06.2017	Z 15.04.2024	CP 03.01.2014
	Z			Z 01.02.2019
Unité de compte	CHF			

BCV PROFESSIONAL FUND	BCV Swiss Equity Dividend Select	BCV Swiss Small & Mid Caps Equity	BCV Enhanced Europe Equity	BCV Enhanced US Equity
Numéros de valeur	A 49892192	A 34718596	A 1571794	A 1571799
	B 49892195	B 34718597	B 2172202	B 2172206
	C 49892197	C 34718599	BT 22652401	BT 22652524
	Z 49892198	CP 155002570	C 2172203	C 2172207
		Z 34718601	Z 21342308	Z 21342348
	ZP 155002569			
Dates de lancement	A 11.10.2019	A 27.06.2017	A 14.03.2003	A 14.03.2003
	B 11.10.2019	B 27.06.2017	B 24.08.2005	B 24.08.2005
	C 15.08.2025	C 27.06.2017	BT	BT
	Z	CP	C 16.06.2005	C 16.06.2005
		Z 12.12.2023	Z 01.02.2019	Z 01.02.2019
	ZP			
Unité de compte	CHF	CHF	EUR	USD

BCV PROFESSIONAL FUND	BCV Japac	BCV Systematic Premia Swiss Equity	BCV Systematic Premia Europe Equity	BCV Systematic Premia US Equity
Numéros de valeur	(JPY) A 277540	A 10797320	A 10797342	A 10797356
	(JPY) B 2576246	B 10797323	B 10797349	B 10797359
	(JPY) BT 22652493	C 10797325	BT 22652443	BT 22652525
	(JPY) C 2576252	Z 21342306	C 10797353	C 10797439
	(JPY) Z 21342353		Z 21342312	Z 21342350
	(CHF) AH 22652542			
	(CHF) BH 22652545			
	(CHF) BTH 22652546			
	(CHF) CH 22652547			
(CHF) ZH 22652548				
Dates de lancement	(JPY) A 30.04.1970	A 28.09.2010	A 16.12.2009	A 15.12.2009
	(JPY) B 02.06.2006	B 28.09.2010	B 16.12.2009	B 15.12.2009
	(JPY) BT	C 28.09.2010	BT	BT
	(JPY) C 02.06.2006	Z 01.02.2019	C 16.12.2009	C 15.12.2009
	(JPY) Z 01.02.2019		Z 01.02.2019	Z 01.02.2019
	(CHF) AH			
	(CHF) BH			
	(CHF) BTH			
	(CHF) CH			
(CHF) ZH				
Unité de compte	JPY	CHF	EUR	USD

BCV PROFESSIONAL FUND	BCV Pension 10			
Numéros de valeur	(CHF) A 41756941			
	(CHF) AP 53981428			
	(CHF) B 41756942			
	(CHF) BP 53981429			
	(CHF) C 41756943			
Dates de lancement	(CHF) CP 53981430			
	(CHF) A 29.05.2018			
	(CHF) AP 12.10.2021			
	(CHF) B			
	(CHF) BP 04.10.2022			
	(CHF) C			

	(CHF) CP 08.04.2025			
Unité de compte	CHF			

5.2 Publications du fonds ombrelle et des compartiments

D'autres informations sur le fonds et les compartiments sont publiées dans le dernier rapport annuel ou semestriel. Les informations les plus récentes peuvent en outre être consultées sur le site internet www.gerifonds.ch.

En cas de modification du contrat de fonds, de changement de direction du fonds ou de banque dépositaire ainsi que lors de la dissolution d'un compartiment, une publication est effectuée par la direction du fonds sur la plateforme électronique www.swissfunddata.ch.

Les publications des prix ont lieu, pour toutes les classes de parts, chaque jour ouvrable bancaire sur la plateforme électronique www.swissfunddata.ch et sur le site internet www.gerifonds.ch.

La direction du fonds peut également publier les valeurs nettes d'inventaire de toutes les classes de parts à des dates auxquelles des parts ne sont pas émises ou rachetées, à des fins de calculs et mesures de la performance ou de calculs de commissions exclusivement. Ces valeurs nettes d'inventaire ne peuvent en aucun cas servir de base à des ordres de souscription ou de rachat de parts.

5.3 Restrictions de vente

Lors de l'émission et du rachat de parts des compartiments à l'étranger, les dispositions en vigueur dans le pays en question font foi.

Aucune mesure n'a été prise pour enregistrer ou autoriser les parts des compartiments de ce fonds dans d'autres juridictions qu'en Suisse. La vente de parts de ces compartiments peut être limitée ou interdite par la loi dans certaines juridictions. Les personnes en possession de ce prospectus doivent se renseigner sur l'existence de telles interdictions dans leur juridiction et se conformer à celles-ci. Ce prospectus ne constitue pas une offre ni un appel d'offres à acquérir des parts de ces compartiments dans une juridiction dans laquelle une telle offre ou un tel appel d'offres seraient illégaux.

En particulier, les parts des compartiments de ce fonds n'ont pas été et ne seront pas enregistrées selon le Securities Act de 1933 des Etats-Unis d'Amérique («Securities Act»). L'offre ou la vente de parts des compartiments de ce fonds aux Etats-Unis par un promoteur de vente peut constituer une violation des obligations d'enregistrement prévues dans le Securities Act.

Les parts des compartiments ne peuvent pas être offertes, vendues, cédées ou livrées, directement ou indirectement:

- 1) aux Etats-Unis et leurs territoires, possessions ou zones soumises à leur juridiction ou
- 2) à des citoyens des Etats-Unis (nationaux ou bi-nationaux) indépendamment de leur domicile ou résidence ou
- 3) à des personnes ayant leur domicile ou résidence aux Etats-Unis ou
- 4) à d'autres personnes physiques ou morales, trusts, entités juridiques ou autres structures dont le revenu et/ou le rendement, quelle qu'en soit l'origine, sont assujettis à l'impôt sur le revenu américain ou
- 5) à des personnes qui ont le statut d'«U.S. Persons», tel que défini dans le Règlement S du Securities Act et/ou l'US Commodity Exchange Act de 1936 dans leur version en vigueur ou
- 6) à des trusts, entités juridiques ou autres structures créés dans le but de permettre à des personnes mentionnées sous chiffres 1 à 5 d'investir dans ce fonds.

La direction du fonds, la banque dépositaire et leurs mandataires se réservent le droit de refuser ou d'empêcher l'acquisition ou la détention juridique ou économique de parts par toute personne agissant en violation de toute loi ou réglementation, tant suisse qu'étrangère, ou lorsque cette acquisition ou détention est de nature à exposer le fonds à des conséquences réglementaires ou fiscales défavorables, y compris en refusant des ordres de souscription ou en procédant au rachat forcé de parts conformément aux dispositions du contrat de fonds.

6. Autres informations sur les placements

6.1 Résultats passés

La performance a été calculée et est publiée conformément à la directive de l'Asset Management Association Switzerland AMAS. Les chiffres figurant dans le tableau ci-dessous sont calculés sur une base annuelle sauf pour l'année de lancement (dates de lancement indiquées sous le chiffre 5.1).

La performance historique ne représente pas un indicateur de performance actuelle ou future. Les données de performance ne tiennent pas compte des commissions et frais perçus lors de l'émission ou du rachat des parts.

	2022	2023	2024
BCV Responsible Swiss Franc Bonds - A	-11.97%	6.52%	5.12%
BCV Responsible Swiss Franc Bonds - B	-11.71%	6.83%	5.44%
BCV Responsible Swiss Franc Bonds - C	-11.66%	6.87%	5.49%
BCV Responsible Swiss Franc Bonds - Z	-11.47%	7.11%	5.73%
BCV Swiss Franc Credit Bonds - A	n/a	n/a	4.55%
BCV Swiss Franc Credit Bonds - B	n/a	3.98%	4.49%
BCV Swiss Franc Credit Bonds - C	-9.22%	5.39%	4.60%

BCV Swiss Franc Credit Bonds - Z	-9.02%	5.61%	4.81%
BCV CHF Domestic Corporate Bonds - A	-9.06%	5.47%	4.91%
BCV CHF Domestic Corporate Bonds - I	-8.65%	5.94%	5.34%
BCV CHF Domestic Corporate Bonds - Z	-8.51%	6.10%	5.50%
Performance de l'indice de référence: SBI® Corporate Domestic	-8.63%	5.91%	4.96%
BCV CHF Foreign Bonds - A	-9.79%	4.55%	4.21%
BCV CHF Foreign Bonds - I	-9.43%	4.97%	4.60%
BCV CHF Foreign Bonds - Z	-9.25%	5.18%	4.81%
Performance de l'indice de référence: SBI® Foreign AAA-BBB	-9.38%	5.23%	4.86%
BCV International Bonds (CHF) - A	-18.77%	-1.11%	3.60%
BCV International Bonds (CHF) - B	-18.63%	-0.98%	3.75%
BCV International Bonds (CHF) - C	-18.51%	-0.81%	3.90%
BCV Fiscal Strength Government Bonds - B	-16.56%	-4.90%	3.17%
BCV Fiscal Strength Government Bonds - C	-16.47%	-4.79%	3.27%
BCV Fiscal Strength Government Bonds - Z	-16.30%	-4.61%	3.49%
BCV Total Return Bonds (CHF) - A	-2.84%	0.80%	-0.62%
BCV Total Return Bonds (CHF) - B	-2.50%	1.16%	-0.27%
BCV Total Return Bonds (CHF) - C	-2.36%	1.30%	-0.12%
BCV Total Return Bonds (CHF) - Z	n/a	n/a	0.84%
BCV Swiss Equity - A	-17.57%	5.98%	6.20%
BCV Swiss Equity - B	-17.11%	6.57%	6.78%
BCV Swiss Equity - C	-16.95%	6.78%	7.00%
BCV Swiss Equity - CP	-16.95%	6.78%	6.99%
BCV Swiss Equity - Z	-16.70%	7.10%	7.32%
BCV Swiss Equity Dividend Select - A	-6.60%	7.45%	6.96%
BCV Swiss Equity Dividend Select - B	-6.09%	8.04%	7.55%
BCV Swiss Equity Dividend Select - C*	n/a	n/a	n/a
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity - A	-24.29%	8.81%	7.58%
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity - B	-23.84%	9.46%	8.22%
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity - C	-23.68%	9.68%	8.44%
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity - Z	n/a	2.56%	8.82%
BCV Enhanced Europe Equity - A	-11.13%	14.86%	7.69%
BCV Enhanced Europe Equity - B	-11.02%	15.07%	7.91%
BCV Enhanced Europe Equity - C	-10.96%	15.08%	8.02%
BCV Enhanced Europe Equity - Z	-10.68%	15.36%	8.13%
BCV Enhanced US Equity - A	-19.13%	23.79%	22.91%
BCV Enhanced US Equity - B	-19.02%	23.95%	23.07%
BCV Enhanced US Equity - C	-18.97%	24.03%	23.16%
BCV Enhanced US Equity - Z	-18.83%	24.25%	23.37%
BCV Japac - (JPY) A	-2.03%	22.23%	17.88%
BCV Japac - (JPY) B	-1.73%	22.59%	18.23%
BCV Japac - (JPY) C	-1.44%	22.96%	18.59%
BCV Japac - (JPY) Z	-0.93%	23.61%	19.20%
BCV Systematic Premia Swiss Equity - A	-21.38%	3.74%	1.69%
BCV Systematic Premia Swiss Equity - B	-21.15%	4.04%	2.00%
BCV Systematic Premia Swiss Equity - C	-20.91%	4.35%	2.31%
BCV Systematic Premia Swiss Equity - Z	-20.50%	4.90%	2.84%
Performance de l'indice de référence: SPI®	-16.48%	6.09%	6.18%
BCV Systematic Premia Europe Equity - A	-18.02%	12.02%	7.05%
BCV Systematic Premia Europe Equity - B	-17.77%	12.36%	7.46%
BCV Systematic Premia Europe Equity - C	-17.53%	12.70%	7.77%
BCV Systematic Premia Europe Equity - Z	-17.10%	13.29%	8.33%
BCV Systematic Premia US Equity - A	-16.06%	14.91%	19.76%

BCV Systematic Premia US Equity - B	-15.81%	15.26%	20.12%
BCV Systematic Premia US Equity - C	-15.56%	15.60%	20.48%
BCV Systematic Premia US Equity - Z	-15.12%	16.21%	21.11%
BCV Pension 10 - (CHF) A	-12.14%	5.98%	4.39%
BCV Pension 10 - (CHF) AP	-12.13%	5.97%	4.38%
BCV Pension 10 - (CHF) BP	-1.49%	6.41%	4.80%
BCV Pension 10 - (CHF) CP**	n/a	n/a	n/a

* Classe de parts lancée le 15.08.2025

** Classe de parts lancée 08.04.2025

7. Dispositions détaillées

Toutes les autres indications sur le fonds et les compartiments, telles que l'évaluation de la fortune des compartiments, la mention de toutes les rémunérations et de tous les frais imputés à l'investisseur et aux compartiments ainsi que l'utilisation du résultat sont précisées en détail dans le contrat de fonds.

PARTIE II CONTRAT DE FONDS

I. Bases

§ 1 Dénomination; raison sociale et siège de la direction du fonds, de la banque dépositaire et du gestionnaire de fortune

1. Sous la dénomination **BCV PROFESSIONAL FUND**, il existe un fonds ombrelle contractuel de la catégorie «Autres fonds en placements traditionnels» (ci-après «le fonds») à compartiments multiples au sens des art. 25 ss, 68 ss et 92 ss de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (LPCC).
2. Les compartiments du fonds sont les suivants:
 - BCV Responsible Swiss Franc Bonds
 - BCV Swiss Franc Credit Bonds
 - BCV CHF Domestic Corporate Bonds
 - BCV CHF Foreign Bonds
 - BCV International Bonds (CHF)
 - BCV Fiscal Strength Government Bonds
 - BCV Total Return Bonds(CHF)
 - BCV Swiss Equity
 - BCV Swiss Equity Dividend Select
 - BCV Swiss Small & Mid Caps Equity
 - BCV Enhanced Europe Equity
 - BCV Enhanced US Equity
 - BCV Japac
 - BCV Systematic Premia Swiss Equity
 - BCV Systematic Premia Europe Equity
 - BCV Systematic Premia US Equity
 - BCV Pension 10
3. La direction du fonds est GERIFONDS SA, Lausanne.
4. La banque dépositaire est la Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne.
5. La direction du fonds a délégué les décisions de placement des compartiments à la Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne (gestionnaire de fortune).
6. En application de l'art. 78 al. 4 LPCC, l'autorité de surveillance a accordé une dérogation à l'obligation de payer et de racheter les parts en espèces à tous les compartiments (cf. § 5 chiffres 2 et 6 ainsi que § 18).

II. Droits et obligations des parties contractantes

§ 2 Contrat de fonds

Les relations juridiques entre, d'une part, les investisseurs et, d'autre part, la direction du fonds et la banque dépositaire sont régies par le présent contrat de fonds ainsi que par les dispositions légales en vigueur de la loi sur les placements collectifs de capitaux.

§ 3 Direction du fonds

1. La direction du fonds gère les compartiments pour le compte des investisseurs, de façon indépendante et en son propre nom. Elle décide notamment de l'émission des parts, des placements et de leur évaluation. Elle calcule les valeurs nettes d'inventaire, fixe les prix d'émission et de rachat des parts ainsi que la distribution des revenus. Elle exerce tous les droits relevant du fonds et des compartiments.
2. La direction du fonds et ses mandataires sont soumis aux devoirs de loyauté, de diligence et d'information. Ils agissent de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Ils prennent les mesures organisationnelles nécessaires à l'exercice d'une activité irréprochable. Ils rendent compte sur les placements collectifs qu'ils administrent

et ils communiquent tous les honoraires et frais imputés directement ou indirectement aux investisseurs ainsi que les rémunérations de la part de tiers, en particulier les provisions, rabais et autres avantages pécuniaires.

3. La direction du fonds peut déléguer les décisions de placement et des tâches partielles à des tiers, pour autant que cela soit dans l'intérêt d'une gestion appropriée. Elle mandate uniquement des personnes qui disposent des capacités, des connaissances et de l'expérience requises pour cette activité ainsi que des autorisations nécessaires à celle-ci. Elle instruit et surveille attentivement les tiers auxquels elle a recours.

Les décisions de placement ne peuvent être déléguées qu'à des gestionnaires de fortune disposant de l'autorisation requise.

La direction du fonds demeure responsable du respect des obligations prudentielles et veille à préserver les intérêts des investisseurs en cas de délégation de tâches. La direction du fonds répond des actes des personnes auxquelles elle a délégué des tâches comme de ses propres actes.

4. La direction du fonds soumet les modifications du contrat de fonds, avec l'accord de la banque dépositaire, à l'approbation de l'autorité de surveillance (cf. § 27).
5. La direction du fonds peut créer en tout temps de nouveaux compartiments avec l'approbation de l'autorité de surveillance, regrouper certains compartiments avec d'autres compartiments ou d'autres fonds selon les dispositions du § 25 ou dissoudre les compartiments selon les dispositions du § 26.
6. La direction du fonds a droit aux rémunérations prévues au § 20, à être libérée des engagements contractés en exécution régulière du contrat de fonds et à être remboursée des frais encourus au titre de l'exécution de ces engagements.

§ 4 Banque dépositaire

1. La banque dépositaire assure la garde de la fortune des compartiments. Elle émet et rachète les parts des compartiments et gère le trafic des paiements pour le compte des compartiments.
2. La banque dépositaire et ses mandataires sont soumis aux devoirs de loyauté, de diligence et d'information. Ils agissent de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs. Ils prennent les mesures organisationnelles nécessaires à l'exercice d'une activité irréprochable. Ils rendent compte sur les placements collectifs qu'ils gardent et ils communiquent tous les honoraires et frais imputés directement ou indirectement aux investisseurs ainsi que les rémunérations de la part de tiers, en particulier les provisions, rabais et autres avantages pécuniaires.
3. La banque dépositaire est responsable de la gestion des comptes et des dépôts des compartiments, mais ne peut pas disposer seule de la fortune de ceux-ci.
4. La banque dépositaire garantit que la contrevaletur lui est transmise dans les délais usuels en cas d'opérations se rapportant à la fortune des compartiments. Elle informe la direction du fonds si la contrevaletur n'est pas remboursée dans les délais usuels et exige de la contrepartie le remplacement de la valeur patrimoniale pour autant que cela soit possible.
5. La banque dépositaire gère les registres et les comptes requis afin de pouvoir distinguer à tout moment les biens en garde des différents placements collectifs de capitaux.
Elle vérifie la propriété de la direction du fonds et gère les registres correspondants lorsque les biens ne peuvent être gardés.
6. La banque dépositaire peut confier la garde de la fortune des compartiments à un tiers ou à un dépositaire central en Suisse ou à l'étranger pour autant qu'une garde appropriée soit assurée. Elle vérifie que le tiers ou le dépositaire central:
 - a) dispose d'une organisation adéquate, des garanties financières et des qualifications techniques requises pour le type et la complexité des biens qui lui sont confiés;
 - b) soit soumis à une vérification externe régulière qui garantit que les instruments financiers se trouvent en sa possession;
 - c) garde les biens reçus de la banque dépositaire de manière à ce que la banque dépositaire puisse les identifier à tout moment et sans équivoque comme appartenant à la fortune du compartiment concerné, au moyen de vérifications régulières de la concordance entre le portefeuille et les comptes;
 - d) respecte les prescriptions applicables à la banque dépositaire concernant l'exécution des tâches qui lui sont déléguées et la prévention des conflits d'intérêts.

La banque dépositaire répond des dommages causés par le mandataire, à moins qu'elle puisse démontrer avoir pris en matière de choix, d'instruction et de surveillance, tous les soins commandés par les circonstances. Le prospectus contient des explications sur les risques liés à une délégation de la garde à un tiers ou à un dépositaire central.

Pour ce qui est des instruments financiers, leur garde ne peut être confiée, au sens des paragraphes précédents, qu'à un tiers ou à un dépositaire central soumis à une surveillance. Fait exception à cette règle la garde impérative en un lieu où la délégation à un tiers ou à un dépositaire central soumis à une surveillance est impossible, notamment en raison de prescriptions légales contraignantes ou des modalités du produit de placement. Le prospectus doit informer l'investisseur de la garde par un tiers ou par un dépositaire central non soumis à une surveillance.

7. La banque dépositaire veille à ce que la direction du fonds respecte la loi et le contrat de fonds. Elle vérifie que le calcul des valeurs nettes d'inventaire, des prix d'émission et de rachat des parts ainsi que les décisions afférentes aux placements sont conformes à la loi et au contrat de fonds et que le résultat est utilisé conformément au contrat de fonds. La banque dépositaire n'est pas responsable du choix des placements effectués par la direction du fonds dans les limites des prescriptions en matière de placements.
8. La banque dépositaire a droit aux rémunérations prévues aux §§ 19 et 20, à être libérée des engagements contractés en exécution régulière du contrat de fonds et à être remboursée des frais encourus nécessaires à l'accomplissement de ces engagements.

9. La banque dépositaire n'est pas responsable de la garde de la fortune des fonds cibles dans lesquels les compartiments investissent, à moins que cette tâche ne lui ait été déléguée.

§ 5 Investisseurs

1. Tous les compartiments sont ouverts au public, mais certaines classes de parts peuvent être réservées à des investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, et/ou prévoir d'autres conditions d'accès (cf. § 6).
2. Par la conclusion du contrat et le paiement en espèces ou en nature, les investisseurs acquièrent, à raison des parts acquises, une créance envers la direction du fonds, sous forme d'une participation à la fortune et au revenu du compartiment dans lequel ils ont souscrit. Leur créance est fondée sur des parts. L'émission des parts en nature est soumise aux conditions du § 18.
3. Les investisseurs n'ont droit qu'à la fortune et au revenu des compartiments auxquels ils participent. Chaque compartiment ne répond que de ses propres engagements.
4. Les investisseurs ne s'engagent qu'au paiement des parts souscrites. Leur responsabilité personnelle est exclue concernant les engagements du fonds et des compartiments.
5. La direction du fonds informe les investisseurs qui le demandent sur les bases de calcul des valeurs nettes d'inventaire des parts. Lorsque les investisseurs souhaitent obtenir des informations détaillées sur des opérations déterminées de la direction du fonds, tel que l'exercice des droits découlant de la qualité de sociétaire ou de créancier, sur la gestion des risques, les apports et rachats en nature ou les fonds cibles dans lesquels le compartiment BCV Pension 10 est investi, celle-ci leur donne en tout temps les renseignements demandés. Les investisseurs peuvent demander au tribunal du siège de la direction du fonds que la société d'audit ou un autre expert examine les faits qui nécessitent une vérification et leur remette un compte-rendu.
6. Les investisseurs peuvent résilier le contrat de fonds chaque jour ouvrable bancaire selon les dispositions du § 17 et du prospectus, et exiger le remboursement en espèces ou demander le remboursement en nature de leurs parts au compartiment. Le rachat des parts en nature est soumis aux conditions du § 18.
7. Les investisseurs doivent prouver, sur demande, à la direction du fonds et/ou à la banque dépositaire et à leurs mandataires qu'ils remplissent ou continuent à remplir les conditions légales ou contractuelles concernant la participation à un compartiment ou à une classe de parts. Ils doivent, en outre, informer immédiatement la direction du fonds, la banque dépositaire et leurs mandataires dès qu'ils ne remplissent plus ces conditions.
8. Les parts d'un investisseur doivent être reprises par rachat forcé au prix de rachat correspondant par la direction du fonds en collaboration avec la banque dépositaire lorsque:
 - a) cette mesure est nécessaire pour préserver la réputation de la place financière, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent;
 - b) l'investisseur ne remplit plus les conditions légales, réglementaires, contractuelles ou statutaires requises pour participer à un compartiment ou à une classe de parts.

Les certificats libellés en tant que titres au porteur devaient être présentés à la direction du fonds ou à ses mandataires jusqu'au 31 mars 2016, afin d'être échangés, sur le plan comptable, contre des parts identiques. Pour autant que des parts physiques au porteur existaient encore au 1^{er} avril 2016, un rachat a eu lieu automatiquement, conformément au § 5 chiffre 8, lettre a, et un montant en franc suisse équivalant à la contrevaletur du certificat a été consigné pour l'investisseur correspondant.

9. Par ailleurs, les parts d'un investisseur peuvent être reprises par rachat forcé au prix de rachat correspondant par la direction du fonds en collaboration avec la banque dépositaire lorsque:
 - a) la participation de l'investisseur au compartiment est susceptible d'affecter de manière importante les intérêts économiques des autres investisseurs, notamment lorsque la participation peut aboutir à des préjudices fiscaux pour le fonds et/ou un compartiment en Suisse ou à l'étranger;
 - b) les investisseurs ont acquis ou détiennent leurs parts en violation de dispositions d'une loi suisse ou étrangère, du présent contrat de fonds ou du prospectus les concernant;
 - c) les intérêts économiques des investisseurs sont affectés, notamment dans les cas où certains investisseurs tentent d'obtenir des avantages patrimoniaux par des souscriptions systématiques immédiatement suivies de rachats, en exploitant les différences de temps entre la fixation des cours de clôture et l'évaluation de la fortune du compartiment (Market Timing).

§ 6 Parts et classes de parts

1. La direction du fonds peut, pour chaque compartiment, avec l'accord de la banque dépositaire et l'approbation de l'autorité de surveillance, créer, supprimer ou regrouper à tout moment des classes de parts. Toutes les classes de parts donnent droit à participer à la fortune totale du compartiment, qui n'est pas segmentée. Cette participation peut différer en raison de charges, de distributions ou de revenus spécifiques à la classe de parts, et les différentes classes de parts d'un même compartiment peuvent ainsi présenter chacune une valeur nette d'inventaire différente par part. La fortune du compartiment dans son ensemble répond des coûts spécifiques à chaque classe de parts.
2. La création, la suppression et le regroupement de classes de parts sont publiés dans l'organe de publication. Seul le regroupement est considéré comme une modification du contrat de fonds au sens du § 27.
3. Les différentes classes de parts des compartiments peuvent, notamment, se distinguer en matière de structure des coûts, monnaies de référence, couverture du risque de change, distribution ou thésaurisation des revenus, montant minimal de placement ou cercle des investisseurs.
4. Les rémunérations et les frais ne sont imputés qu'aux classes de parts auxquelles une prestation déterminée a été fournie. Les rémunérations et les frais qui ne peuvent pas être imputés avec certitude à une classe de parts donnée sont répartis entre toutes les classes de parts proportionnellement à la part de chacune à la fortune du compartiment.

5. Le compartiment **BCV Responsible Swiss Franc Bonds** est subdivisé en quatre classes de parts:

- A, ouverte à tous les investisseurs.
- B, ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
 - iv) aux investisseurs qui sont des clients d'ETHOS SERVICES SA ou membre d'Ethos - Fondation suisse pour un développement durable, selon attestation écrite de ces dernières;
 - v) aux placements collectifs de capitaux.
- C, ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum.
- Z, ouverte aux investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise, agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts Z uniquement, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité.

Tous les **autres compartiments** sont subdivisés en plusieurs classes de parts, telles que décrites ci-après:

BCV Swiss Franc Credit Bonds	A, B, C, Z
BCV CHF Domestic Corporate Bonds	A, I, Z
BCV CHF Foreign Bonds	A, I, IT, Z
BCV International Bonds (CHF)	A, B, BT, C, Z
BCV Fiscal Strength Government Bonds	A, B, C, Z
BCV Total Return Bonds (CHF)	A, B, C, Z
BCV Swiss Equity	A, B, C, CP, Z
BCV Swiss Equity Dividend Select	A, B, C, Z
BCV Swiss Small & Mid Caps Equity	A, B, C, CP, Z, ZP
BCV Enhanced Europe Equity	A, B, BT, C, Z
BCV Enhanced US Equity	A, B, BT, C, Z
BCV Japac	(JPY) A, (JPY) B, (JPY) BT, (JPY) C, (JPY) Z (CHF) AH, (CHF) BH, (CHF) BTH, (CHF) CH, (CHF) ZH
BCV Systematic Premia Swiss Equity	A, B, C, Z
BCV Systematic Premia Europe Equity	A, B, BT, C, Z
BCV Systematic Premia US Equity	A, B, BT, C, Z
BCV Pension 10	(CHF) A, (CHF) AP, (CHF) B, (CHF) BP, (CHF) C, (CHF) CP

- A, ouverte à tous les investisseurs et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- (CHF) A, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte à tous les investisseurs et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- (CHF) AH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte à tous les investisseurs. Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) AH sont distribués annuellement.
- (JPY) A, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte à tous les investisseurs et dont les revenus nets sont distribués annuellement.
- (CHF) AP, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA). Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) AP sont réinvestis annuellement.
- B, ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c

LSFin, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;

iv) aux placements collectifs de capitaux.

Les revenus nets de la classe de parts B sont distribués annuellement.

- (CHF) B, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
 - iv) aux placements collectifs de capitaux.

Les revenus nets de la classe de parts (CHF) B sont distribués annuellement.

- (CHF) BH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
 - iv) aux placements collectifs de capitaux.

Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) BH sont distribués annuellement.

- BT, ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées. Les investisseurs doivent être domiciliés à l'étranger et les parts doivent être déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment.

Les revenus nets de la classe de parts BT sont réinvestis annuellement.

- (CHF) BTH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées. Les investisseurs doivent être domiciliés à l'étranger et les parts doivent être déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment.

Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) BTH sont réinvestis annuellement.

- (JPY) B, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte:
 - i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;
 - ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFin;
 - iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c

LSFin, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;

iv) aux placements collectifs de capitaux.

Les revenus nets de la classe de parts (JPY) B sont distribués annuellement.

- (JPY) BT, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte:

i) aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;

ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;

iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées. Les investisseurs doivent être domiciliés à l'étranger et les parts doivent être déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment.

Les revenus nets de la classe de parts (JPY) BT sont réinvestis annuellement.

- (CHF) BP, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA) qui investissent:

i) pour compte propre, sans lien avec un produit d'assurance, et qui souscrivent et maintiennent pour CHF 5 millions au minimum;

ii) dans le cadre d'un produit d'assurance et qui facturent à leurs assurés des frais pour l'administration de leur structure juridique.

Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) BP sont réinvestis annuellement.

- C, ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum et dont les revenus nets sont distribués annuellement.

- (CHF) C, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum et dont les revenus nets sont distribués annuellement.

- (CHF) CH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum dans le compartiment. Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) CH sont distribués annuellement.

- (JPY) C, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte aux investisseurs qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum et dont les revenus nets sont distribués annuellement.

- CP, ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA) qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum. Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts CP sont réinvestis annuellement.

- (CHF) CP, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA), qui investissent pour compte propre, sans lien avec un produit d'assurance, et qui souscrivent et maintiennent pour CHF 30 millions au minimum. Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) CP sont réinvestis annuellement.

- I, ouverte:

i) aux investisseurs qualifiés au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à g LSFIn;

- ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn;
- iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées;
- iv) aux placements collectifs de capitaux.

Les revenus de la classe de parts I sont distribués annuellement.

- IT, ouverte:

- i) aux investisseurs qualifiés au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à g LSFIn, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
- ii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune écrit conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, qui sont domiciliés à l'étranger et dont les parts sont déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment;
- iii) aux investisseurs dont les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat de conseil en placement écrit et rémunéré conclu avec un intermédiaire financier ou une entreprise d'assurance au sens de l'art. 4 al. 3 let. a à c LSFIn, prévoyant la proposition de placement dans des parts de placements collectifs de capitaux pour lesquelles des rétrocessions ne sont pas versées. Les investisseurs doivent être domiciliés à l'étranger et les parts doivent être déposées et maintenues directement en leur nom auprès de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment.

Les revenus nets de la classe de parts IT sont réinvestis annuellement.

- Z, ouverte aux investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise, agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts Z, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité. Les revenus nets de la classe de parts Z sont distribués annuellement.

- (CHF) ZH, dont la monnaie de référence est le franc suisse (CHF), ouverte aux investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts (CHF) ZH, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité. Le risque de change entre la monnaie de référence de la classe de parts et l'unité de compte du compartiment est couvert, sans toutefois garantir une couverture complète en permanence. Les revenus nets de la classe de parts (CHF) ZH sont distribués annuellement.

- (JPY) Z, dont la monnaie de référence est le yen japonais (JPY), ouverte aux investisseurs qualifiés, tels que définis par la LPCC, qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts (JPY) Z, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité. Les revenus nets de la classe de parts (JPY) Z sont distribués annuellement.

- ZP, ouverte aux investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (OIA), qui ont préalablement conclu un contrat écrit spécifique avec la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que gestionnaire de fortune du compartiment, en vue de régler la rémunération pour l'activité de gestion de fortune. Pour la classe de parts ZP, l'activité de gestion de fortune n'est donc pas comprise dans la commission de gestion forfaitaire prévue au § 20 chiffre 1 et sera facturée séparément conformément au contrat spécifique précité. Les investisseurs au sens de l'art. 38a al. 1 OIA sont les institutions exonérées de la prévoyance professionnelle, de la prévoyance liée, les institutions de libre passage, les assurances sociales, les caisses de compensation ainsi que les assureurs sur la vie soumis à la surveillance de la Confédération et les assureurs suisses sur la vie de droit public. Afin de permettre à la direction du fonds de remplir ses obligations découlant de l'art. 38a al. 1 OIA, les parts sont déposées et maintenues, directement au nom de l'investisseur ou indirectement au nom de sa banque dépositaire, auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, et les investisseurs renoncent au secret bancaire vis-à-vis de la direction du fonds, de la Banque Cantonale Vaudoise agissant en tant que banque dépositaire du compartiment et des autorités fiscales suisses. Les revenus nets de la classe de parts ZP sont réinvestis annuellement.

6. Pour l'admission aux classes de parts B, (CHF) B, (CHF) BH, BT, (CHF) BTH, (JPY) B, (JPY) BT, (CHF) BP, C, (CHF) C, (CHF) CH, (JPY) C, CP et (CHF) CP, les parts détenues dans d'autres fonds de la direction du fonds ou d'une filiale de la direction du fonds, et gérés ou conseillés par la Banque Cantonale Vaudoise, sont prises en considération pour le calcul des CHF 5 millions, respectivement des CHF 30 millions, si elles sont détenues:

- 1) par un seul et même investisseur, ou
- 2) par plusieurs investisseurs proches d'un point de vue juridique ou économique, pour autant qu'ils soient dotés chacun de la personnalité juridique et qu'ils ne soient pas des personnes physiques.

7. L'investisseur qui demande l'attribution, la conversion ou le maintien de ses parts dans les classes de parts B, (CHF) B, (CHF) BH, BT, (CHF) BTH, (JPY) B, (JPY) BT, (CHF) BP, C, (CHF) C, (CHF) CH, (JPY) C, CP, (CHF) CP, I, IT, Z, (CHF) Z, (JPY) Z ou ZP doit fournir tous les documents et informations nécessaires au respect des conditions d'admission de la classe de parts concernée.

8. Les parts et fractions de parts ne sont pas émises sous forme de titres, mais comptabilisées. L'investisseur n'est pas en droit d'exiger la remise d'un certificat nominatif ou au porteur. Le droit pour l'investisseur de requérir une attestation au sens de l'article 16 de la loi fédérale sur les titres intermédiés (LTI) est réservé.
9. La direction du fonds et la banque dépositaire doivent intimer aux investisseurs qui ne remplissent plus les conditions de détention d'une classe de parts la restitution de leurs parts dans les 30 jours civils au sens du § 17, de les transférer à une personne qui satisfait aux conditions citées ou de les échanger contre des parts d'une autre classe de parts du compartiment dont ils remplissent les conditions. Si l'investisseur ne donne pas suite à cette requête, la direction du fonds doit, en collaboration avec la banque dépositaire, effectuer un échange forcé dans une autre classe de parts du compartiment ou, si cela se révèle irréalisable, un rachat forcé au sens du § 5 chiffre 8 des parts concernées.

III. Directives régissant la politique de placement

A. Principes de placement

§ 7 Respect des directives de placement

1. Dans le choix des placements, la direction du fonds observe le principe de la répartition pondérée des risques, conformément aux limites exprimées en pourcent ci-après. Celles-ci s'appliquent à la fortune de chaque compartiment estimée à la valeur vénale et doivent être respectées en permanence. Les compartiments doivent respecter les limites de placement six mois après l'échéance du délai de souscription (lancement).
2. Lorsque les limites sont dépassées par suite de variations du marché, le volume des placements doit être réduit au taux admissible dans un délai raisonnable en tenant compte des intérêts des investisseurs. En cas de violation active des prescriptions de placement, notamment par des achats ou des ventes, le volume des placements doit être immédiatement réduit au taux admissible. Si les investisseurs ne sont pas indemnisés du dommage résultant d'une violation active des prescriptions de placement, celle-ci doit être immédiatement communiquée à la société d'audit et publiée dès que possible dans les organes de publication. La communication et la publication doivent comprendre une description concrète de la violation active des prescriptions de placement et du dommage qui en a résulté pour les investisseurs. Le rapport annuel doit rendre compte de toutes les violations actives des prescriptions de placement. Lorsque des limitations en relation avec des instruments financiers dérivés sont affectées par une modification du delta selon § 12 ci-après, l'état régulier doit être rétabli dans les trois jours ouvrables bancaires au plus tard en sauvegardant les intérêts des investisseurs.
3. Lors de la sélection des placements pour le compartiment BCV Pension 10 uniquement, la direction du fonds prend en compte les prescriptions de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et de ses ordonnances d'exécution applicables aux placements financiers des institutions de prévoyance. Il s'agit actuellement des articles 54 et suivants de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2). Les dispositions de la législation en matière de placements collectifs de capitaux et du présent contrat de fonds demeurent réservées.

§ 8 Politiques de placement des compartiments

1. La direction du fonds peut, dans le cadre de la politique de placement spécifique à chaque compartiment, investir la fortune de chaque compartiment dans les placements énumérés ci-après. Les risques liés à ces placements sont à mentionner dans le prospectus.
 - a) Valeurs mobilières, soit des papiers-valeurs émis en grand nombre, en droits non incorporés ayant la même fonction (droits-valeurs) qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, et qui incorporent un droit de participation ou de créance, ou le droit d'acquérir de tels papiers-valeurs ou droits-valeurs par souscription ou échange, comme les warrants.

Les placements en valeurs mobilières nouvellement émises ne sont autorisés que si leur admission à une bourse ou à un autre marché réglementé ouvert au public est prévue dans les conditions d'émission. Si cette admission n'a pas été obtenue un an après l'acquisition des titres, ceux-ci doivent être vendus dans le délai d'un mois ou être inclus dans la règle de limitation selon chiffre 1 lettre h.
 - b) Instruments financiers dérivés lorsque (i) leurs sous-jacents sont représentés par des valeurs mobilières selon lettre a, des instruments financiers dérivés selon lettre b, des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre d, des indices financiers, taux d'intérêt, cours de change, crédits ou devises, et lorsque (ii) leurs sous-jacents sont admis en tant que placement conformément au contrat de fonds. Les instruments financiers dérivés sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou OTC.

Les placements en instruments financiers dérivés OTC (opérations OTC) ne sont autorisés que (i) si la contrepartie est un intermédiaire financier spécialisé dans ce genre d'opérations et soumis à une surveillance, et (ii) si les instruments financiers dérivés OTC sont négociables chaque jour ou il est en tout temps possible d'en demander le rachat à l'émetteur. En outre, ils doivent pouvoir être évalués de manière fiable et compréhensible. On peut faire appel à des instruments financiers dérivés selon § 12.
 - c) Produits structurés lorsque (i) leurs sous-jacents sont représentés par des valeurs mobilières selon lettre a, des instruments financiers dérivés selon lettre b, des produits structurés selon lettre c, des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre d, des indices financiers, taux d'intérêt, cours de change, crédits ou devises, et lorsque (ii) leurs sous-jacents sont admis en tant que placement conformément au contrat de fonds. Les produits structurés sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou OTC.

Les placements en produits structurés OTC ne sont autorisés que (i) si la contrepartie est un intermédiaire financier spécialisé dans ce genre d'opérations et soumis à une surveillance, et (ii) si les produits structurés OTC sont négociables chaque jour ou il est en tout temps possible d'en demander le rachat à l'émetteur. En outre, ils doivent pouvoir être évalués de manière fiable et compréhensible.
 - d) Parts de placements collectifs de capitaux (fonds cibles) lorsque (a) leur documentation limite de leur côté les placements dans d'autres fonds cibles à 10% en tout pour tous les compartiments sauf BCV Pension 10, respectivement à 49% en tout pour le compartiment BCV Pension 10; (b) il existe pour ces fonds cibles - quant à leur

but, leur organisation, leur politique de placement, la protection des investisseurs, la répartition des risques, la garde séparée de la fortune du fonds, les emprunts, l'octroi de crédits, les ventes à découvert de papiers-valeurs et d'instruments du marché monétaire, l'émission et le rachat de parts ainsi que le contenu des rapports annuels et semestriels - des dispositions comparables à celles d'un fonds en valeurs mobilières ou d'un autre fonds en placements traditionnels; (c) ces fonds cibles sont autorisés en tant que placement collectif dans le pays où ils ont leur siège et y sont soumis à une surveillance destinée à protéger les investisseurs comparable à celle exercée en Suisse et l'entraide administrative internationale est garantie.

Dans le cadre de la politique de placement spécifique au compartiment concerné et dans la limite autorisée par ladite politique de placement, la direction du fonds peut, en outre, investir la fortune du compartiment dans les parts de placements collectifs de capitaux suivants:

- Compartiments BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Equity, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity

Placements collectifs de capitaux fermés, dès lors qu'ils sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et qu'ils font partie de l'univers d'investissement du compartiment.

- Compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity

Real Estate Investment Trusts (REITs), dès lors qu'ils sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public et qu'ils font partie de l'univers d'investissement du compartiment.

- Compartiments BCV Swiss Equity et BCV Systematic Premia Swiss Equity

Placements collectifs de capitaux qui ne remplissent pas les conditions (b) et (c) ci-dessus et placements collectifs de capitaux fermés qui ne sont pas négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public.

- Compartiment BCV Pension 10

Placements collectifs de capitaux pouvant investir eux-mêmes plus de 49% de leur fortune dans d'autres placements collectifs de capitaux.

e) Parts de placements collectifs de capitaux immobiliers ouverts, respectivement fermés négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ainsi que participations à des sociétés immobilières négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, suisses ou étrangers.

f) Devises.

g) Avoirs en banque à vue ou à terme jusqu'à douze mois d'échéance auprès de banques qui ont leur siège en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne, ou dans un autre Etat si la banque est soumise dans son pays d'origine à une surveillance comparable à celle exercée en Suisse.

h) Autres placements que ceux mentionnés selon les lettres a à g, à hauteur maximum totale de 10% de la fortune de chaque compartiment. Ne sont pas autorisés (i) les placements directs en valeurs immobilières, les placements en métaux précieux, certificats sur métaux précieux, matières premières et titres sur matières premières ainsi que (ii) les véritables ventes à découvert de placements de tous types.

2. **Compartiment BCV Responsible Swiss Franc Bonds**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value à long terme. Avec le soutien d'ETHOS SERVICES SA, le compartiment poursuit un alignement à l'objectif de durabilité visant à privilégier les sociétés qui présentent une performance en matière de durabilité relativement bonne. Pour atteindre son objectif de durabilité, le compartiment combine les approches d'exclusion, de Best-in-Class (Ethos ESG Rating de B+ au moins) et d'intégration ESG. Des informations concernant les investissements durables figurent dans le prospectus.

a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en obligations et autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés en franc suisse, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier. Les obligations doivent être des obligations de qualité, à savoir des obligations qui, au moment de l'achat, bénéficient d'une notation minimale de BBB-, telle que définie selon la méthodologie de rating composite de la SIX ou, à défaut, présentent des critères de qualité équivalents. En cas de dégradation subséquente de la qualité d'une obligation, celle-ci sera vendue dans un délai raisonnable en tenant compte des intérêts des investisseurs.

b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en avoirs en banque à vue ou à terme.

c) La direction du fonds peut recourir à des instruments financiers dérivés dont les sous-jacents sont représentés par des obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier ou par des indices sur ces placements.

d) La direction du fonds investit au minimum 80% de la fortune du compartiment dans des placements pouvant être considérés, compte tenu des informations disponibles, comme durables.

Au maximum 20% de la fortune du compartiment peuvent être investis dans des placements ne pouvant pas être considérés comme durables. Sont compris dans cette limite uniquement les avoirs en banque à vue ou à terme, car ils ne sont pas couverts par des analyses de durabilité. Ces placements servent à la gestion de la liquidité.

e) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter la limite de placement ci-après, qui se réfère à la fortune du compartiment:

- instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

3. **Compartiment BCV Swiss Franc Credit Bonds**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value à long terme. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit la fortune du compartiment en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier, de haute qualité ou spéculatifs («High Yield»);
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus;
 - ad) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - ae) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) La direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des obligations et autres titres ou droits de créance libellés en franc suisse. L'investissement intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- c) La direction du fonds peut investir au maximum 10% de la fortune du compartiment en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier.
- d) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield») ainsi que parts de placements collectifs de capitaux fermés selon § 8 chiffre 1, lettre d, alinéa 2: au maximum 30%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

4. **Compartiment BCV CHF Domestic Corporate Bonds**

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés en franc suisse, de débiteurs privés ayant leur siège en Suisse;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus. Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
 - ba) titres et droits de créance ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre ba) ci-dessus;
 - bc) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre ba) ci-dessus;
 - bd) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - be) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 20% d'exposition.

5. **Compartiment BCV CHF Foreign Bonds**

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés en franc suisse, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier à l'exception de la Suisse;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.

Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.

- b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
 - ba) titres et droits de créance ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) parts de placements collectifs de capitaux, qui selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre ba) ci-dessus;
 - bc) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre ba) ci-dessus;
 - bd) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - be) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 20% d'exposition.

6. **Compartiment BCV International Bonds (CHF)**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value à long terme. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
 - ba) instruments financiers dérivés sur devises;
 - bb) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bc) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) La direction du fonds peut investir au maximum 10% de la fortune du compartiment en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier.
- d) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield») ainsi que parts de placements collectifs de capitaux fermés selon § 8 chiffre 1, lettre d, alinéa 2: au maximum 30%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
- instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

7. **Compartiment BCV Fiscal Strength Government Bonds**

- a) La direction du fonds investit la fortune du compartiment en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier, de haute qualité ou spéculatifs («High Yield»);
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés sur devises;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) La direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des obligations et autres titres ou droits de créance de débiteurs gouvernementaux. L'investissement intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.

- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance de débiteurs privés: au maximum 5%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield»): au maximum 10%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

8. **Compartiment BCV Total Return Bonds (CHF)**

L'objectif du compartiment est de générer des rendements faiblement corrélés avec les cycles des taux d'intérêts et du crédit en vue d'obtenir une croissance durable du capital. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit la fortune du compartiment en:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier, de haute qualité ou spéculatifs («High Yield»);
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés sur devises;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) La direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des obligations et autres titres ou droits de créance. L'investissement intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés. Selon les conditions du marché, l'exposition peut varier fortement entre titres de droit public et titres de droit privé, titres de haute qualité et titres spéculatifs («High Yield»), pays, devises ou secteurs et maturité.
- c) La direction du fonds peut investir au maximum 10% de la fortune du compartiment en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier.
- d) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 25%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield») ainsi que parts de placements collectifs de capitaux fermés selon § 8 chiffre 1, lettre d, alinéa 2: au maximum 30%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

9. **Compartiment BCV Swiss Equity**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value à long terme. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en:
 - aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège en Suisse ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus. Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
 - ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - bc) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres ba) et bb) ci-dessus;

- bd) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - be) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bf) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 20% d'exposition.

10. **Compartiment BCV Swiss Equity Dividend Select**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une croissance à long terme et des revenus réguliers sous la forme de dividendes. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège en Suisse ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique.
- b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
 - ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre a) ci-dessus;
 - bb) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bc) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) La direction du fonds investit majoritairement la fortune du compartiment dans des titres de sociétés pouvant être qualifiées de grande et de moyenne capitalisation.
- d) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter la limite de placement ci-après, qui se réfère à la fortune du compartiment:
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%.

11. **Compartiment BCV Swiss Small & Mid Caps Equity**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value à long terme. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en:
 - aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège en Suisse ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique et qui font partie de l'indice mentionné dans le prospectus;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.

Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
 - ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - bc) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - bd) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - be) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%.

12. **Compartiment BCV Enhanced Europe Equity**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value à long terme. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le

compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en:
- aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège en Europe géographique ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
- ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - bc) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - bd) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - be) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bf) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

13. **Compartiment BCV Enhanced US Equity**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value à long terme. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en:
- aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège aux Etats-Unis ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique;
 - ab) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - ac) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.
- Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- b) La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
- ba) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - bb) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - bc) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - bd) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres ba) et bb) ci-dessus;
 - be) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - bf) avoirs en banque à vue ou à terme.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;

- instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

14. **Compartiment BCV Japac**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value à long terme. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- La direction du fonds investit au moins deux tiers de la fortune du compartiment en:
 - titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ayant leur siège au Japon ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique;
 - parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre aa) ci-dessus;
 - instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre aa) ci-dessus.

Concernant les investissements dans des parts de placements collectifs de capitaux selon lettre ab) ci-dessus, la direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont investis, sur base consolidée, dans des placements selon lettre aa) ci-dessus.
- La direction du fonds peut, en outre, investir au maximum un tiers de la fortune du compartiment en:
 - titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés ne satisfaisant pas aux exigences selon lettre aa) ci-dessus;
 - parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettre ba) ci-dessus;
 - instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettre ba) ci-dessus;
 - parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - avoirs en banque à vue ou à terme.
- La direction du fonds peut investir au maximum 10% de la fortune du compartiment en obligations et autres titres ou droits de créance (y compris obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option). Les obligations et autres titres ou droits de créance sont détenus de manière temporaire dans le portefeuille suite à une opération sur titres (Corporate Actions).
- Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 20% d'exposition.

15. **Compartiment BCV Systematic Premia Swiss Equity**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value relative à long terme par rapport à son indice de référence, moyennant une bonne diversification et une gestion des risques disciplinée. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- La direction du fonds investit la fortune du compartiment en:
 - titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier;
 - obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - avoirs en banque à vue ou à terme.
- La direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont exposés, sur base consolidée, à des titres de participation et des droits-valeurs de sociétés ayant leur siège en Suisse ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique. L'exposition intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

16. **Compartiment BCV Systematic Premia Europe Equity**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value relative à long terme par une bonne diversification et une gestion des risques disciplinée. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en

prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit la fortune du compartiment en:
 - aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier;
 - ab) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - ac) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) La direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont exposés, sur base consolidée, à des titres de participation et des droits-valeurs de sociétés ayant leur siège en Europe géographique ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique. L'exposition intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

17. **Compartiment BCV Systematic Premia US Equity**

L'objectif du compartiment est d'obtenir une plus-value relative à long terme par une bonne diversification et une gestion des risques disciplinée. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) La direction du fonds investit la fortune du compartiment en:
 - aa) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés) de sociétés du monde entier;
 - ab) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés dans toutes monnaies, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;
 - ac) parts de placements collectifs de capitaux qui, selon leur documentation, investissent dans des placements selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ad) instruments financiers dérivés (y compris les warrants) sur les placements ou indices selon lettres aa) et ab) ci-dessus;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire;
 - af) avoirs en banque à vue ou à terme.
- b) La direction du fonds s'assure que deux tiers au moins de la fortune du compartiment sont exposés, sur base consolidée, à des titres de participation et des droits-valeurs de sociétés ayant leur siège aux Etats-Unis ou y exerçant une partie prépondérante de leur activité économique. L'exposition intervient soit par des placements directs, soit indirectement au travers de parts de placements collectifs de capitaux et/ou d'instruments financiers dérivés.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
 - avoirs en banque à vue: au maximum 20%;
 - parts de placements collectifs de capitaux: en tout et au plus 10%;
 - instruments financiers dérivés à des fins d'investissement: au maximum 100% d'exposition.

18. **Compartiment BCV Pension 10**

L'objectif du compartiment est d'obtenir des revenus réguliers et des gains en capital modérés à terme. Les décisions d'investissement sont guidées par des objectifs et des critères financiers, tout en prenant également en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de réduire les risques ESG dans un but financier, sans poursuivre d'objectif de durabilité. Le compartiment n'est donc pas géré de manière durable. Des informations concernant l'analyse extrafinancière figurent dans le prospectus.

- a) Sont admis en tant que placement de ce compartiment:
 - aa) obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance à revenu fixe ou variable, libellés en franc suisse, de débiteurs privés ou de droit public du monde entier;

- ab) titres de participation et droits-valeurs (actions, bons de jouissance, parts sociales, bons de participation et assimilés), libellés en franc suisse, de sociétés du monde entier;
 - ac) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent, selon leur documentation, dans des placements selon lettres aa) ou ab) ci-dessus libellés dans toutes monnaies. Ces placements collectifs de capitaux peuvent effectuer des placements dans d'autres monnaies que celle de leur unité de compte. Le risque de change en résultant est en principe couvert;
 - ad) parts de placements collectifs de capitaux mobiliers qui investissent de manière indirecte dans l'immobilier. Ces placements collectifs de capitaux peuvent effectuer des placements dans d'autres monnaies que celle de leur unité de compte. Le risque de change en résultant est en principe couvert;
 - ae) parts de placements collectifs de capitaux immobiliers ouverts, respectivement fermés négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ainsi que participations à des sociétés immobilières négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, suisses ou étrangers. Ces placements collectifs de capitaux peuvent effectuer des placements dans d'autres monnaies que celle de leur unité de compte, et ces sociétés immobilières peuvent détenir des actifs libellés dans diverses monnaies. Le risque de change en résultant est en principe couvert;
 - af) parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire libellés dans toutes monnaies. Ces placements collectifs de capitaux peuvent effectuer des placements dans d'autres monnaies que celle de leur unité de compte. Le risque de change en résultant est en principe couvert;
 - ag) avoirs en banque à vue ou à terme libellés en franc suisse auprès de banques qui ont leur siège en Suisse.
- b) La direction du fonds investit la fortune du compartiment à raison de:
- ba) jusqu'à 100% en obligations, obligations convertibles, notes convertibles, emprunts à option et notes ainsi qu'autres titres ou droits de créance, y compris via des parts de placements collectifs de capitaux;
 - bb) 25% au maximum en actions et autres titres ou droits de participation, y compris via des parts de placements collectifs de capitaux;
 - bc) 10% au maximum en parts de placements collectifs de capitaux mobiliers qui investissent de manière indirecte dans l'immobilier ainsi qu'en parts de placements collectifs de capitaux immobiliers et participations à des sociétés immobilières. Au minimum deux tiers de la part de la fortune du compartiment placée dans ces véhicules doivent être investis, sur base consolidée, dans des objets immobiliers sis en Suisse. Pour les parts de placements collectifs de capitaux immobiliers ouverts: 5% au maximum non négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public;
 - bd) 50% au maximum en parts de placements collectifs de capitaux qui investissent en instruments du marché monétaire et en avoirs en banque à vue ou à terme.
 - be) 10% au maximum en parts de placements collectifs de capitaux pouvant investir eux-mêmes plus de 49% de leur fortune dans d'autres placements collectifs de capitaux. Cette limite ne peut être utilisée que pour l'univers des placements suivants: immobilier selon lettre bc) ci-dessus.
- c) Par ailleurs, la direction du fonds doit respecter les limites de placement ci-après, qui se réfèrent à la fortune du compartiment:
- obligations convertibles, notes convertibles et emprunts à option: au maximum 10%;
 - obligations et autres titres ou droits de créance spéculatifs («High Yield»): au maximum 5%.
- d) La fortune du compartiment peut être investie totalement en parts de placements collectifs de capitaux. Le compartiment est ainsi construit sous forme de «fonds de fonds».

19. La direction du fonds garantit, pour chaque compartiment, que la liquidité est adaptée aux placements, à la politique de placement, à la répartition des risques, au cercle des investisseurs et à la fréquence de rachat des parts. Les détails du processus de gestion du risque de liquidité sont publiés dans le prospectus.
20. Sous réserve du § 20 chiffres 5 et 6, la société à laquelle la gestion a été déléguée peut acquérir des parts de placements collectifs de capitaux gérés directement ou indirectement par elle-même ou par une société à laquelle elle est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte (fonds cibles liés).

§ 9 Liquidités

La direction du fonds peut, pour chaque compartiment, détenir des liquidités adéquates dans l'unité de compte du compartiment concerné et dans toutes les monnaies dans lesquelles des placements sont permis. On entend par liquidités les avoirs en banque à vue ou à terme jusqu'à douze mois d'échéance.

B. Techniques et instruments de placement

§ 10 Prêt de valeurs mobilières (Securities Lending)

La direction du fonds ne pratique pas d'opérations de prêt de valeurs mobilières.

§ 11 Opérations de mise et prise en pension (Repo et Reverse Repo)

La direction du fonds n'effectue pas d'opérations de mise et prise en pension.

§ 12 Instruments financiers dérivés (Approches Commitment I et II)

1. La direction du fonds peut utiliser des instruments financiers dérivés (ci-après: dérivés). Elle veille à ce que l'utilisation de dérivés ne conduise pas, par son effet économique, y compris lors de circonstances de marché extraordinaires, à une divergence par rapport aux objectifs de placement, tels qu'ils ressortent du contrat de fonds, du prospectus et de la feuille d'information de base, ou à une modification des caractéristiques de placement des compartiments. De plus, les

sous-jacents des dérivés doivent être admis comme placements pour les compartiments correspondants selon le contrat de fonds.

Pour les compartiments BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV Swiss Equity, et BCV Japac, les dérivés servent principalement aux fins de couverture des placements et du risque de change. Ils ne servent que de manière accessoire à des fins de stratégie de placement.

Pour les compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF), les dérivés servent à des fins de stratégie de placement, soit pour modifier l'exposition en termes de risques de marché, de crédit, de durée, de taux ou de change, soit en répliquant des positions de manière synthétique. Ils servent également aux fins de couverture des placements et du risque de change.

Pour les compartiments BCV Swiss Equity Dividend Select et BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, les dérivés servent exclusivement aux fins de couverture des placements et du risque de change.

Pour les compartiments BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity, les dérivés servent à des fins de stratégie de placement, soit pour modifier l'exposition en termes de risque de marché, soit en répliquant des positions de manière synthétique. Ils ne servent que de manière accessoire aux fins de couverture des placements et du risque de change.

Pour le compartiment BCV Pension 10, l'utilisation de dérivés est autorisée pour couvrir le risque de change en rapport avec les fonds cibles. Demeure réservée la couverture des risques de marché, de taux et de crédit en rapport avec les fonds cibles, pour autant que ces risques soient clairement définissables et mesurables. Si le compartiment effectue également des placements directs, les dérivés servent exclusivement à des fins de couverture de ces placements.

2. L'approche Commitment I s'applique dans la mesure du risque pour les compartiments BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Japac et BCV Pension 10. En tenant compte de la couverture requise conformément à ce paragraphe, l'utilisation de dérivés n'exerce ni un effet de levier sur la fortune des compartiments, ni ne correspond à une vente à découvert.

L'approche Commitment II s'applique dans la mesure du risque pour les compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity. L'engagement total en dérivés ne doit pas être supérieur à 100% de la fortune nette du compartiment et l'engagement total du compartiment ne peut pas dépasser 200% de sa fortune nette. En tenant compte de la possibilité de prise temporaire de crédit à hauteur de 10% ou 25% au maximum de la fortune nette du compartiment selon § 13 chiffre 2, l'engagement total du compartiment peut s'élever jusqu'à 210% ou 225% de sa fortune nette, suivant le compartiment. Le calcul de l'engagement total s'effectue conformément à l'art. 35 OPC-FINMA.

A. Dispositions communes à tous les compartiments

3. La direction du fonds peut utiliser des dérivés standardisés ou non. Elle peut conclure des opérations sur dérivés qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, ou encore OTC (Over-the-Counter).
4. a) La direction du fonds ne peut conclure d'opérations OTC qu'avec des intermédiaires financiers soumis à une surveillance, spécialisés dans ce genre d'opérations et garantissant une exécution irréprochable des transactions. Si la contrepartie n'est pas la banque dépositaire, ladite contrepartie ou son garant doit présenter une haute solvabilité.
- b) Un dérivé OTC doit pouvoir être évalué quotidiennement de manière fiable et compréhensible et doit pouvoir être vendu, liquidé ou dénoué par une opération inverse en tout temps et à la valeur vénale.
- c) Si aucun prix de marché n'est disponible pour un dérivé OTC, son prix, déterminé au moyen d'un modèle d'évaluation approprié et reconnu par la pratique, sur la base de la valeur vénale des sous-jacents desquels le dérivé découle, doit être compréhensible à tout moment. Avant la conclusion d'un contrat sur un tel dérivé, des offres concrètes doivent en principe être obtenues au moins auprès de deux contreparties. En principe, le contrat doit être conclu avec la contrepartie ayant soumis l'offre la plus avantageuse du point de vue du prix. Des dérogations à ce principe sont autorisées pour des raisons de répartition des risques ou si d'autres aspects du contrat, tels que la solvabilité ou l'offre de services de la contrepartie, font apparaître une autre offre dans son ensemble plus avantageuse pour les investisseurs. En outre, il peut être renoncé exceptionnellement à l'obtention d'offres d'au moins deux contreparties potentielles si cela sert mieux l'intérêt des investisseurs. Les motifs de ce renoncement ainsi que la conclusion du contrat et la détermination du prix doivent être documentés de manière compréhensible.
- d) La direction du fonds et ses mandataires ne peuvent accepter dans le cadre d'une opération OTC que des sûretés remplissant les exigences de l'art. 51 OPC-FINMA. L'émetteur des sûretés doit présenter une haute solvabilité et les sûretés ne peuvent pas être émises par la contrepartie ou par une société faisant partie du groupe de la contrepartie ou dépendant de ce groupe. Les sûretés doivent être très liquides, traitées à un prix transparent sur une bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, et être évaluées au moins chaque jour de bourse. La direction du fonds et ses mandataires doivent remplir les obligations et les exigences de l'art. 52 OPC-FINMA pour la gestion des sûretés. Ils sont en particulier tenus de diversifier les sûretés de manière appropriée au niveau des pays, des marchés et des émetteurs, une diversification des émetteurs étant considérée comme appropriée lorsque les sûretés détenues par un seul émetteur ne dépassent pas 20% de la valeur nette d'inventaire. Demeurent réservées les exceptions relatives aux placements émis ou garantis par des institutions de droit public au sens de l'art. 83 OPCC. Par ailleurs, la direction du fonds et ses mandataires doivent pouvoir obtenir en tout temps, sans l'intervention ni l'accord de la contrepartie, le pouvoir et la capacité de disposition sur les sûretés reçues en cas de défaillance de la contrepartie. Les sûretés reçues doivent être gardées auprès de la banque dépositaire. Les sûretés reçues peuvent être gardées par un tiers dépositaire soumis à surveillance à la demande de la direction du fonds, si la propriété des sûretés n'est pas transférée et si le tiers dépositaire est indépendant de la contrepartie.

5. Lors du respect des restrictions de placement légales et contractuelles (limites maximales et minimales), les dérivés doivent être pris en compte conformément à la législation sur les placements collectifs de capitaux.
6. Le prospectus contient d'autres indications sur:
 - l'importance des dérivés dans le cadre de la stratégie de placement;
 - l'effet de l'utilisation de dérivés exercé sur le profil de risque des compartiments;
 - les risques de contrepartie des dérivés;
 - la volatilité accrue résultant de l'utilisation de dérivés et l'engagement total accru (effet de levier);
 - les dérivés sur crédit;
 - la stratégie en matière de sûretés.
- B. Compartiments BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Japac et BCV Pension 10 (Approche Commitment I)**
7. Seuls des dérivés au sens strict peuvent être utilisés, à savoir:
 - a) les options call et put, dont la valeur à l'échéance dépend linéairement de la différence positive ou négative entre la valeur vénale du sous-jacent et le prix d'exercice et qui est égale à zéro lorsque la différence est de signe opposé;
 - b) les credit default swaps (CDS);
 - c) les swaps, dont les paiements dépendent linéairement et de manière «non path dependent» de la valeur du sous-jacent ou d'un montant absolu;
 - d) les contrats à terme (futures ou forwards), dont la valeur dépend linéairement de la valeur du sous-jacent.
8. Dans son effet économique, l'utilisation de dérivés correspond soit à une vente (dérivé diminuant l'engagement), soit à un achat (dérivé augmentant l'engagement) d'un sous-jacent.
9.
 - a) Les dérivés réduisant l'engagement doivent être couverts en permanence par les sous-jacents correspondants sous réserve des lettres b et d.
 - b) Une couverture par d'autres placements est admise si le dérivé réduisant l'engagement se rapporte à un indice qui est:
 - calculé par un service externe et indépendant;
 - représentatif des placements servant de couverture;
 - en corrélation adéquate avec ces placements.
 - c) La direction du fonds doit pouvoir disposer en tout temps et sans restriction des sous-jacents ou des placements.
 - d) Un dérivé réduisant l'engagement peut être pondéré avec le «delta» lors du calcul des sous-jacents correspondants.
10. Pour les dérivés augmentant l'engagement, l'équivalent de sous-jacents doit être couvert en permanence par des moyens proches des liquidités au sens de l'art. 34 al. 5 OPC-FINMA. L'équivalent de sous-jacents est calculé conformément à l'Annexe 1 de l'OPC-FINMA pour les futures, options, swaps et forwards.
11. La direction du fonds doit tenir compte des règles suivantes dans la compensation des positions en dérivés:
 - a) Les positions opposées en dérivés du même sous-jacent ainsi que les positions opposées en dérivés et en placements du même sous-jacent peuvent être compensées, nonobstant la compensation des dérivés (netting), si l'opération sur dérivé a été conclue aux seules fins de couverture pour éliminer les risques en lien avec les dérivés ou les placements acquis, si des risques importants ne sont pas négligés, et si le montant imputable des dérivés est calculé selon l'art. 35 OPC-FINMA.
 - b) Lorsque, dans des opérations de couverture, les dérivés ne se rapportent pas au même sous-jacent que l'actif à couvrir, les conditions suivantes doivent être remplies, en plus de l'exigence mentionnée sous lettre a, pour la compensation (hedging): les opérations sur dérivés ne doivent pas reposer sur une stratégie de placement servant à réaliser un gain, le dérivé doit entraîner une réduction vérifiable du risque, les risques du dérivé doivent être compensés, les dérivés, sous-jacents ou éléments de la fortune à compenser doivent se rapporter à la même catégorie d'instruments financiers et la stratégie de couverture doit être efficace même dans des conditions de marché exceptionnelles.
 - c) Les dérivés qui sont utilisés aux seules fins de couverture des risques de change et qui n'entraînent pas d'effet de levier ni n'impliquent des risques de marché supplémentaires peuvent être compensés sans devoir respecter les exigences mentionnées sous lettre b lors du calcul de l'engagement total résultant des dérivés.
 - d) Les opérations de couverture effectuées au travers de dérivés sur taux d'intérêt sont autorisées. Les emprunts convertibles ne doivent pas être pris en compte dans le calcul de l'engagement résultant des dérivés.
- C. Compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity (Approche Commitment II)**
12. La direction du fonds peut notamment utiliser des dérivés au sens strict, tels que des options call et put, dont la valeur à l'échéance dépend linéairement de la différence positive ou négative entre la valeur vénale du sous-jacent et le prix d'exercice et qui est égale à zéro lorsque la différence est de signe opposé, des credit default swaps (CDS), des swaps, dont les paiements dépendent linéairement et de manière «non path dependent» de la valeur du sous-jacent ou d'un montant absolu, ainsi que des contrats à terme (futures ou forwards), dont la valeur dépend linéairement de la valeur du sous-jacent. En outre, elle peut également utiliser des combinaisons de dérivés au sens strict ainsi que des dérivés dont l'effet économique n'est comparable ni à un dérivé au sens strict ni à une combinaison de dérivés au sens strict (dérivés exotiques).

13. a) Les positions opposées en dérivés du même sous-jacent ainsi que les positions opposées en dérivés et en placements du même sous-jacent peuvent être compensées, nonobstant la compensation des dérivés (netting), si l'opération sur dérivé a été conclue aux seules fins de couverture pour éliminer les risques en lien avec les dérivés ou les placements acquis, si des risques importants ne sont pas négligés, et si le montant imputable des dérivés est calculé selon l'art. 35 OPC-FINMA.
- b) Lorsque, dans des opérations de couverture, les dérivés ne se rapportent pas au même sous-jacent que l'actif à couvrir, les conditions suivantes doivent être remplies, en plus de l'exigence mentionnée sous lettre a, pour la compensation (hedging): les opérations sur dérivés ne doivent pas reposer sur une stratégie de placement servant à réaliser un gain, le dérivé doit entraîner une réduction vérifiable du risque, les risques du dérivé doivent être compensés, les dérivés, sous-jacents ou éléments de la fortune à compenser doivent se rapporter à la même catégorie d'instruments financiers et la stratégie de couverture doit être efficace même dans des conditions de marché exceptionnelles.
- c) En cas de recours prépondérant à des dérivés de taux d'intérêt, le montant imputable à l'engagement total résultant des dérivés peut être calculé à l'aide des règles internationales de compensation en duration reconnues pour autant que lesdites règles mènent à un calcul correct du profil de risque du compartiment, que les principaux risques sont pris en compte, que l'application de ces règles n'entraîne pas un effet de levier injustifié, qu'aucune stratégie d'arbitrage de taux d'intérêt n'est poursuivie et que l'effet de levier du compartiment n'est pas renforcé par l'application de ces règles ni par des investissements en positions à court terme.
- d) Les dérivés qui sont utilisés aux seules fins de couverture des risques de change et qui n'entraînent pas d'effet de levier ni n'impliquent des risques de marché supplémentaires peuvent être compensés sans devoir respecter les exigences mentionnées sous lettre b lors du calcul de l'engagement total résultant des dérivés.
- e) Les engagements de paiement résultant de dérivés doivent être couverts en permanence par des moyens proches des liquidités, des titres de créance, des droits-valeurs ou des actions négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, conformément à la législation sur les placements collectifs de capitaux.
- f) Lorsque la direction du fonds contracte, par un dérivé, un engagement de livraison physique d'un sous-jacent, le dérivé doit être couvert par les sous-jacents correspondants, ou par d'autres placements si les placements et les sous-jacents sont hautement liquides et peuvent être achetés ou vendus en tout temps si une livraison est exigée. La direction du fonds doit pouvoir disposer en tout temps et sans restriction de ces sous-jacents ou placements.

§ 13 Emprunts et octroi de crédits

1. La direction du fonds n'est pas autorisée à octroyer des crédits pour le compte des compartiments.
2. La direction du fonds peut recourir temporairement à des emprunts jusqu'à concurrence de 10% de la fortune nette pour les compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Europe Equity, BCV Systematic Premia US Equity et BCV Pension 10, respectivement 25% de la fortune nette pour le compartiment BCV Systematic Premia Swiss Equity.

§ 14 Mise en gage de la fortune des compartiments

1. La direction du fonds ne peut pas grever, par mise en gage ou en garantie:
 - plus de 25% de la fortune nette des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac et BCV Pension 10;
 - plus de 60% de la fortune nette des compartiments BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.
2. Il n'est pas permis de grever la fortune des compartiments par l'octroi de cautions.
3. Un dérivé sur crédit augmentant l'engagement ne vaut pas caution au sens de ce paragraphe.

C. Restrictions de placement

§ 15 Répartition des risques

1. Doivent être intégrés dans les dispositions ci-après sur la répartition des risques:
 - a) les placements selon § 8, à l'exception des instruments financiers dérivés basés sur des indices, pour autant que l'indice soit suffisamment diversifié, qu'il soit représentatif du marché auquel il se réfère et publié de manière adéquate;
 - b) les liquidités selon § 9;
 - c) les créances envers des contreparties résultant d'opérations OTC.

Les prescriptions en matière de répartition des risques valent pour chaque compartiment en particulier.
2. Les sociétés qui forment un groupe sur la base de prescriptions internationales en matière d'établissement des comptes doivent être considérées comme un seul émetteur.
3. La direction du fonds peut, y compris les instruments financiers dérivés et les produits structurés, placer au maximum 10% de la fortune des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Japac et BCV Systematic Premia Europe Equity dans des valeurs mobilières d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières des émetteurs auprès

desquels plus de 5% de la fortune d'un compartiment ont été placés ne peut pas dépasser 40% de la fortune de ce compartiment. Les dispositions des chiffres 4 et 5 demeurent réservées.

La direction du fonds peut, y compris les instruments financiers dérivés et les produits structurés, placer en principe au maximum 20% de la fortune des compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select et BCV Systematic Premia Swiss Equity dans des valeurs mobilières d'un même émetteur. La direction du fonds est autorisée à refléter dans ces compartiments la structure de l'indice SPI® et la limite de 20% est relevée à 25% pour trois émetteurs de titres de l'indice parmi les 5 plus grandes capitalisations. En outre, un seul émetteur de titres de l'indice parmi les 5 plus grandes capitalisations est autorisé à dépasser la limite de 25% précitée, avec une surpondération maximale de 5% par rapport à son poids dans l'indice et à concurrence de 33% au maximum. La valeur totale des valeurs mobilières des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune d'un compartiment ont été placés ne peut pas dépasser 75% de la fortune de ce compartiment. De plus, la fortune de chaque compartiment doit être placée dans les titres de dix émetteurs distincts au minimum. Les dispositions des chiffres 4 et 5 demeurent réservées.

La direction du fonds peut, y compris les instruments financiers dérivés et les produits structurés, placer au maximum 20% de la fortune des compartiments BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Enhanced US Equity et BCV Systematic Premia US Equity dans des valeurs mobilières d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune d'un compartiment ont été placés ne peut pas dépasser 60% de la fortune de ce compartiment. Les dispositions des chiffres 4 et 5 demeurent réservées.

La direction du fonds peut, y compris les instruments financiers dérivés et les produits structurés, placer au maximum 10% de la fortune du compartiment BCV Pension 10 dans des titres ou droits de créance d'un même émetteur et au maximum 5% dans des titres ou droits de participation d'un même émetteur. La valeur totale des valeurs mobilières des émetteurs auprès desquels plus de 10% de la fortune du compartiment ont été placés ne peut pas dépasser 60% de la fortune de ce compartiment. Les dispositions des chiffres 4 et 5 demeurent réservées.

4. La direction du fonds peut investir au maximum 20% de la fortune d'un compartiment, respectivement au maximum 10% de la fortune du compartiment BCV Pension 10, dans des avoirs à vue ou à terme auprès d'une même banque. On prendra en considération dans cette limite aussi bien les liquidités selon § 9 que les placements dans des avoirs auprès des banques selon § 8.

5. La direction du fonds peut investir au maximum 5% de la fortune d'un compartiment dans des opérations OTC auprès d'une même contrepartie. Si la contrepartie est une banque dont le siège est en Suisse ou dans un Etat membre de l'Union européenne, ou dans un autre Etat dans lequel elle est soumise à une surveillance comparable à la surveillance suisse, cette limite est portée à 10% de la fortune du compartiment.

Si les créances résultant d'opérations OTC sont garanties par des sûretés sous la forme d'actifs liquides conformément aux art. 50 à 55 OPC-FINMA, ces créances ne sont pas prises en considération dans le calcul du risque de contrepartie.

6. Pour le compartiment BCV Pension 10 uniquement, les placements dans des titres ou droits de créance et les avoirs à vue ou à terme auprès d'un même émetteur ou débiteur visés aux chiffres 3 et 4 ci-dessus ne doivent pas dépasser 10% de la fortune du compartiment.

Les placements, les avoirs et les créances auprès d'un même émetteur ou débiteur visés aux chiffres 3 à 5 ci-dessus ne doivent pas dépasser 20% de la fortune d'un compartiment, respectivement 15% de la fortune du compartiment BCV Pension 10.

Dans tous les cas, les limites plus élevées selon chiffre 3 pour les compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select et BCV Systematic Premia Swiss Equity, ainsi que les limites plus élevées selon chiffres 12 et 13 ci-après, sont réservées.

7. Les placements selon le chiffre 3 ci-dessus du même groupe de sociétés ne doivent pas dépasser en tout 20% de la fortune d'un compartiment, sous réserve des limites plus élevées selon chiffre 3 pour les compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select et BCV Systematic Premia Swiss Equity, ainsi que des limites plus élevées selon chiffres 12 et 13 ci-après.

8. La direction du fonds peut placer au maximum 20% de la fortune d'un compartiment dans des parts d'un même fonds cible. Pour le compartiment BCV Pension 10 uniquement, cette limite est relevée à 30% pour les fonds cibles liés au sens du § 8 chiffre 20. Dans tous les cas, la fortune du compartiment doit être placée dans des parts de cinq fonds cibles au minimum.

9. La direction du fonds ne peut pas acquérir des droits de participation représentant plus de 10% au total des droits de vote ou lui permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.

10. La direction du fonds peut, pour la fortune d'un compartiment, acquérir au plus 10% de titres de participation sans droit de vote et d'obligations d'un même émetteur ainsi que 25% au maximum des parts d'un même placement collectif de capitaux. Pour le compartiment BCV Pension 10 uniquement, la limite de 25% précitée est relevée à 30% au maximum pour les fonds cibles liés au sens du § 8 chiffre 20. Ces limitations ne sont pas applicables si, au moment de l'acquisition, le montant brut des obligations ou des parts de placements collectifs de capitaux ne peut pas être calculé.

11. Les limitations prévues aux chiffres 9 et 10 ci-dessus ne s'appliquent pas aux valeurs mobilières émises ou garanties par un Etat de l'OCDE, une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou une institution internationale à caractère public dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie.

12. Pour le compartiment BCV Responsible Swiss Franc Bonds, la limite de 10% mentionnée sous chiffre 3 est relevée à 35% lorsque les valeurs mobilières sont émises ou garanties par une centrale suisse d'émission de lettres de gage, un Etat de l'OCDE, une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou une institution internationale à caractère public dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Les valeurs mobilières précitées n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 40% selon chiffre 3. Les limites individuelles des chiffres 3 et 5 ne peuvent toutefois pas être cumulées avec la limite précitée de 35%.

Pour les compartiments BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV

Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity, la limite de 10% ou 20%, suivant le compartiment, mentionnée sous chiffre 3 est relevée à 35% lorsque les valeurs mobilières sont émises ou garanties par un Etat de l'OCDE, une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou une institution internationale à caractère public dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Les valeurs mobilières précitées n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 40%, 60% ou 75%, suivant le compartiment, selon chiffre 3. Les limites individuelles des chiffres 3 et 5 ne peuvent toutefois pas être cumulées avec la limite précitée de 35%.

Pour le compartiment BCV Pension 10, la limite de 10% mentionnée sous chiffre 3 est relevée à 35% lorsque les titres ou droits de créance sont émis par la Confédération suisse ou une centrale suisse d'émission de lettres de gage. Les titres ou droits de créance précités n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 60% selon chiffre 3. Les limites individuelles des chiffres 3 et 5 ne peuvent toutefois pas être cumulées avec la limite précitée de 35%.

13. Pour les compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds et BCV Fiscal Strength Government Bonds, la limite de 10% ou 20%, suivant le compartiment, mentionnée sous chiffre 3 est relevée à 100% lorsque les valeurs mobilières sont émises ou garanties par un Etat de l'OCDE, une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou une institution internationale à caractère public dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie. Dans ce cas, le compartiment doit détenir des valeurs mobilières de six émissions différentes au minimum et 30% au maximum de la fortune du compartiment peuvent être placés dans des valeurs mobilières de la même émission. Les valeurs mobilières précitées n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 40% ou 60% suivant le compartiment selon chiffre 3. Les émetteurs ou garants autorisés sont tous les Etats membres de l'OCDE.

Pour le compartiment BCV Pension 10, la limite de 10% mentionnée sous chiffre 3 est relevée à 50% lorsque les titres ou droits de créance sont émis par une centrale suisse d'émission de lettres de gage, et à 100% lorsque les titres ou droits de créance sont émis par la Confédération suisse. Dans ces cas, le compartiment doit détenir des titres ou droits de créance de six émissions différentes au minimum et 30% au maximum de la fortune du compartiment peuvent être placés dans des titres ou droits de créance de la même émission. Les titres ou droits de créance précités n'entrent pas en considération dans l'application de la limite de 60% selon chiffre 3.

14. Les placements collectifs de capitaux dont les parts sont acquises sont soumis à leurs propres limites de placement selon leur documentation (prospectus, contrat de fonds, règlement, statuts, etc.). Dans tous les cas, les placements collectifs de capitaux doivent être sélectionnés de manière à pouvoir répondre aux demandes de remboursement des porteurs de parts.

IV. Calcul des valeurs nettes d'inventaire ainsi qu'émission et rachat des parts

§ 16 Calcul des valeurs nettes d'inventaire

1. La valeur nette d'inventaire de chaque compartiment et la quote-part des différentes classes de parts sont déterminées à la valeur vénale, dans l'unité de compte du compartiment concerné, à la fin de l'exercice comptable et chaque jour où des parts sont émises ou rachetées. Les jours où les bourses ou marchés des principaux pays de placement du compartiment concerné sont fermés (par exemple, jours bancaires et boursiers fériés), il n'est pas effectué de calcul des valeurs nettes d'inventaire.

La valeur nette d'inventaire de chaque compartiment et la quote-part des différentes classes de parts peuvent également être déterminées à des dates auxquelles des parts ne sont pas émises ou rachetées, à des fins de calculs et mesures de la performance ou de calculs de commissions exclusivement. Elles ne peuvent en aucun cas servir de base à des ordres de souscription ou de rachat de parts.

2. Les placements négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public doivent être évalués selon les cours actuels payés sur le marché principal. Les autres placements ou les placements pour lesquels aucun cours du jour n'est disponible doivent être évalués au prix qui pourrait en être obtenu s'ils étaient vendus avec soin au moment de l'évaluation. Pour déterminer la valeur vénale, la direction du fonds utilise dans ce cas des modèles et des principes d'évaluation appropriés et reconnus dans la pratique.
3. Les placements collectifs de capitaux sont évalués à leur prix de rachat ou à leur valeur nette d'inventaire. S'ils sont négociés régulièrement en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, la direction du fonds peut les évaluer selon le chiffre 2. Si une valeur nette d'inventaire n'est pas disponible ou disponible uniquement sur une base estimative, la direction du fonds évalue cette valeur au prix probable réalisable avec diligence au moment de l'évaluation en utilisant des modèles et des principes d'évaluation appropriés et reconnus dans la pratique (Fair Value). Elle peut se baser sur des données fournies par les dépositaires, administrateurs ou gestionnaires des fonds cibles.
4. La valeur des instruments du marché monétaire qui ne sont pas négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public est déterminée de la manière suivante: le prix d'évaluation des placements est adapté successivement au prix de rachat, en partant du prix net d'acquisition, avec maintien constant du rendement de placement calculé en résultant. En cas de changements notables des conditions du marché, la base d'évaluation des différents placements est adaptée au nouveau rendement du marché. En l'absence d'un prix de marché actuel, on se réfère généralement à l'évaluation d'instruments du marché monétaire présentant des caractéristiques identiques (qualité et siège de l'émetteur, monnaie d'émission, durée).
5. Les avoirs en banque sont évalués à hauteur du montant de la créance plus les intérêts courus. En cas de changements notables des conditions du marché ou de la solvabilité, la base d'évaluation des avoirs en banque à terme est adaptée aux nouvelles circonstances.
6. La valeur nette d'inventaire d'une part d'une classe d'un compartiment résulte de la quote-part de la valeur vénale de la fortune du compartiment attribuable à la classe en question, réduite d'éventuels engagements du compartiment attribuables à cette classe, divisée par le nombre de parts en circulation de cette même classe. La valeur nette d'inventaire est arrondie à deux décimales.

7. Les quotes-parts de la valeur vénale de la fortune nette du compartiment (fortune du compartiment moins les engagements) devant être attribuées aux différentes classes de parts sont définies la première fois lors de la première émission de plusieurs classes de parts (si celle-ci a lieu simultanément) ou lors de la première émission d'une nouvelle classe de parts, sur la base des montants revenant au compartiment concerné pour chaque classe de parts. La quote-part fait l'objet d'un nouveau calcul lors des événements suivants:
- lors de l'émission et du rachat de parts;
 - à la date de référence des distributions, dans la mesure où (i) de telles distributions ne concernent que certaines classes de parts (classes de distribution), ou (ii) les distributions aux différentes classes de parts diffèrent en pourcentage de leur valeur nette d'inventaire respective, ou (iii) des frais ou commissions différents sont imputés sur les distributions des différentes classes de part en pourcentage de chaque distribution;
 - lors du calcul de la valeur nette d'inventaire, dans le cadre de l'attribution des engagements (y compris les frais et commissions dus ou échus) aux différentes classes de parts, dans la mesure où les engagements des différentes classes de parts, exprimés en pourcentage de leur valeur nette d'inventaire respective, sont différents, notamment lorsque (i) des taux de commission différents sont appliqués aux différentes classes de parts ou lorsque (ii) des charges de frais propres à chaque classe de parts sont imputées;
 - lors du calcul de la valeur nette d'inventaire, dans le cadre de l'attribution des revenus ou des gains en capital aux différentes classes de parts, dans la mesure où les revenus ou les gains en capital résultent d'opérations qui n'ont été effectuées que dans l'intérêt d'une classe de parts ou dans l'intérêt de plusieurs classes de parts, mais pas proportionnellement à leur quote-part à la fortune nette du compartiment.

§ 17 Emission et rachat des parts

- Les demandes de souscription et de rachat des parts et fractions de parts sont réceptionnées le jour de passation de l'ordre jusqu'à un moment défini dans le prospectus. Le prix déterminant d'émission et de rachat des parts est déterminé au plus tôt le jour ouvrable bancaire suivant le jour de passation de l'ordre (jour d'évaluation; Forward Pricing). Le prospectus règle les détails.
- Les prix d'émission et de rachat des parts sont déterminés en fonction de la valeur nette d'inventaire par part selon le § 16, au jour de l'évaluation, en s'appuyant sur les cours de clôture du jour mentionné dans le prospectus. Les prix d'émission et de rachat des parts sont arrondis à deux décimales, respectivement à 1 JPY pour le compartiment BCV Japac.

Lors de l'émission des parts, une commission d'émission selon § 19 chiffre 1 peut être ajoutée au prix d'émission. Aucune commission de rachat n'est perçue.

Les frais accessoires pour l'achat et la vente des placements y compris les opérations de couverture (notamment courtages usuels du marché, commissions, frais de décompte et de traitement (clearing and settlement costs), frais bancaires, impôts et taxes), occasionnés au compartiment par le placement du montant versé ou par la vente de la part des placements correspondante aux parts dénoncées, sont imputés à la fortune du compartiment, sous réserve de la participation à la charge de l'investisseur, telle que décrite à l'alinéa suivant, sauf en cas d'émission et de rachat des parts en nature selon § 18.

Afin de couvrir en moyenne les frais accessoires susmentionnés, une participation, à la charge de l'investisseur, est ajoutée, respectivement déduite, de la valeur nette d'inventaire lors de l'émission et du rachat des parts des classes de parts des compartiments, sauf en cas d'émission et de rachat des parts en nature selon § 18. Cette participation ne s'applique pas au compartiment BCV Pension 10. Pour les autres compartiments, elle représente:

- 0.80% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors de l'émission des parts, respectivement 0.50% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors du rachat des parts, des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF);
- 0.30% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors de l'émission et du rachat des parts des compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Le taux appliqué lors de l'émission et du rachat des parts est calculé en fonction des conditions du marché et ne peut en aucun cas dépasser les taux maximums indiqués dans le prospectus.

- La direction du fonds peut suspendre à tout moment l'émission de parts et refuser des demandes de souscription ou de conversion de parts.
- Dans l'intérêt de l'ensemble des investisseurs, la direction du fonds peut suspendre le rachat des parts d'un compartiment, temporairement et exceptionnellement:
 - lorsqu'un marché, qui constitue la base de l'évaluation d'une partie importante de la fortune du compartiment concerné, est fermé ou lorsque le négoce sur un tel marché est limité ou suspendu;
 - lorsqu'un cas d'urgence de nature politique, économique, militaire, monétaire ou d'une autre nature se présente;
 - lorsqu'en raison de restrictions imposées au trafic des devises ou frappant d'autres transferts de valeurs patrimoniales, les activités du compartiment concerné sont paralysées;
 - lorsqu'un nombre élevé de parts d'un compartiment sont dénoncées et qu'en conséquence les intérêts des autres investisseurs peuvent être affectés de manière considérable.
- La direction du fonds communique immédiatement sa décision de suspension à la société d'audit, à l'autorité de surveillance et, de manière appropriée, aux investisseurs.
- Tant que le remboursement des parts d'un compartiment est différé pour les raisons énumérées sous chiffre 4 lettres a à c, il n'est pas effectué d'émission de parts de ce compartiment.

7. Dans des cas exceptionnels et dans l'intérêt de l'ensemble des investisseurs, la direction du fonds peut, avec l'approbation de la FINMA, ségréger certains placements illiquides d'un compartiment (Side Pockets). Certains actifs peuvent, par exemple, devenir difficiles voire impossibles à évaluer ou à négocier à la suite d'un événement imprévu lié à des facteurs externes (par exemple en cas de sanctions), et il est à prévoir que cette incertitude d'évaluation ou cette impossibilité de négociation perdure pour une durée indéterminée.

Les Side Pockets peuvent être constitués, en particulier, en lançant un nouveau compartiment ou en lançant une nouvelle classe de parts à une date future, sur décision de la direction du fonds, laquelle tient compte des intérêts de tous les investisseurs ainsi que des coûts attendus. Les parts du Side Pocket sont émises uniquement en faveur des investisseurs qui, à la date de sa création, étaient investis dans le compartiment. Les investisseurs conservent leurs droits dans le Side Pocket dans la même proportion que celle correspondant aux parts qu'ils détiennent dans la fortune nette du compartiment au moment de la ségrégation.

Le Side Pocket reste fermé après son lancement et ses parts ne peuvent pas être souscrites. En cas de restrictions de négociation (par exemple en cas de sanctions) affectant les actifs ségrégués, la négociation des parts du Side Pocket est exclue. La direction du fonds peut, à tout moment et à sa seule discrétion, tout en respectant les intérêts des investisseurs dans le Side Pocket, décider de sa liquidation complète, indépendamment du fait que les actifs peuvent être ou non évalués ou négociés. Lors de cette décision, la direction du fonds tient compte en particulier de la négociabilité et de la possibilité de négociation des actifs du Side Pocket, ainsi que de la possibilité de liquider le compartiment. L'objectif de la création du Side Pocket demeure toujours la réalisation des actifs et la liquidation du compartiment ou de la classe de parts servant de Side Pocket.

Les investisseurs dans le Side Pocket recevront un éventuel produit dès que les raisons de l'illiquidité des actifs auront disparu et que ceux-ci auront pu être vendus, pour autant qu'un produit résulte effectivement de cette vente après déduction des rémunérations et frais accessoires éventuels. Il n'existe aucune garantie pour les investisseurs que la vente des actifs du Side Pocket permette d'obtenir un produit net.

Après la constitution du Side Pocket, la politique de placement et les règles de répartition des risques du compartiment ne s'appliquent plus à cette classe de parts, car le Side Pocket ne contient que des placements illiquides. Lors de la constitution du Side Pocket en tant que compartiment, il doit être précisé dans la politique de placement que celui-ci ne contient que des placements illiquides, lesquels seront vendus dans la mesure du possible, et qu'aucune règle spécifique relative à la répartition des risques ou aux directives de placement n'est dès lors formulée.

La valeur nette d'inventaire des parts du Side Pocket est toujours calculée conformément au § 16. Tant que les actifs du Side Pocket ne peuvent pas être évalués ou n'ont pas de valeur, la direction du fonds procède, dans le cadre de l'évaluation de la valeur vénale, aux amortissements nécessaires (Impairment). Si les actifs concernés sont considérés comme n'ayant pas de valeur et que la direction du fonds les évalue en conséquence à zéro ("0"), aucune rémunération liée aux placements ne peut être imputée à la fortune du compartiment concerné. Dès que les actifs peuvent à nouveau être évalués ou négociés par le gestionnaire de fortune, la direction du fonds procède à l'évaluation conformément au contrat de fonds et calcule la valeur nette d'inventaire sur une base mensuelle. Les prescriptions de l'art. 106 al. 2 et 3 OPC-FINMA concernant la fréquence minimale de publication des prix doivent toujours être respectées.

Lors de l'émission des parts du Side Pocket, aucune rémunération ni aucun frais accessoire ne sont mis à la charge des investisseurs. La direction du fonds a droit au remboursement des rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune du compartiment concerné conformément au § 20, ainsi que des frais supplémentaires prévus à l'art. 37 OPCC, qui surviennent en lien avec la constitution et le maintien du Side Pocket. Après la constitution du Side Pocket, la direction du fonds publie dans les rapports annuels et semestriels les frais effectifs engagés dans le cadre des Side Pockets en vertu de l'art. 37 OPCC. Si les placements du Side Pocket peuvent être évalués, les rémunérations et frais accessoires correspondants sont imputés au Side Pocket lors du calcul de la valeur nette d'inventaire.

Après l'approbation par la FINMA, la direction du fonds communique sans délai aux investisseurs, par l'intermédiaire l'organe de publication, la décision de ségrégation des placements ainsi que les raisons de celle-ci. Elle les informe en particulier de la procédure, de la date de constitution du Side Pocket, des droits et des risques pour les investisseurs, de l'évaluation des placements ainsi que des éventuelles conséquences financières. La direction du fonds veille à ce que les investisseurs qui ne sont pas investis dans le Side Pocket ne supportent pas les frais liés à sa constitution et à son maintien.

La direction du fonds rend compte des placements ségrégués dans les rapports annuels et semestriels, en particulier de leur évolution. La direction du fonds vérifie régulièrement si les raisons ayant conduit à la ségrégation des placements subsistent et prend, le cas échéant, les mesures appropriées dans l'intérêt des investisseurs concernés.

§ 18 Emission et rachat des parts en nature

1. A la requête d'un investisseur, la direction du fonds peut accepter, en tout ou en partie, des souscriptions et des rachats en nature s'ils sont conformes au contrat de fonds, en particulier à la politique de placement du compartiment concerné, et si les intérêts des autres investisseurs ne sont pas compromis. La direction du fonds a tout pouvoir de décision concernant l'acceptation des apports et des rachats en nature. Les frais liés aux apports et aux rachats en nature sont à la charge de l'investisseur.
2. Pour chaque souscription et rachat en nature, la direction du fonds établit un rapport qui mentionne:
 - séparément, les investissements apportés ou repris en nature au compartiment concerné;
 - la valeur de ces investissements au jour de l'apport ou du rachat;
 - le nombre de parts souscrites ou rachetées;
 - les éventuels versements complémentaires en espèces lors de la transaction.
3. La banque dépositaire vérifie, lors de chaque souscription et rachat en nature, le respect des conditions de la souscription et du rachat, du devoir de loyauté, de même que l'évaluation des apports et rachats en nature. Elle annonce sans délai à la société d'audit toute réserve, irrégularité ou demande de rectification.
4. Les souscriptions et les rachats en nature sont mentionnés dans le rapport annuel du compartiment.

V. Rémunérations et frais

§ 19 Rémunérations et frais à la charge de l'investisseur

1. Lors de l'émission de parts, une commission d'émission peut être débitée à l'investisseur en faveur des promoteurs de vente en Suisse et à l'étranger, représentant:
 - 1.75% au maximum du prix d'émission pour les compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity, BCV Systematic Premia US Equity et BCV Pension 10;
 - 1.00% au maximum du prix d'émission pour les compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF).

Les taux maximums appliqués à ce jour figurent dans le prospectus.

2. Lors de l'émission et du rachat des parts des classes de parts des compartiments, sauf en cas d'émission et de rachat des parts en nature selon § 18, la direction du fonds perçoit, en outre, en faveur de la fortune du compartiment concerné, une participation aux frais accessoires, afin de couvrir en moyenne les frais accessoires occasionnés au compartiment par le placement du montant versé ou par la vente de la part des placements correspondante aux parts dénoncées (cf. § 17 chiffre 2). Cette participation ne s'applique pas au compartiment BCV Pro Pension 10. Pour les autres compartiments, elle représente:
 - 0.80% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors de l'émission des parts, respectivement 0.50% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors du rachat des parts, des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF);
 - 0.30% au maximum de la valeur nette d'inventaire lors de l'émission et du rachat des parts des compartiments BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity, BCV Enhanced US Equity, BCV Japac, BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Le taux appliqué lors de l'émission et du rachat des parts est calculé en fonction des conditions du marché et ne peut en aucun cas dépasser les taux maximums indiqués dans le prospectus.

3. Les frais liés aux apports et aux rachats en nature selon § 18 sont à la charge de l'investisseur.

§ 20 Rémunérations et frais à la charge de la fortune des compartiments

1. Pour la direction, la gestion de fortune (sauf pour les classes de parts Z, (CHF) ZH, (JPY) Z et ZP) et les activités de promotion de la vente des parts des compartiments (uniquement pour les classes de parts A, (CHF) A, (CHF) AH, (JPY) A et (CHF) AP) ainsi que pour couvrir toutes les tâches de la banque dépositaire, telles que la garde de la fortune des compartiments, le trafic des paiements, la distribution des revenus annuels et les autres tâches mentionnées au § 4, la direction du fonds prélève, sur la base de la fortune nette moyenne de chaque classe de parts, une commission forfaitaire annuelle (commission de gestion forfaitaire incluant les rétrocessions pour la promotion de la vente). Pour le compartiment BCV Responsible Swiss Franc Bonds, cette commission comprend la rémunération versée à ETHOS SERVICES SA en sa qualité de conseiller ESG. La commission précitée est provisionnée sur la fortune de la classe de parts au prorata temporis, lors de chaque calcul de la valeur nette d'inventaire, et débitée à la fin de chaque mois comptable pour tout le même mois écoulé.

Les commissions de gestion forfaitaires annuelles maximales sont de:

Classe de parts A

- 0.85% pour BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds et BCV International Bonds (CHF).
- 1.10% pour BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity.
- 1.30% pour BCV Swiss Equity et BCV Swiss Equity Dividend Select.
- 1.50% pour BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF) et BCV Swiss Small & Mid Caps Equity.
- 1.60% pour BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Classe de parts (CHF) A

- 1.50% pour BCV Pension 10.

Classe de parts (CHF) AH

- 1.90% pour BCV Japac.

Classe de parts (JPY) A

- 1.90% pour BCV Japac.

Classe de parts (CHF) AP

- 1.50% pour BCV Pension 10.

Classe de parts B*

- 0.65% pour BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Swiss Equity et BCV Swiss Equity Dividend Select.
- 0.75% pour BCV Swiss Small & Mid Caps Equity.
- 0.85% pour BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity.

- 1.20% pour BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF).
- 1.35% pour BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Classe de parts (CHF) B*

- 1.20% pour BCV Pension 10.

Classe de parts (CHF) BH*

- 1.65% pour BCV Japac.

Classe de parts BT*

- 0.65% pour BCV International Bonds (CHF).
- 0.85% pour BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity.
- 1.35% pour BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.

Classe de parts (CHF) BTH*

- 1.65% pour BCV Japac.

Classe de parts (JPY) B*

- 1.65% pour BCV Japac.

Classe de parts (JPY) BT*

- 1.65% pour BCV Japac.

Classe de parts (CHF) BP*

- 1.25% pour BCV Pension.

Classe de parts C*

- 0.50% pour BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Swiss Equity et BCV Swiss Equity Dividend Select.
- 0.60% pour BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity.
- 0.90% pour BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity.
- 1.00% pour BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF).

Classe de parts (CHF) C*

- 1.00% pour BCV Pension 10.

Classe de parts (CHF) CH*

- 1.20% pour BCV Japac.

Classe de parts (JPY) C*

- 1.20% pour BCV Japac.

Classe de parts CP*

- 0.50% pour BCV Swiss Equity.
- 0.60% pour BCV Swiss Small & Mid Caps Equity.

Classe de parts (CHF) CP*

- 1.00% pour BCV Pension 10.

Classe de parts I*

- 0.50% pour BCV CHF Domestic Corporate Bonds et BCV CHF Foreign Bonds.

Classe de parts IT*

- 0.50% pour BCV CHF Foreign Bonds.

Classes de parts Z, (CHF) Z**, (JPY) Z** et ZP****

- 0.25% pour tous les compartiments.

* Pour les classes de parts B, (CHF) B, (CHF) BH, BT, (CHF) BTH, (JPY) B, (JPY) BT, (CHF) BP, C, (CHF) C, (CHF) CH, (JPY) C, CP, (CHF) CP, I et IT, aucune rétrocession n'est versée pour indemniser les activités de promotion de la vente.

** Pour les classes de parts Z, (CHF) Z, (JPY) Z et ZP, l'activité de gestion de fortune est facturée séparément, conformément au contrat spécifique prévu au § 6 chiffre 5, et aucune rétrocession n'est versée pour indemniser les activités de promotion de la vente. La commission de gestion forfaitaire prélevée conformément au § 20 chiffre 1 et la commission payée conformément au contrat spécifique précité ne dépasseront pas, ensemble, 0.50% pour BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Swiss Equity et BCV Swiss Equity Dividend Select, 0.60% pour BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Enhanced Europe Equity et BCV Enhanced US Equity, 0.90% pour BCV Systematic Premia Swiss Equity, BCV Systematic Premia Europe Equity et BCV Systematic Premia US Equity, 1.00% pour BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV Fiscal Strength Government Bonds et BCV Total Return Bonds (CHF), 1.20% pour BCV Japac.

Les taux des commissions de gestion forfaitaires effectivement appliqués pour chaque classe de parts sont publiés dans les rapports annuels et semestriels.

2. Les rémunérations et frais suivants de la direction du fonds et de la banque dépositaire, qui peuvent être imputés en sus à la fortune du compartiment concerné, ne sont pas inclus dans la commission de gestion forfaitaire:
 - a) frais liés à l'achat et à la vente des placements y compris les opérations de couverture, notamment courtages usuels du marché, commissions, frais de décompte et de traitement (clearing and settlement costs), frais bancaires, impôts et taxes, ainsi que frais d'examen et de maintien des normes de qualité des placements physiques;
 - b) frais d'analyse et de recherche financières externes;
 - c) taxes perçues par l'autorité de surveillance pour la modification, la liquidation ou le regroupement du compartiment;
 - d) honoraires de la société d'audit pour les attestations délivrées en relation avec la modification, la liquidation ou le regroupement du compartiment;
 - e) honoraires de conseillers juridiques et fiscaux en relation avec la constitution, la modification, la liquidation ou le regroupement du compartiment, ainsi qu'avec la défense générale des intérêts du compartiment et de ses investisseurs;
 - f) frais occasionnés par l'éventuel enregistrement du compartiment auprès d'une autorité de surveillance étrangère, notamment les émoluments perçus par l'autorité de surveillance étrangère, les frais de traduction et les indemnités versées au représentant ou au service de paiement à l'étranger;
 - g) frais en relation avec l'exercice de droits de vote ou de droits de créancier par le compartiment, y compris les honoraires de conseillers externes;
 - h) frais et honoraires liés à des droits de propriété intellectuelle déposés au nom du compartiment ou pris en licence par ce dernier;
 - i) tous les frais occasionnés par des mesures extraordinaires prises par la direction du fonds, le gestionnaire de fortune ou la banque dépositaire pour défendre les intérêts des investisseurs;
 - j) frais d'enregistrement ou de renouvellement d'un identificateur d'entité juridique (Legal Entity Identifier) auprès d'un bureau d'enregistrement en Suisse ou à l'étranger;
 - k) frais et émoluments liés à la cotation du fonds;
 - l) frais et émoluments liés à l'achat et à l'utilisation de données et de licences de données, pour autant qu'ils puissent être imputés au compartiment et qu'ils ne constituent pas des frais de recherche;
 - m) frais et émoluments liés à l'utilisation de labels indépendants et à l'examen effectué par ceux-ci.
3. Les frais mentionnés sous chiffre 2 lettre a (à l'exception des frais d'examen et de maintien des normes de qualité des placements physiques) sont directement ajoutés à la valeur d'achat ou déduits de la valeur de vente.
4. La direction du fonds et ses mandataires peuvent payer des rétrocessions pour indemniser les activités de promotion de la vente des parts des compartiments conformément aux dispositions du prospectus. Ils n'accordent aucun rabais pour réduire les frais et coûts revenant aux investisseurs et imputés au compartiment concerné.
5. La commission de gestion des fonds cibles dans lesquels la fortune des compartiments est investie peut s'élever au maximum à 3%, en tenant compte d'éventuels rétrocessions et rabais. Le taux maximum de la commission de gestion des fonds cibles dans lesquels la fortune des compartiments est investie doit être indiqué dans le rapport annuel, en tenant compte d'éventuels rétrocessions et rabais.
6. Lorsque la société à laquelle la gestion a été déléguée acquiert des parts de placements collectifs de capitaux gérés directement ou indirectement par elle-même ou par une société à laquelle elle est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte (fonds cibles liés), aucune commission d'émission ou de rachat des fonds cibles liés ne peut être débitée au compartiment concerné.
7. Les rémunérations et les frais ne sont imputés qu'aux compartiments auxquels une prestation déterminée a été fournie. Les rémunérations et les frais qui ne peuvent pas être imputés avec certitude à un compartiment particulier sont répartis entre tous les compartiments proportionnellement à la part de chacun à la fortune du fonds.

VI. Reddition des comptes et audit

§ 21 Reddition des comptes

1. L'unité de compte des compartiments BCV Responsible Swiss Franc Bonds, BCV Swiss Franc Credit Bonds, BCV CHF Domestic Corporate Bonds, BCV CHF Foreign Bonds, BCV International Bonds (CHF), BCV Fiscal Strength Government Bonds, BCV Total Return Bonds (CHF), BCV Swiss Equity, BCV Swiss Equity Dividend Select, BCV Swiss Small & Mid Caps Equity, BCV Systematic Premia Swiss Equity et BCV Pension 10 est le franc suisse (CHF).
L'unité de compte des compartiments BCV Enhanced Europe Equity et BCV Systematic Premia Europe Equity est l'euro (EUR).
L'unité de compte des compartiments BCV Enhanced US Equity et BCV Systematic Premia US Equity est le dollar des Etats-Unis (USD).
L'unité de compte du compartiment BCV Japac est le yen (JPY).
2. L'exercice comptable de chaque compartiment s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de chaque année.
3. La direction du fonds publie un rapport annuel audité du fonds et/ou des compartiments dans un délai de quatre mois à compter de la fin de l'exercice comptable.
4. La direction du fonds publie un rapport semestriel du fonds et/ou des compartiments dans un délai de deux mois à compter de la fin du semestre de l'exercice comptable.
5. Le droit d'information de l'investisseur conformément au § 5 chiffre 5 demeure réservé.

§ 22 Audit

La société d'audit vérifie le respect par la direction du fonds et par la banque dépositaire des dispositions légales et contractuelles ainsi que des règles de l'Asset Management Association Switzerland AMAS qui leur sont éventuellement applicables. Un rapport succinct de la société d'audit sur les comptes annuels publiés paraît dans le rapport annuel.

VII. Utilisation du résultat

§ 23

1. Le bénéfice net des classes de parts A, (CHF) A, (CHF) AH, (JPY) A, B, (CHF) B, (CHF) BH, (JPY) B, C, (CHF) C, (CHF) CH, (JPY) C, I, Z, (CHF) ZH et (JPY) Z est distribué annuellement aux investisseurs par classe de parts, au plus tard dans les quatre mois après la clôture de l'exercice, dans l'unité de compte du compartiment ou dans la monnaie de référence de la classe de parts.
La direction du fonds peut effectuer en supplément des distributions intermédiaires des revenus.
2. Le bénéfice net des classes de parts (CHF) AP, BT, (CHF) BTH, (JPY) BT, (CHF) BP, CP, (CHF) CP IT et ZP est réinvesti annuellement dans la fortune de la classe de parts concernée, au plus tard dans les quatre mois après la clôture de l'exercice. La direction du fonds peut décider de procéder à des réinvestissements intermédiaires des revenus. Demeurent réservés d'éventuels impôts et taxes frappant le réinvestissement.
3. Jusqu'à 30% du bénéfice net des classes de parts A, (CHF) A, (CHF) AH, (JPY) A, B, (CHF) B, (CHF) BH, (JPY) B, C, (CHF) C, (CHF) CH, (JPY) C, I, Z, (CHF) ZH et (JPY) Z, y compris les bénéfices reportés d'exercices antérieurs, peuvent être reportés à nouveau.
4. Il peut être renoncé à une distribution, respectivement à un réinvestissement, et le bénéfice net reporté à nouveau aux conditions cumulatives suivantes:
 - le bénéfice net de l'exercice en cours, y compris les bénéfices reportés d'exercices antérieurs, s'élève à moins de 1% de la valeur nette d'inventaire de la classe de parts, et
 - le bénéfice net de l'exercice en cours, y compris les bénéfices reportés d'exercices antérieurs, s'élève à moins de CHF 1.00, EUR 1.00, USD 1.00 ou JPY 100 par part.
5. Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'objets et de droits peuvent être distribués par la direction du fonds ou être retenus pour être réinvestis.

VIII. Publications du fonds ombrelle et des compartiments

§ 24

1. L'organe de publication du fonds et des compartiments est le média imprimé ou électronique mentionné dans le prospectus. Le changement d'organe de publication doit être communiqué dans l'organe de publication.
2. Sont notamment publiés dans l'organe de publication le résumé des modifications principales du contrat de fonds, en indiquant les adresses auprès desquelles le texte intégral des modifications peut être obtenu gratuitement, le changement de direction du fonds et/ou de banque dépositaire, la création, la suppression ou le regroupement de classes de parts ainsi que la dissolution d'un compartiment. Les modifications exigées par la loi qui ne touchent pas aux droits des investisseurs ou sont de nature exclusivement formelle peuvent être soustraites de l'obligation de publication avec l'autorisation de l'autorité de surveillance.
3. La direction du fonds publie, pour chaque compartiment, les prix d'émission et de rachat des parts, ou la valeur nette d'inventaire avec la mention «commissions non comprises», de toutes les classes de parts à chaque émission ou rachat de parts dans les médias imprimés ou électroniques mentionnés dans le prospectus. Les prix doivent être publiés au moins deux fois par mois. Les semaines et les jours auxquels les publications sont effectuées sont indiqués dans le prospectus.
La direction du fonds peut également publier les valeurs nettes d'inventaire de toutes les classes de parts à des dates auxquelles des parts ne sont pas émises ou rachetées, à des fins de calculs et mesures de la performance ou de calculs de commissions exclusivement. Ces valeurs nettes d'inventaire ne peuvent en aucun cas servir de base à des ordres de souscription ou de rachat de parts.
4. Le prospectus avec contrat de fonds intégré, la feuille d'information de base ainsi que les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus gratuitement auprès de la direction du fonds, de la banque dépositaire et de tous les promoteurs de vente.

IX. Restructuration et dissolution

§ 25 Regroupement

1. Avec l'autorisation de la banque dépositaire, la direction du fonds peut regrouper certains compartiments avec d'autres compartiments ou d'autres fonds, en ce sens que les valeurs patrimoniales et les engagements du compartiment et/ou des fonds repris sont transférés au compartiment et/ou au fonds reprenneur à la date du regroupement. Les investisseurs du compartiment et/ou du fonds repris reçoivent des parts du compartiment et/ou du fonds reprenneur d'une valeur correspondante. A la date du regroupement, le compartiment et/ou le fonds repris est dissous sans liquidation et le contrat de fonds du compartiment et/ou du fonds reprenneur s'applique également au compartiment et/ou au fonds repris.
2. Le fonds ou les compartiments ne peuvent être regroupés que si:
 - a) les contrats de fonds correspondants le prévoient;
 - b) ils sont gérés par la même direction de fonds;
 - c) les contrats de fonds correspondants concordent quant aux dispositions suivantes:
 - la politique de placement, les techniques de placement, la répartition des risques et les risques liés aux placements;
 - l'utilisation du bénéfice net et des gains en capital résultant de l'aliénation d'objets et de droits;
 - la nature, le montant et le calcul de toutes les rémunérations, les commissions d'émission et de rachat ainsi que les frais accessoires pour l'achat et la vente des placements y compris les opérations de couverture (notamment courtages usuels du marché, commissions, frais de décompte et de traitement (clearing and settlement costs), frais bancaires, impôts et taxes) qui peuvent être mis à la charge de la fortune du fonds et/ou du compartiment ou des investisseurs;

- la durée du contrat et les conditions de dissolution;
 - d) l'évaluation de la fortune des fonds et/ou compartiments participants, le calcul du rapport d'échange et la reprise des valeurs patrimoniales et des engagements sont effectués le même jour;
 - e) il n'en résulte aucun frais ni pour le fonds et/ou le compartiment ni pour les investisseurs. Les dispositions du § 20 chiffre 2 lettres c, d et e demeurent réservées.
3. L'autorité de surveillance peut autoriser la suspension du remboursement des parts des compartiments et/ou des fonds participants pour une durée déterminée s'il peut être prévu que le regroupement prendra plus d'un jour.
 4. Un mois au moins avant la publication prévue, la direction du fonds présente les modifications prévues du contrat de fonds ainsi que le regroupement envisagé à l'autorité de surveillance pour vérification, conjointement avec le plan de regroupement. Le plan de regroupement contient des renseignements sur les motifs du regroupement, sur la politique de placement des fonds et/ou des compartiments participants et sur les éventuelles différences existant entre le fonds et/ou le compartiment repreneur et le fonds et/ou le compartiment repris, sur le calcul du rapport d'échange, sur d'éventuelles différences en matière de rémunérations, sur les conséquences fiscales éventuelles pour les fonds et/ou les compartiments ainsi que la prise de position de la société d'audit prévue par la loi.
 5. La direction du fonds publie les modifications du contrat de fonds selon § 24 chiffre 2 ainsi que le regroupement et la date prévus conjointement avec le plan de regroupement au moins deux mois avant la date qu'elle a fixée, dans les organes de publication des fonds et/ou des compartiments participants. Elle attire en l'occurrence l'attention des investisseurs sur leur possibilité, dans les 30 jours depuis la publication, de faire valoir des objections auprès de l'autorité de surveillance contre les modifications prévues du contrat de fonds ou d'exiger le remboursement en espèces ou de demander le rachat en nature de leurs parts au compartiment.
 6. La société d'audit vérifie immédiatement le déroulement correct du regroupement et se prononce à ce sujet dans un rapport destiné à la direction du fonds et à l'autorité de surveillance.
 7. La direction du fonds annonce sans retard à l'autorité de surveillance l'achèvement du regroupement et publie dans les organes de publication des fonds et/ou des compartiments participants l'exécution du regroupement, la confirmation de la société d'audit quant à la réalisation régulière de l'opération ainsi que le rapport d'échange.
 8. La direction du fonds mentionne le regroupement dans le prochain rapport annuel du fonds et/ou du compartiment repreneur et dans un éventuel rapport semestriel publié auparavant. Un rapport de clôture audité doit être établi pour le ou les fonds et/ou compartiments repris si le regroupement n'intervient pas à la date de clôture ordinaire de l'exercice.

§ 26 Durée et dissolution des compartiments

1. Les compartiments sont constitués pour une durée indéterminée.
2. Aussi bien la direction du fonds que la banque dépositaire peuvent provoquer la dissolution d'un compartiment en dénonçant le contrat de fonds sans délai.
3. Chaque compartiment peut être dissous par décision de l'autorité de surveillance, notamment s'il ne dispose pas, une année au plus tard après l'expiration du délai de souscription (lancement) ou d'un délai plus long accordé par l'autorité de surveillance sur demande de la direction du fonds et de la banque dépositaire, d'une fortune nette de CHF 5 mios (ou contre-valeur) au moins.
4. La direction du fonds informe sans délai l'autorité de surveillance de la dissolution et la publie dans l'organe de publication.
5. Après la résiliation du contrat de fonds, la direction du fonds peut liquider le compartiment sans délai. Si l'autorité de surveillance a ordonné la dissolution d'un compartiment, ce dernier doit être liquidé sans délai. Le versement du produit de la liquidation aux investisseurs est confié à la banque dépositaire. Si la liquidation s'étend sur une plus longue période, le produit de la liquidation peut être versé par tranches successives. La direction du fonds doit requérir l'autorisation de l'autorité de surveillance pour pouvoir procéder au remboursement final.

X. Modification du contrat de fonds

§ 27

Si le présent contrat de fonds doit être modifié ou s'il est prévu de regrouper des classes de parts ou de changer de direction de fonds ou de banque dépositaire, l'investisseur peut faire valoir ses objections auprès de l'autorité de surveillance dans les 30 jours qui suivent la publication correspondante. Dans la publication, la direction du fonds indique à l'investisseur les modifications du contrat de fonds qui sont examinées et contrôlées par la FINMA sous l'angle de la conformité à la loi. En cas de modification du contrat de fonds, y compris le regroupement de classes de parts, les investisseurs peuvent en outre demander le paiement en espèces ou en nature de leurs parts dans le respect des délais contractuels. Demeurent réservés les cas selon § 24 chiffre 2 qui sont exemptés des prescriptions régissant les publications avec l'autorisation de l'autorité de surveillance.

XI. Droit applicable et for

§ 28

1. Le fonds ombrelle et chaque compartiment sont soumis au droit suisse, en particulier à la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (LPCC), à l'ordonnance sur les placements collectifs de capitaux du 22 novembre 2006 (OPCC) ainsi qu'à l'ordonnance de la FINMA sur les placements collectifs de capitaux du 27 août 2014 (OPC-FINMA).
2. Le for judiciaire est au siège de la direction du fonds, à Lausanne.
3. Pour l'interprétation du présent contrat de fonds, la version en français fait foi.
4. Le présent contrat de fonds entre en vigueur à la date fixée par l'autorité de surveillance. Il annule et remplace celui du 18 juillet 2025.

5. Lors de l'approbation du contrat de fonds, l'autorité de surveillance examine uniquement les dispositions au sens de l'art. 35a al. 1 let. a à g OPCC et contrôle leur conformité à la loi.

Approuvé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA le 18 mai 2026 avec entrée en vigueur le 26 mai 2026.

Direction du fonds
GERIFONDS SA, Lausanne

Banque dépositaire
Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne